

LISA SCHIRCH

INTERVENTION CIVILE



Prévenir la violence
et mettre en place
une démocratie

Intervention civile

*Prévenir la violence
et mettre en place une démocratie*

Lisa Schirch

Traduit par Jérôme-Frédéric Josserand

Page de couverture :

La photo a été prise à Katmandou, au Népal, et montre un « sadhu », un religieux Hindou discutant avec un groupe de soldats à l'extérieur d'un temple hindou à Durbar.

Photo : Kerstin Lundgren

Intervention civile

Titre d'original : Civilian Peacekeeping

© Life & Peace Institute 2006

Édition en français 2007

Mise en page : G. Lulich Grafisk Form

Imprimé par Temdahls Tryckeri AB, Östervåla, Suède

ISBN 91-87748-84-3

Life & Peace INSTITUTE

Life & Peace Institute (LPI; L'Institut Vie et Paix) est un institut international et œcuménique de recherche et d'action dans le domaine de la paix. Fondé en 1985 par le Conseil Œcuménique Suédois, le LPI aspire à faire avancer les questions de justice, de paix et de réconciliation à travers une mosaïque de séminaires de recherche, de publications et de programmes de transformation de conflits.

Les objectifs et les programmes du LPI concernent les trois thèmes suivants :

- Religion, conflits et paix
- Droits humains et justice économique
- Transformation non violente de conflits

Conseil d'administration

Pär Axel Sahlberg (Suède)
Thomas Bamat (États-Unis)
Miguel Tomás Castro (El Salvador)
Kari S. Hay (Norvège)
Etienne de Jonghe (Pax Christi International)
Guillermo Kerber (World Council of Churches)
Nuha Khoury (Israël/Palestine)
Holger Lam (Danemark)
Polycarp Omolo Ochilo (Kenya)
Margareta Grape (Suède)
Yuri Riabykh (Russie)
Elsi Takala (Finlande)
Tony Waworuntu (Hong Kong)
Simote M. Ve'a (Tonga)
Trevor Williams (Irlande)

Life & Peace Institute, Sysslomansgatan 7, SE-753 11 Uppsala, Suède.
Téléphone: +46 18 16 95 00. Fax: +46 18 69 30 59.
E-mail: info@life-peace.org Website: www.life-peace.org

Table des matières

<i>Avant-propos</i>	6
<i>Introduction</i>	8
1. Il faut faire quelque chose !	11
2. Récits d'intervention civile	18
3. Formes d'intervention civile	34
4. Fonctionnement de l'intervention civile	49
5. Impact de l'intervention civile et relations avec les mouvements pour les droits de l'homme	63
6. Utiliser l'intervention civile	74
7. Organisation et prise de décisions dans les équipes civiles de maintien de la paix	83
8. Sélection et formation des volontaires pour le maintien de la paix	93
9. Logistique des équipes civiles de maintien de la paix	106
10. L'avenir de l'intervention civile	112
Appendix	117
Bibliographie	118
LPI Publications	125
À propos de l'auteur	130

Avant-propos

Johan Galtung observait déjà dans les années 1970 que plus vous approchez d'un conflit, plus il devient difficile de rester impartial dans votre jugement sur celui qui doit en être considéré responsable. Son étude reposait sur des membres des forces de maintien de la paix des Nations-Unies. La même chose se produit pour les civils engagés dans le maintien de la paix. Une réponse à ce problème est d'être bien préparé avant de partir en mission et d'être conscient des risques que vous courrez. D'un autre côté – plus vous approfondissez votre compréhension d'un conflit spécifique, moins vous êtes enclins à faire des déclarations simples et d'ordre général.

Il est encourageant et stimulant pour l'esprit de lire que des gens essayent de donner de nouvelles possibilités à des problèmes traités par l'humanité depuis des siècles. Ce livre décrit l'une d'elle. Dans quelles circonstances la présence d'un tiers-parti non armé sur des lieux de violence peut-elle changer quelque chose à travers un exercice coercitif du pouvoir, basé sur la conviction que ce n'est pas par les armes, mais par d'autres moyens qu'un conflit est traité avec succès pour que la paix puisse être rétablie ?

Lisa Schirch, chercheur sur la paix renommée et basée aux États-Unis, a toutes les qualités nécessaires pour donner cette vue d'ensemble sur la façon dont des alternatives civiles et non-armées aux forces militaires traditionnelles de maintien de la paix peuvent être structurées et élaborées par rapport au pourquoi, au quand, au qui, au pour qui, etc.

J'ai eu la chance de participer à la fois à la sélection et à la préparation de volontaires qui, dans des circonstances véritablement rudimentaires, ont pris part à des missions d'observateurs de la paix dans des zones de conflit en Amérique latine. Il a été très stimulant de rencontrer et de faire connaissance avec ces candidats, pour la plupart très bien formés et disposant d'un bagage universitaire approprié, parlant l'espagnol couramment et ayant de surcroît l'expérience de la région. Une autre source d'inspiration a été de voir jusqu'à quel degré ils sont conscients de la tâche qu'ils sont censés accepter. Il a été encore plus gratifiant de savoir, après que les observateurs de la paix, tout comme ceux avec qui ils ont partagé leur temps et leur vie, témoignent de l'impact essentiel résultant de la présence internationale.

Dans un processus parallèle, nous avons également organisé des rencontres sud-sud au cours desquelles des observateurs de la paix d'Angola, du Timor-Est, du Sahara Occidental, du Guatemala, de Colombie et du Mexique, ont pu partager leurs expériences sur la création de la paix au niveau local, et sur les différents contextes dans lesquels cela doit être fait. De la même manière que des civils sont envoyés pour maintenir la paix dans des zones de conflit, des personnes originaires de ces régions sont venues assister aux rencontres sud-sud pour discuter du conflit dans leur pays et acquérir une meilleure compréhension de la mission de maintien de la paix. Les observateurs de la paix mentionnés plus haut ont participé à ces rencontres dans le cadre de leur préparation à leur mission sur le terrain. Il n'y a pas de meilleure préparation. Comprenant des personnes de six régions frappées par de violents conflits en cours,

les discussions sur ce que la communauté internationale, et tout particulièrement la société civile, peut faire, ont donné aux observateurs de la paix des pays en jeu une meilleure compréhension sur la manière dont nous pouvons travailler ensemble.

Le Life & Peace Institute (l'Institut Vie et Paix) a des programmes sur le terrain dans des zones de conflit où règnent un grand nombre de comportements en vigueur dans des zones de guerre. Il ne s'agit pas simplement de savoir comment traiter la logique aveugle de la violence quand les infrastructures n'existent plus, et que de jeunes hommes drogués, frustrés et en colère font la loi dans la rue. Devons-nous envoyer des observateurs de la paix non-armés ? Qui accepte d'assumer des responsabilités dans de telles situations ? Ce que nous oublions souvent est d'analyser pourquoi la situation est allée aussi loin, et que des forces civiles de maintien de la paix auraient probablement pu changer la situation, si des mesures préventives appropriées avaient été prises à temps. Ensuite, le mandat à partir duquel il est possible d'agir est souvent différent. Là où une approche militaire coercitive a été la réponse traditionnelle, un mandat « moral » basé sur l'autorité d'une force de la paix bien connue, non armée et respectée, est souvent plus à même de pénétrer dans certaines régions que des contingents armés. Il s'agit assurément d'une tâche dangereuse, que vous soyez armés ou non.

Il existe un intérêt grandissant pour l'intervention d'un tiers-parti. Un exemple récent est la façon dont la tâche est décrite dans l'Agenda d'Action Globale pour la Prévention de Conflit, adopté en juillet 2005 lors d'une conférence aux Nations-Unies, et dans lequel il est stipulé que « les Nations-Unies devraient travailler avec des forces civiles pour la paix de façon à développer des listes de spécialistes comprenant des hommes et des femmes, et tenant compte de l'importance de la diversité culturelle comme ressource fondamentale de telles équipes. Les gouvernements devraient procurer un soutien politique et financier à des organisations civiles plaçant des forces de maintien de la paix, multinationales et non armées ». Un autre exemple pourrait être trouvé dans le cadre de l'Union Européenne, où la dimension civile de la gestion de crise et de prévention est nettement développée. Dans ce passage de la réaction à la prévention, les « soldats » de la paix civils auront un rôle de plus en plus important à jouer.

J'ai souvent réfléchi au fait qu'il y a un travail beaucoup plus poussé à essayer de changer une situation en étant présent dans une zone de conflit, sans armes qu'avec des armes, bien que cela pourtant soit souvent considéré avec méfiance, ce qui est également décrit dans ce livre. En même temps, on peut cependant percevoir une compréhension plus importante de ce qui peut être fait et comment cela peut être fait.

Dans le premier chapitre, Lisa Schirch fait référence au sempiternel cri poussé par un monde frustré observant que d'horribles événements ont lieu et que « quelque chose doit être fait ». Ce livre montre de façon concrète et pédagogique qu'il y a d'autres solutions que l'envoi de troupes armées.

*Peter Brune
Directeur exécutif
Life & Peace Institute*

Introduction

Ce rapport est une édition mise à jour et révisée de la publication *Keeping the Peace. Exploring Civilian Alternatives in Conflict Prevention* de 1995, rédigée à la demande du Life & Peace Institute en réponse à une invitation du Conseil des Églises du Nouveau Soudan. Le Life & Peace Institute a un intérêt prononcé dans le développement de l'idée d'une recherche liant le peuple, les organisations non gouvernementales et la recherche. L'objectif d'origine du rapport de 1995 était d'étudier la méthode consistant à interposer des individus non armés directement entre deux groupes en conflit, méthode utilisée par des organisations comme Witness for Peace (Témoins pour la paix), Christian Peacemaker Teams (Équipes Chrétiennes pour la Paix), Peace Brigade International (Brigades Internationales de la Paix) et le Balkan Peace Team (Équipe de Paix dans les Balkans). Lorsque l'on interroge ces organisations ou d'autres groupes civils qui sont intervenus dans divers conflits, il est apparu clairement que l'interpositionnement n'était pas l'unique, ni même la principale activité d'un grand nombre de ces groupes d'intervention. En réalité, il n'y a eu que très peu d'exemples d'interpositionnement. L'objet de l'étude inclut la diversité d'expériences et de contextes dans lesquels une intervention civile dans un conflit a eu lieu. Le terme « interpositionnement » est placé dans un contexte plus large là où il est utilisé, tout d'abord parmi d'autres activités de maintien de la paix, et ensuite dans une structure générale d'intervention pour la construction de la paix.

Ce livre sert aujourd'hui de guide aux équipes pour la paix civiles et non armées, également connues comme maintien de la paix civil. Ce livre explique la théorie et les pratiques de ces équipes de maintien de la paix et peut être utilisé comme un guide pour préparer des missions complexes de création de la paix. Le livre couvre des questions telles que :

- Pourquoi est-il nécessaire d'intervenir ?
- Quel type d'intervention est approprié ?
- Qui doit intervenir ?
- Quand et comment l'intervention doit-elle avoir lieu ?

Ce livre examine également les suppositions théoriques qui sont à la base de ces types d'interventions civiles. Pour nous éclairer sur ces questions, l'auteur étudie les succès et les échecs du maintien de la paix civil. Si certaines leçons peuvent être apprises à partir d'expériences passées, chaque intervention possède sa propre série de réponses dépendantes d'un contexte.

Pour qui ce livre est-il écrit ?

- Le public visé pour ce rapport est :
- Les organisations non-gouvernementales qui pensent s'impliquer dans un rôle de maintien de la paix civil pour intervenir lors de conflits.

- Des groupes en situation de conflit qui pensent inviter ou organiser des civils pour intervenir afin d'arrêter la violence, créer un espace pour des négociations, ou accompagner des groupes ou des individus en danger.
- Les gouvernements, les Nations-Unies, ou les organisations régionales qui pensent utiliser des forces civiles de maintien de la paix dans leur missions pour la paix ; et/ou
- Des étudiants ou d'autres personnes intéressées d'apprendre les théories et les pratiques du maintien de la paix civil.

Processus de recherche

Cette étude est basée sur une recherche qualitative, descriptive et prospective qui examine les fonctions de maintien de la paix des équipes civiles dans le but de révéler les expériences, les théories, et les pratiques utilisées par ces volontaires de la paix civils. Les interviews pour le rapport initial furent conduites durant l'été 1994 avec une vingtaine de personnes appartenant soit à des organisations importantes, soit ayant participé à des interventions ad hoc pour le maintien de la paix civil. Les personnes interviewées furent choisies pour leur engagement dans des projets de maintien de la paix civil. Si l'on essaya d'interviewer autant de personnes que possible dans une période de temps limitée, seuls les individus et les organisations les plus pertinents y furent inclus. L'édition de 1995, de même que l'édition révisée de 2005 repose également beaucoup sur les rapports annuels, les manuels de formation, les documents d'organisations, les lettres d'information, les livres, les articles et les lettres qui décrivent le travail de ces organisations.

Durant la mise en place de cette recherche, il est apparu clairement que s'il est important d'apprendre à partir des expériences passées de volontaires pour la paix, les leçons apprises ne peuvent être transférables d'un conflit à un autre. Il n'existe de réponses normatives à aucune des questions posées ici. Les réponses doivent être découvertes de l'intérieur du contexte.

Les contextes économique et politique sont seulement en partie responsables de rendre chaque conflit unique. Le contexte culturel du conflit doit être considéré lorsque l'on planifie le pourquoi, le quoi, le qui, le quand et le comment d'une intervention civile. Il est crucial de comprendre et d'utiliser les ressources culturelles. Les personnes en conflit ont souvent une perception et une compréhension très différente d'un conflit en général, du conflit se déroulant, ainsi que des méthodes pour résoudre un conflit. Une attention particulière doit être prise pour s'assurer que les missions de maintien de la paix civil sont formées avec l'aide des groupes engagés dans le conflit, et/ou que les volontaires pour la paix accordent validité et priorité à la culture des protagonistes du conflit.¹

1 Voir les travaux suivants pour en savoir plus sur le lien entre culture et résolution de conflit : Durya, Michelle LeBaron. *Conflict and Culture : A Literature Review and Bibliography*. British Columbia : University of Victoria, 1991, ainsi que Avruch, Kevin, and Black, Peter W. "The Culture Question and Conflict Resolution" *Peace and Change*. Vol 16 (1) January 1991

Terminologie

Il existe quelques objections à l'utilisation du terme « maintien de la paix civil » pour décrire le travail d'accompagnement, d'interpositionnement et de contrôle de projets par des civils non armés, du fait de ses connotations militaires et des limites traditionnelles que les termes possèdent pour décrire des pratiques complexes. Il existe pourtant à l'intérieur des groupes faisant le travail décrit dans ce livre un consensus général et large selon lequel le terme « maintien de la paix civil » est en réalité le plus adéquat pour décrire leur travail, parce qu'il a des fonctions très similaires à celles des forces de la paix armées ou militaires. Par exemple, interpositionnement, accompagnement, et contrôle peuvent être faits par des « casques bleus » armés des Nations-Unies ou par des civils non armés. Dans les deux cas, il s'agit d'un processus de séparation des groupes et de dissuasion de la violence.

Enfin, je voudrais remercier tous ceux qui ont consacré du temps à ce projet. La passion et l'insistance manifestée par un grand nombre des personnes interviewées ont capturé l'esprit de ce travail pour la paix et m'ont motivée à poursuivre mes efforts pour exprimer et dessiner le concept de leur travail.

1. « Il faut faire quelque chose ! »

Ce cri fut poussé au début du génocide au Ruanda, de même qu'au moment où la guerre civile s'intensifiait en Colombie, que la guerre éclatait dans l'ex-Yougoslavie, que des réfugiés soudanais commençaient à affluer à Darfour, que des terroristes prenaient le contrôle d'une école à Beslan, en Ossétie du nord, ainsi que dans d'innombrables autres moments sombres de l'histoire. Et la liste ne fait que s'allonger.

De par le monde entier, des civils répondent à ce cri. Ils combattent les violations des droits de l'homme et grâce à leur présence symbolique, indiquant que le monde regarde, ils dissuadent les harcèlements aux points de contrôle israéliens. À Aceh, en Indonésie, ils accompagnent les activistes pour les droits de l'homme, leur permettant de prendre le risque de se déplacer et de plaider pour leur cause, ce que sinon ils ne pourraient pas faire. Et les volontaires avancent leur propre corps comme boucliers humains pour empêcher des attaques militaires dans les villages colombiens qui refusent de coopérer et d'abriter des groupes militaires et des rebelles.

Beaucoup de questions difficiles font écho en réponse aux appels d'intervention. *Pourquoi* est-ce que l'on appelle à intervenir ? *Quels* genres d'intervention sont appropriés et efficaces ? *Qui* sont les meilleurs intervenants ? *Quand* devraient-ils intervenir ? *Comment* l'intervention doit-elle avoir lieu ? Ce livre a pour objet de répondre à ces questions, principalement parce qu'elles sont liées au concept de maintien de la paix civil.

Avant la création des Nations-Unies en 1948 et avant que la mondialisation médiatique ne procure instantanément des informations, il n'y avait souvent que de faibles réactions aux tragédies de génocides, de massacres, ou d'autres formes de violence. Aujourd'hui, les Nations-Unies, des organisations régionales telles que l'Organisation des États d'Amérique et l'Organisation pour l'Unité Africaine, ou de puissants pays tels que les États-Unis, sont habituellement chargés de la responsabilité de « faire quelque chose » dans des conflits destructifs. De plus en plus, des civils prennent la responsabilité de protéger les droits de l'homme au cœur de la violence.

Ce livre décrit comment des volontaires pour la paix, civils et non armés, sont capables de prévenir ou de limiter la violence et de créer un espace pour la démocratie. Les volontaires se placent eux-mêmes dans des situations où un ou plusieurs groupes cherchent à nuire à d'autres. Certains accompagnent des réfugiés de retour ou des activistes pour les droits de l'homme, pour qu'ils puissent sans risques s'impliquer dans des processus démocratiques destinés à s'attaquer aux causes et aux sources d'un conflit violent. Certains empêchent la violence en maintenant une présence symbolique dans des lieux susceptibles d'être la cible de terrorisme ou qui pourraient subir une explosion de violence. D'autres observent, contrôlent, et signalent des violations des droits de l'homme ou des fraudes électorales.

Le maintien de la paix civil est une manière de s'attaquer à des conflits violents. Ces activités très spécifiques doivent tout d'abord être emboîtées de façon conceptuelle

dans le cadre plus large des activités que des personnes et des groupes entreprennent dans le processus d'établissement de la paix.

Un cadre d'établissement de la paix

Si le terme établissement de la paix a été limité par certains auteurs à la phase de reconstruction faisant suite à la guerre, il est de plus en plus utilisé par les Nations-Unies et de nombreuses organisations non-gouvernementales comme un terme recouvrant toutes sortes d'activités, dans toutes les phases d'un conflit, qui contribuent à l'établissement de sociétés pacifiques et stables. En établissant la paix on cherche à prévenir, réduire, transformer et aider des personnes à se remettre de la violence sous toutes ses formes, même de la violence structurelle qui n'a pas encore provoqué une importante agitation civile. En même temps, il s'agit d'un processus constructif qui permet aux gens d'entretenir des relations à tous les niveaux.

L'usage de l'établissement de la paix comme réponse de l'humanité au cri « faites quelque chose » progresse. Par exemple, durant la crise de 2004 à Darfour, les camps de réfugiés de l'ONU, de même que des douzaines d'organisations internationales, ont cherché à aider des réfugiés fuyant une situation de génocide dans leurs communautés. Pourtant, cela reste malheureusement insuffisant, alors que la violence continue, sans la volonté politique de financer une force importante de maintien de la paix destinée à empêcher de nouveaux massacres dans les villages soudanais.

L'établissement de la paix a souvent lieu lors de situations de crise qui interdisent toute analyse réfléchie. En essayant de réduire rapidement la violence, les gens adoptent des solutions rapides et immédiates au lieu de se concentrer sur des besoins à long terme. Les intervenants et les activités qu'ils remplissent sont choisis selon les compétences ou les ressources disponibles sur le moment, plutôt que selon ce que la situation exige. Le cliché « il faut faire quelque chose » est trop souvent l'unique réflexion sur laquelle reposent le « pourquoi » ou le mandat pour intervenir.

La paix ne tombe pas du ciel. Il s'agit d'un processus complexe et dynamique. La paix émerge lorsque les gens prennent leurs décisions avec beaucoup de soin et planifient à long terme, anticipent des problèmes potentiels, se lancent dans des analyses du conflit et du contexte local, et coordonnent différents acteurs et activités à toutes les phases du conflit, et à tous les niveaux de la société. L'établissement de la paix est stratégique quand il y a une coordination des ressources, des acteurs et des méthodes pour accomplir de multiples objectifs et traiter de multiples questions durant une longue période de temps.

Le champ de l'établissement de la paix est plus vaste et plus complexe que la plupart des gens ne le réalisent.

Si le terme « établissement de la paix » a d'abord été utilisé pour décrire des activités dans un contexte d'après-guerre, il est aujourd'hui de plus en plus utilisé par les Nations-Unies et les Organisations Non Gouvernementales pour décrire toute la gamme d'activités, comprenant maintien de la paix, développement

économique, diplomatie, justice de transition, efforts de démocratisation, etc. Le terme établissement de la paix réunit toutes ces différentes activités, et reconnaît leur interdépendance – un succès en diplomatie, par exemple, dépend souvent d'un succès dans le maintien de la paix. Si le terme établissement de la paix relie toutes ces activités de manière conceptuelle en soulignant leurs contributions mutuelles dans la construction d'une paix stable et durable, les acteurs engagés dans ces différentes activités ne sont souvent pas coordonnés. Il existe de rares forums destinés à aider à réduire le chevauchement entre projets, ou à coordonner les efforts de différents groupes impliqués dans le même conflit pour établir la paix. Ce problème existe à l'intérieur des Nations-Unies, à l'intérieur de chaque société civile, ainsi qu'entre tous les groupes travaillant dans la même région.

L'inventaire complet des acteurs civils qui contribuent à l'établissement de la paix est trop important pour être détaillé ici. La liste des intervenants pourrait inclure des groupes tels qu'Amnesty International, qui mène des campagnes de lettres pour combattre les violations des droits de l'homme, les médias internationaux et les journalistes indépendants qui observent, documentent et alertent la communauté internationale de violents conflits, une série de programmes destinés au dialogue et à la construction de relations tels que le Search for Common Ground, ceux qui travaillent à guérir des traumatisés, les éducateurs pour la paix et les droits de l'homme, les groupes pour la défense de l'environnement tels que Greenpeace qui interviennent au nom de l'environnement, ainsi que les associations humanitaires internationales et les groupes pour le développement tels que la Croix Rouge Internationale, Oxfam, et Care, qui procurent une assistance humanitaire et mettent en place des projets sociaux, économiques et de développement communautaire.

Pour être durable à long terme l'établissement de la paix exige toute une gamme de méthodes. Il existe quatre approches principales à l'établissement de la paix :²

Mener des conflits non-violents

Les défenseurs et activistes cherchent à obtenir de l'aide pour le changement en renforçant le pouvoir d'un groupe à traiter ces questions, et à développer les conditions nécessaires pour transformer les relations, à progresser vers la démocratie, et à défendre les droits de l'homme. Cette façon de voir l'établissement de la paix soulève des questions sur la justice sociale et aide à mettre en place les conditions nécessaires pour un dialogue et des négociations réussis.

Réduire la violence immédiate

Les efforts entrepris pour réduire la violence immédiate visent à contenir ceux qui commettent des violences, à prévenir et soulager les souffrances de leurs victimes, et à créer un espace sécurisé pour des activités d'établissement de la paix dans des domaines s'adressant aux causes premières de la violence. Les projets de maintien de la paix civils et militaires rentrent dans ce type d'établissement de la paix.

2 Schirch, Lisa. *Strategic Peacebuilding*. Intercourse, Pennsylvania: Good Books, 2004

Figure 1: Schéma de peacebuilding



Transformer les relations

Les efforts entrepris pour transformer les personnes et les relations interpersonnelles utilisent un éventail de processus pour s'occuper de traumatismes, transformer un conflit et rendre justice. Ces processus donnent aux gens la possibilité de mettre en place des solutions durables à long terme pour traiter leurs besoins.

Former des compétences

Les efforts pour établir la paix à plus long terme valorisent les aptitudes institutionnelles à traiter les droits de l'homme et à prévenir la violence à travers l'éducation et la formation, le développement, la transformation et la conversion de l'armée, la recherche et l'évaluation. Ces activités ont pour objet la mise en place de structures équitables à même de soutenir une culture de paix durable.

Un grand nombre de personnes et groupes sont engagés dans de multiples catégories d'établissement de la paix. Ces méthodes sont souvent simultanées et interdépendantes. L'établissement de la paix est pluridimensionnel et comprend

un grand nombre d'intervenants menant de nombreuses activités tout au long des différentes phases d'un conflit.

Les organisations sont souvent tentées d'en faire trop. Un grand nombre d'organisations civiles, et même l'armée, expriment le désir de s'impliquer dans l'aide humanitaire, le contrôle des droits de l'homme, la réconciliation, et le travail de développement. Chacune de ces approches requiert un éventail de compétences différent et unique. Certaines organisations ont déjà développé des compétences dans chacune des différentes conceptions de l'établissement de la paix. Si les besoins lors d'un conflit sont importants, une personne ou un groupe désirant s'impliquer dans un processus d'établissement de la paix à long terme doit être conscient de ses propres connaissances et compétences et réfléchir à la façon de coopérer avec d'autres groupes pour s'assurer que d'autres nécessités sont remplies.

Beaucoup d'organisations de société civile ont tendance à considérer en bloc toutes les activités « non-violentes ». Toutefois, il existe de nombreux types différents d'actions non-violentes. Le plus souvent, le terme « non-violence » est utilisé de façon interchangeable avec les termes activisme et défense désignés pour faire prendre conscience des questions de justice sociale et habiliter des groupes privés de droits. Toutefois, dialogue, maintien de la paix civil et éducation sont également des approches « non-violentes ».

Il est important de faire une distinction entre des conceptions d'établissement de la paix qui sont différentes et ont des objectifs différents. Comme cela est décrit plus bas, l'objectif principal du maintien de la paix civil est de réduire les niveaux de violence directe, pour que d'autres groupes puissent par exemple mener à bien, en toute sécurité, un dialogue et un activisme non-violent.

Le cas du maintien de la paix

Le terme maintien de la paix donne comme connotation l'image d'un soldat faisant un usage habile et minimal de la violence ou de la menace de la violence, « de manière à en empêcher une utilisation plus importante ».³ L'Académie Internationale pour la Paix définit le maintien de la paix comme « la prévention, l'endiguement, la modération, et la fin des hostilités, à travers l'intervention pacifique d'un tiers, organisée et dirigée internationalement, se servant de forces militaires multinationales, de police, et de civils pour restaurer et maintenir la paix ».⁴ Les Nations-Unies et les organisations régionales utilisent des forces militaires de maintien de la paix comme police internationale pour maintenir les cessez-le-feu, pour limiter la violence, et pour assister au repli des troupes et à la démobilisation des groupes armés. Les soldats de la paix peuvent également protéger des travailleurs civils et accompagner des employés et des ressources de l'aide humanitaire pour assurer sécurité et transport.

3 Galtung, "Participants in Peacekeeping Forces," p. 265

4 Diehl, Paul F. *International Peacekeeping*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 1993, p. 5, International Peace Academy. *Peacekeeper's Handbook*. New York: Pergamon Press, 1984, p. 22

Le maintien de la paix est une conception « dissociative » de la paix : il sépare les parties prenantes d'un conflit pour mettre fin au cycle de violence. En interrompant le chaos causé par les armes à feu et la vengeance, il permet, lors d'une période « de refroidissement » de faire place à des possibilités de considérer l'expression politique du conflit. Les missions traditionnelles de maintien de la paix concernent la supervision du cessez-le-feu et le placement de personnel dans des zones-tampons.

Les projets récents (civils ou des Nations-Unies) de maintien de la paix, ont ajouté de nouvelles activités, incluant contrôle électoral, facilitation de la communication entre groupes armés, et protection des réfugiés et des personnes déplacées. Dans ce sens, un grand nombre d'opérations de maintien de la paix sont « pluridimensionnelles ». Le maintien de la paix est un élément essentiel de l'établissement de la paix, étant donné qu'il est souvent impossible de s'engager, en temps de guerre, dans d'autres formes de construction de la paix, telles que la conduite non-violente de conflit à travers l'activisme et la défense des droits de l'homme, la transformation des relations des groupes en conflit, ou la mise en place de moyens à long terme.

Le nombre des opérations de maintien de la paix des Nations-Unies est en augmentation. Durant les quarante premières années de l'existence de l'ONU, on compte 13 missions de maintien de la paix. Depuis 1988, plus de 40 missions ont été entreprises. Au début de 2005, plus de 60 000 soldats de la paix opéraient dans le cadre de 16 missions dans diverses parties du monde.⁵ Certains pays, tels que les États-Unis, examinent également comment transformer une partie de leurs forces armées en unités qui pourraient remplir des opérations de paix ou de stabilité plutôt qu'être déployées dans des formes traditionnelles de guerre.⁶

Si le maintien de la paix par des forces armées est important, il est également largement critiqué. Dans l'ex-Yougoslavie, les soldats de la paix étaient trop peu nombreux pour pouvoir empêcher les massacres. Au Sierra Leone et au Cambodge, des soldats de la paix avaient pour habitude de violer des femmes de la région ou de les obliger à se prostituer en échange de nourriture. À Chypre, il est possible que les soldats de la paix séparant les protagonistes aient ainsi éliminé la nécessité d'une solution politique. Du fait de la perception d'échec attachée à de nombreuses missions de maintien de la paix par des forces armées, telles qu'en Somalie ou en ex-Yougoslavie, des coûts élevés du maintien de la paix militaire, et de la tendance à prendre des civils pour cible dans les guerres interétatiques ou intraétatiques, il y a un intérêt grandissant pour des conceptions civiles et sans armes du maintien de la paix. En même temps, un nombre de plus en plus important de civils sont entraînés et préparés à travailler comme volontaires pour la paix dans des zones de conflit.

5 *A More Secure World: Our Shared Responsibility*. Report of the Secretary-General's High-level Panel on Threats, Challenges and Change. New York: United Nations, 2004, p. 68

6 *Peacemaking and Peacekeeping: Implications for the United States Military*. Washington DC: United States Institut of Peace, 1993. Lisa Schirch, auteur de ce livre, a participé à l'enseignement d'un cours intitulé *Winning the Peace*, donné à l'Académie Militaire de West Point, dans le cadre des efforts entrepris pour transformer l'armée et augmenter sa capacité à contribuer à l'établissement de la paix.

Les tentatives de maintien de la paix, militaires comme civiles, partagent les mêmes objectifs et tâches, mais utilisent des méthodes différentes pour obliger ou persuader des groupes à cesser les combats. Il existe un problème conceptuel lié au maintien de la paix par des forces armées. En effet, il donne en modèle l'utilité de la violence, et peut ainsi renforcer indirectement l'idée que la violence, plutôt que le dialogue, est un moyen efficace de traiter un conflit. Le maintien de la paix civil et sans armes donne en exemple l'utilité d'utiliser d'autres formes de pouvoir, telles que les relations et les compétences communicatives, pour obtenir des objectifs similaires. Le maintien de la paix civil, tel qu'il est défini ici, implique que des individus sans armes se placent eux-mêmes dans des situations de conflit afin d'essayer de réduire la violence entre groupes.

Le maintien de la paix civil, également appelé maintien de la paix sans armes, de même que les équipes pour la paix, ou l'intervention non-violente d'un tiers, remplissent les mêmes tâches que le maintien de la paix militaire. Dans certaines situations de conflit sanglant, tel que le génocide au Rwanda, il est difficile d'imaginer que des volontaires civils auraient pu être utiles après l'explosion de la violence. Malgré tout, dans de nombreuses situations, les volontaires civils peuvent jouer un rôle important dans la prévention et la dissuasion de la violence. Les civils maintenant la paix ne coûtent pas cher, ils sont en contact avec le peuple, qui les considère comme légitimes, utilisent des formes non-violentes de pouvoir pour empêcher la violence, et sont souvent soutenus par une communauté engagée d'artisans de la paix, partout dans le monde. Les récits de maintien de la paix civil, présentés dans le chapitre suivant, témoignent du travail de protection important accompli par des civils pour interrompre le cycle de la violence.

2. Récits d'intervention civile

Au VI^e siècle, Bouddha mit fin à une guerre en marchant entre deux groupes armés engagés dans une bataille pour des droits sur l'eau. Depuis lors, de par le monde, des hommes et des femmes courageux se sont placés entre des armes et des êtres humains pour dissuader ou arrêter la violence. Si des civils sans armes ont une longue histoire d'interruptions de conflits armés obtenues en s'interposant entre des groupes armés, la plupart de ces histoires ne sont pas documentées. Plus récemment, les Nations-Unies et des sociétés civiles ont utilisé le maintien de la paix civile comme un moyen de réduire la violence. Ce chapitre examine un ensemble de tentatives différentes de maintien de la paix civile, des exemples historiques, des projets à court terme, des organisations non-gouvernementales, ainsi que des programmes officiels de maintien de la paix civile des Nations-Unies. Un grand nombre de ces exemples expliquent pourquoi des groupes internationaux interviennent dans des zones de guerre pour prévenir ou réduire la violence.

Historiquement toutefois, le maintien de la paix civile est originaire des zones de guerre. Le chapitre débute par un éventail d'histoires locales de maintien de la paix civile.

Femmes africaines

De partout en Afrique, il existe des histoires de femmes sans armes s'interposant comme volontaires pour la paix entre des tribus en guerre. Dans de nombreuses communautés africaines traditionnelles, il était interdit de tuer des femmes. Seuls d'autres guerriers étaient considérés cibles légitimes. Dans certaines sociétés, des femmes se mettaient à marcher entre des groupes armés pour les empêcher de se battre. Dans d'autres cultures, où le fait de voir une femme nue provoque une malédiction, non pas sur la femme, mais sur l'homme qui la regarde, les femmes s'exposaient en levant leurs jupes et en montrant leurs seins aux tribus en guerre afin d'apporter, de par la culture, honte et malédiction aux hommes engagés dans le combat. D'autres femmes pouvaient montrer leurs seins afin de rappeler aux hommes qu'elles sont des mères et doivent être respectées.

Shanti Sena

C'est après avoir vu les effets de la non-violence en Afrique du Sud en 1913, que Gandhi a rendu populaire l'idée d'une force sans armes d'interposition pour la paix, le Shanti Sena. Les adeptes de Gandhi ont développé le Shanti Sena pour concrétiser l'idée d'armées de la paix régionales et voisines afin d'empêcher et de réduire la violence communautaire. Quand les Musulmans et les Hindous commencèrent à se battre dans les rues pendant et après le processus d'indépendance de l'Inde, le Shanti Sena de Gandhi, ou l'armée de la paix, assura un maintien de la paix civile. Des unités extrêmement disciplinées et entraînées de Shanti Sena étaient attentives aux moindres avertissements ou indications de violence imminente. Ils intervenaient alors rapidement et prenaient six mesures pour réduire les tensions.

Premièrement, ils rencontraient les groupes en conflit et créaient un forum de dialogue pour discuter la situation et chercher une solution équitable. Ensuite, si les tensions continuaient, ils appelaient des unités de Shanti Sena d'autres régions pour qu'elles les aident à demander aux leaders de la ville de lancer des appels pour la paix. Ces appels pour la paix étaient placés dans les journaux et à la radio. Troisièmement, si la violence explosait, des unités de Shanti Sena se rendaient tout d'abord sur les lieux des troubles pour analyser, discuter la dynamique dans leurs unités, et commencer à concevoir une stratégie. Souvent, ils se dépêchaient de publier des brochures pour dissiper des rumeurs et plaider pour la paix. Si la violence continuait, les unités de Shanti Sena marchaient au milieu des combats, encourageant les émeutiers à se disperser, et créaient ainsi des possibilités de communication constructive entre les groupes. Une quatrième mesure consistait à fournir vêtements, couvertures et assistance aux blessés. Cinquièmement, Shanti Sena travaillait avec des personnes ayant une éducation scolaire dans des séminaires d'éducation pour analyser les sources de la violence. Finalement, la sixième stratégie consistait à interviewer et à écouter les récits de personnes ordinaires pour estimer leur perception de l'autre partie, rassembler et distribuer des informations sur des besoins essentiels, ainsi qu'encourager des actes de repentir tels que l'aide à la reconstruction des maisons de victimes, et la création de festivals culturels communs avec les groupes opposés.⁷

Mouvement pour les droits civils

Durant la campagne pour les droits civils aux États-Unis, des blancs accompagnaient des noirs dans le Chemin de la Réconciliation, qui testait les lois ségrégationnistes lors d'un voyage interétatique. En 1964, quelque 1000 employés blancs venus du nord, souvent connus comme les Cavaliers de la Liberté, travaillaient au Mississippi aux côtés de travailleurs noirs pour inscrire d'autres noirs sur les listes électorales. Dans ce contexte, la présence d'employés blancs servait souvent à dissuader la violence contre les noirs.⁸

Révolution philippine

En 1986, des milliers de civils philippins se placèrent entre l'armée du dictateur Marcos et les forces armées sous le contrôle du général Ramos. Poussés par une station de radio locale catholique, qui diffusait des messages appelant les civils à arrêter les troupes de Marcos, les civils ont réussi à empêcher une collision violente entre les deux factions militaires.⁹

7 Weber, Thomas, *Gandhi's Peace Army: The Shanti Sena and Unarmed Peacekeeping*. New York: Syracuse University Press, 1996, pp. 115-116

8 Sitkoff, 1981 in Coy, Patrick G. "What's a Third Party to do? Nonviolent Protective Accompaniment in Sri Lanka with Peace Brigades International." Article présenté lors de la 35^{ème} Convention annuelle de l'International Studies Association, Washington, D.C. March 28-April 1, 1994, p. 3

9 Lakey, Georges. "How to Develop Peace Teams: The Lightbulb Theory." 1995

Organisations non-gouvernementales civiles de maintien de la paix

Si ces exemples historiques impliquent des civils employés dans une fonction de maintien de la paix dans des conflits se déroulant dans leur propre pays, il est devenu plus habituel, durant les vingt dernières années, que des groupes civils internationaux interviennent dans des conflits se déroulant dans d'autres pays. Un grand nombre d'organisations non-gouvernementales civiles sont impliquées dans le maintien de la paix. Certains de ces groupes sont des organisations institutionnalisées, tandis que d'autres ne sont que des projets à court terme. La description présentée plus bas, qui est chronologique et commence avec les organisations les plus anciennes, donne des exemples concis de certaines des organisations principales aujourd'hui engagées dans le maintien de la paix civil.

Peace Brigades International (PBI) (Brigades de Paix Internationales), la plus ancienne organisation de maintien de la paix civil, a été formée en 1982 pour répondre aux invitations d'organisations populaires au Guatemala, El Salvador, Sri Lanka, Colombie ainsi que d'Indiens aux États-Unis, demandant d'accompagner des individus et des groupes en danger pour dissuader la violence. La première action des PBI a eu lieu au Nicaragua, le long de la frontière avec le Honduras en 1981, où les PBI avaient placé un contingent international pour contrôler et servir de bouclier humain contre ce qui semblait être une invasion imminente des États-Unis et des forces armées contras. La présence des PBI fut suivie par celle d'une autre organisation, Witness for Peace, décrite plus bas.¹⁰

1983 marque le début de la présence à long-terme des PBI au Guatemala. Les PBI accompagnaient des personnes dont les parents avaient disparu, été torturés ou tués par les militaires, ou qui étaient eux-mêmes engagés dans l'aménagement d'un changement social. Au Salvador, les PBI essayèrent d'assurer la sécurité de personnes et de personnalités dans le processus de paix salvadorien. Au Sri Lanka, les PBI accompagnaient des juristes défendant les droits de l'homme d'ouvriers disparus. En Colombie, les équipes du PBI documentent les violations des droits de l'homme, accompagnent des activistes, et procure une présence protectrice dans des communautés qui se sont elles-mêmes déclarées « zones de paix ».¹¹

En coopération avec leurs contacts guatémaltèques, les PBI ont développé un objectif général pour aider les groupes non-violents à travailler pour les droits de l'homme avec une nouvelle activité : l'accompagnement et la protection internationale d'activistes pour les droits de l'homme vivant dans la crainte de l'enlèvement ou de l'assassinat. L'activité principale des PBI est d'accompagner des activistes, des réfugiés et des communautés menacées de violence. Estimant

10 Moser-Puangsuwan, Yeshua. "From the Peace Army to the Balkan Peace Team: A short history of grassroots initiatives unarmed peacekeeping." January 1995

11 Il doit être signalé que l'accompagnement est inutile et peut même s'avérer néfaste si une personne, qui devrait rester cachée du fait de l'instabilité de la situation, est davantage visible (interview avec Liam Mahony, PBI, formateur et chercheur).

que l'usage de violence contre des ressortissants étrangers serait plus onéreuse, économiquement et politiquement, pour les responsables, les membres des PBI espèrent avoir une présence dissuasive. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, l'accompagnement comme technique de maintien de la paix continue d'être un moyen dissuasif efficace contre la violence. L'efficacité de leur travail fut prouvée rapidement après que leurs accompagnements avaient commencé, par la réduction des menaces à l'encontre de personnes ou de groupes accompagnés.¹²

L'accompagnement requiert souvent une présence 24 heures sur 24 avec un individu ou un groupe en danger.¹³

Les équipes des PBI documentent également les événements et les tendances dans le conflit ainsi que les initiatives pour la paix. Les informations sur des violations des droits de l'homme sont parfois transmises à travers le réseau d'urgence des PBI, composé de milliers de personnes autour du monde, ainsi que d'un réseau de contacts haut-niveau dans les ambassades, les ministères des Affaires Étrangères ou avec des parlementaires prêts à envoyer des télécopies, des courriels, des lettres ou des coups de téléphone pour protester contre ces violations et insister sur la protection des droits de l'homme. Aujourd'hui, les PBI ont un personnel de 60 personnes en Colombie et des équipes plus petites à Aceh, en Indonésie, ainsi qu'au Guatemala et au Mexique.

Witness for Peace (WFP) (Témoins pour la Paix) est une organisation religieuse œcuménique formée au début des années 1980 pour changer la politique des États-Unis et procurer une présence non-violente au Nicaragua et plus tard au Nicaragua, à Haïti, au Moyen-Orient, au Salvador, au Mexique et en Colombie. Au début des années 1980, la guerre entre les Sandinistes et les Contras soutenus par les États-Unis commençait juste à faire l'objet de débats publics aux États-Unis. Sous l'égide des WFP, un groupe œcuménique de Nord-Américains en visite au Nicaragua réalisa une tournée destinée à rechercher des informations. Leurs expériences parmi le peuple nicaraguayen confronté tous les jours à des attaques contras les poussèrent à inciter d'autres personnes à se rendre au Nicaragua. Au printemps 1983, 153 Nord-Américains de différentes confessions religieuses y partirent avec l'espoir que la présence de citoyens américains sans armes près de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras dissuaderait les contras de lancer des attaques.

Les WFP commencèrent leur travail au Nicaragua dans l'idée de servir de « boucliers humains » entre les Contras et le peuple nicaraguayen dans plusieurs villes situées près de la frontière hondurienne subissant alors des attaques. Quand les Contras changèrent de stratégie, et cessèrent d'essayer de prendre certaines villes stratégiques pour attaquer des villes et des coopératives sur une plus grande

12 Mahony, Liam, and Eugen, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguard: International Accompaniment for the Protection of Human Rights*. Connecticut: Kumarian Press, 1997

13 Interviews avec Liam Mahony, Bob Seidle-Kahn, Michael Beer, Kurt Wands, Dan Gayle, George Willoughby; Brochure PBI

partie du Nicaragua, les WFP changèrent également de stratégie, étant donné qu'il devenait littéralement impossible de servir de bouclier quand les attaques étaient lancées apparemment au hasard dans divers endroits. En outre, les équipes WFP sur le terrain étaient de moins en moins satisfaites de la métaphore du bouclier pour leur travail, et commencèrent alors à se considérer comme solidaires du peuple nicaraguayen.

Les WFP placèrent, dans une optique à long terme, du personnel dans des villages nicaraguayens qui étaient victimes d'attaques contras. Quand une attaque avait lieu, les WFP en visitaient le site et interviewaient les survivants pour documenter leurs récits. Ces informations étaient utilisées par des membres des WFP qui retournaient aux États-Unis pour parler à d'autres Nord-Américains concernés par la situation au Nicaragua. Ces informations étaient également transmises au siège du WFP, qui s'en servait pour faire pression sur le Congrès pour mettre fin à l'aide financière apportée aux Contras.¹⁴

Les Témoins pour la Paix ont aidé des milliers de Nord-Américains à aller au Nicaragua pour voir l'impact de la politique étrangère des États-Unis et se montrer solidaires avec les Nicaraguayens en travaillant pour la protection des droits de l'homme et la démocratie. Des délégations à court et long terme au Nicaragua et dans d'autres pays ont formé la base des activités des WFP. Le personnel à long terme a pris des engagements d'un an ou plus pour vivre et travailler avec le peuple nicaraguayen. Les délégués à court terme restaient une semaine ou deux au Nicaragua. Ils vivaient chez des familles et rencontraient des leaders religieux, politiques ainsi que des médias. Un grand nombre de délégués s'occupaient de prier, de supporter les personnes endeuillées, de documenter les atrocités, d'enregistrer les récits, d'assister aux funérailles, de récolter le café et les haricots, avant de rentrer aux États-Unis pour raconter ce qu'ils avaient vu et entendu.

De retour aux États-Unis, les WFP traversaient le pays avec leurs diapositives et leurs récits du Nicaragua pour informer le grand public. Ils contactèrent également les médias et les membres du Congrès pour faire changer la politique des États-Unis en Amérique centrale.¹⁵

Christian Peacemaker Teams (CPT) (Équipes chrétiennes d'action pour la paix) est également une organisation religieuse, basée sur les traditions des églises Mennonite, Brethren et Quaker, et a commencé en 1986 à mettre en service un groupe de personnes formées et employées à temps plein pour travailler dans un objectif de réduction de violence dans des situations de crise. Ce groupe est actuellement

14 Les WFP ont également documenté les violations des droits de l'homme commises par les Sandinistes. Ces informations étaient transmises au bureau des droits de l'homme du CEPAD, l'organisation de développement des églises protestantes nicaraguayennes. Le CEPAD rencontrait ensuite des membres du gouvernement à propos des violations rapportées. Les violations sandinistes n'étaient pas rapportées au gouvernement américain, de crainte que cela ne lui donne des raisons supplémentaires de soutenir les Contras. Interview avec Douglas Schirch, ancien volontaire à long terme des Témoins pour la Paix.

15 Griffin-Nolan, p. 225

engagé dans une action de présence non-violente et protectrice en Colombie, Israël/Palestine ainsi que dans des régions des États-Unis où il proteste contre la violence et documente les atrocités. Les CPT font face à la violence en envoyant des équipes entraînées à la médiation et aux interventions pacifiques pour travailler avec des leaders locaux sur des modèles alternatifs de sécurité et de méthodes non-violentes pour traiter les conflits. En travaillant pour la paix, les CPT pensent que si justice et paix ne vont pas de pair, des étapes pratiques de non-violence doivent être prises pour pouvoir aimer l'ennemi comme cela est enseigné dans la Bible.¹⁶

À Hébron et sur la bande de Gaza, les CPT mènent des projets pour créer une présence pacifique au milieu d'une situation violente. Les membres de l'équipe passent d'un camp à l'autre, maintiennent une présence protectrice pour des familles dont les maisons sont menacées par les bulldozers israéliens, protègent des citoyens israéliens et palestiniens de la violence de l'autre côté, et créent des liens avec des Israéliens, des Palestiniens et la communauté internationale travaillant pour améliorer la situation.¹⁷

Les CPT ont envoyé plus d'une douzaine d'équipes à Haïti en réponse à un appel de chrétiens haïtiens « de laisser les citoyens du monde affréter des avions, louer des bateaux, et créer une invasion civile. Laissez-les venir par centaines se tenir aux côtés du peuple haïtien et dire 'Cette situation est finie' ». Les CPT ont essayé d'accompagner et de dialoguer avec de nombreux groupes en conflit, y compris la police, qui avait pris parti pour l'armée.¹⁸

Les objectifs du CPT sont de faire avancer la cause d'une paix durable en apportant un soutien immédiat et compétent à des artisans de la paix travaillant au niveau local dans des situations de conflit, de procurer aux congrégations chrétiennes des informations de première main et des ressources pour répondre à des situations conflictuelles dans le monde entier, et d'être une présence pacifique, se tenant entre ou aux côtés des opposants pour empêcher l'effusion de sang et mettre en place un dialogue.¹⁹

Servicio Internacional Para La Paz (SIPAZ) (Service international pour la paix) est un programme international d'observation créé en 1985 en réponse à des demandes de l'église mexicaine et de mouvements pour les droits de l'homme qui pensent qu'une présence internationale pourrait réduire l'expression violente du conflit dans l'état des Chiapas. Le SIPAZ cherche à contrôler le conflit dans les Chiapas, soutenir la recherche de solutions pacifiques, et aider à construire une culture de paix, de dialogue et de tolérance entre tous les acteurs impliqués. Le SIPAZ presse la communauté internationale d'examiner attentivement ses relations avec le Mexique, en plus de sa responsabilité dans la construction d'une plus grande

16 Brochure des CPT

17 "CPT to Gaza" *Signs of the Times*, Summer 1993, p. 1

18 "Christian Peacemaker Teams in Haiti." Christian Peacemaker Teams

19 <http://www.cpt.org/index.html>

justice économique, sociale et politique dans le cadre d'un ordre international. Il cherche à « prévenir et à réduire la violence ainsi qu'à protéger et à développer le précieux espace politique dans lequel le dialogue est possible » entre les Zapatistes et le gouvernement mexicain.²⁰

Le Swedish Fellowship of Reconciliation (SweFOR) est la section suédoise du Mouvement international de réconciliation (International Fellowship of Reconciliation). La SweFOR envoie du personnel au Guatemala et dans les Chiapas, au Mexique, où ils font partie de la présence internationale de protection sans armes. Entre 1992 et 1997, la SweFOR a envoyé du personnel pour accompagner des réfugiés revenant du Mexique au Guatemala. La SweFOR y retourna en 2000 pour commencer son travail toujours actuel en coopération étroite avec des organisations pour les droits de l'homme locales et associées. Dans les Chiapas, les observateurs de la paix ont apporté une présence préventive dans 27 villages à risque. Les observateurs sont coordonnés par l'organisation pour les droits de l'homme mexicaine Fray Bartolomé de las Casas.

Au Guatemala, la SweFOR travaille avec l'organisation pour les droits de l'homme locale Centro para la Accion Legal en Derechos Humanos. Ici, la tâche des observateurs SweFOR consiste à accompagner des témoins appelés à témoigner dans des procès contre les auteurs d'atrocités commises au début des années 1980, et qui continuent à être menacés de mort. Le travail de la SweFOR comme présence internationale de protection sans armes consiste toujours en la présence d'un tiers, dont l'objectif principal est d'offrir protection, ainsi que de créer des espaces pour que des organisations civiles locales puissent agir.

Le **National Coordinating Office on Refugees and Displaced of Guatemala (NCOORD)**, a coordonné des efforts pour accompagner des réfugiés retournant au Guatemala selon le plan de l'ONU pour rapatrier et repeupler des zones de conflit. Ces réfugiés se sont eux-mêmes appelés Communauté de résistance populaire (Communities of Popular Resistance, CPR). Ils se sont impliqués dans une forme d'intervention non-violente en choisissant de retourner dans les zones de conflit comme citoyens sans armes. Dans les moments de crise, les CPR ont demandé une présence internationale de protection de haut niveau. Cette présence internationale leur a permis de rentrer publiquement et a augmenté le coût politique des violences commises à leur rencontre.²¹

Le **Iraq Peace Team (IPT)** (Équipe de paix pour l'Irak) a été fondé en 1996 par un groupe basé à Chicago et appelé Voices in the Wilderness, qui se consacre à la non-violence active, et plus spécifiquement à la levée des sanctions et à arrêter la

20 http://www.sipaz.org/fini_eng.htm, 20 février 2005

21 Interview avec Kurt Wands, Directeur du bureau national de coordination pour les réfugiés et les personnes déplacées du Guatemala (NCOORD)

guerre menée contre le peuple irakien. Actuellement basée à Bagdad, l'organisation contrôle le conflit et fournit des informations sur les victimes civiles ainsi que sur les dommages causés aux infrastructures civiles.²² Le site Internet du groupe présente ses objectifs de la façon suivante : vivre avec le peuple irakien durant toute agression dirigée à son encontre, y compris la poursuite des sanctions économiques, maintenir une présence et des actions non-violentes pour témoigner, comprendre et exposer la situation de la population irakienne. Le IPT a également pour objectif de souligner l'importance des installations telles que les usines d'assainissement des eaux, essentielles pour la vie quotidienne, de rapporter leurs expériences en Irak par l'intermédiaire de leur site internet, ainsi que de leurs équipes de soutien.²³

Le **International Solidarity Movement (ISM)** (Mouvement International de Solidarité) et le **Grassroots International Protection for the Palestinian People (GIPP)** (Force Civile Internationale de Protection du Peuple Palestinien)²⁴ cherchent l'un comme l'autre d'une part à sensibiliser l'opinion publique sur le combat palestinien en contrôlant et observant les faits de l'occupation israélienne, et d'autre part à servir de présence solidaire aux Palestiniens pour empêcher la démolition de leurs maisons et de leurs oliveraies. Les deux groupes souhaitent un renforcement de la présence internationale dans les territoires occupés à travers des équipes civiles de maintien de la paix ainsi que des forces internationales de protection. Le 28 décembre 2000, des centaines de Palestiniens, d'Israéliens et de ressortissants internationaux marchèrent ensemble jusqu'à Shedma, une base militaire israélienne qui, durant les trois premiers mois de l'Intifada, causa beaucoup de souffrances aux habitants de Beit Sahour, détruisant plus de 200 maisons, blessant et tuant des civils. La présence internationale, comprenant un membre du parlement italien, empêcha l'armée israélienne de répondre par la violence à cette manifestation.²⁵

Durant l'automne 2000, le leader palestinien Yasser Arafat demanda la présence de 2 000 soldats des Nations-Unies pour séparer les peuples et troupes israéliens et palestiniens ainsi que pour limiter les actions de police des forces d'occupation israéliennes. Quand la résolution pour la présence de casques bleus fut portée au vote du Conseil de Sécurité, elle failli ne pas passer. Le **Ecumenical Accompaniment Programme in Palestine and Israel (EAPPI)** (Programme Œcuménique d'Accompagnement en Palestine et en Israel) a constitué une présence internationale de maintien de la paix alternative. Le EAPPI créé sur l'initiative du Conseil Mondial des Églises, a été établi en réponse à une demande des responsables religieux à Jérusalem et d'Organisations Non-Gouvernementales palestiniennes et israéliennes.

22 Iraq Peace Team. "Civilian Casualties and Infrastructure Damage in the 2003 U.S.-led Attack on Baghdad." 4 avril 2003

23 <http://vitw.org/ipt/> 20 février 2005

24 <http://www.pngo.net/GIPP/>. 21 février 2005

25 <http://www.palsolidarity.org/>. 21 février 2005

La mission du EAPPI consiste à accompagner des Palestiniens et des Israéliens dans leurs actions non-violentes et à soutenir les efforts concertés pour mettre un terme à l'occupation. Il fait partie d'une plus vaste stratégie du Conseil Mondial pour arrêter l'occupation israélienne. Depuis le début de ses activités d'accompagnement en août 2002, plus de 60 personnes appartenant à 30 églises dans huit pays différents ont servi d'accompagnateur.

Les équipes de maintien de la paix civil de l'EAPPI remplissent une série de missions incluant le contrôle et le rapport de violations des droits de l'homme. Elles procurent également assistance et soutien aux familles qui ont souffert du conflit, accompagnent des ambulances et des convois alimentaires, et participent avec des activistes pacifiques israéliens et palestiniens à des manifestations contre l'occupation. Quand il s'engage dans l'activisme, l'EAPPI exige que des Israéliens et/ou des Palestiniens dirigent et participent aux actions entreprises et que les membres des équipes EAPPI n'aient aucune fonction dirigeante, mais soient vus comme les accompagnateurs des dirigeants.

En 2003, l'EAPPI a assuré une présence protectrice en vivant aux côtés de villageois à Yanoun, une petite communauté palestinienne ayant été durement menacée par des colons israéliens. D'autres membres se chargeaient de suivre les équipes médicales et les ambulances palestiniennes à travers les points de contrôle militaires jusqu'aux hôpitaux de Jérusalem.²⁶

À ce jour, le large soutien international et œcuménique d'EAPPI semble avoir empêché les autorités israéliennes de le harceler. Si d'autres groupes (présentés plus bas) ont vu certains de leurs membres être expulsés d'Israël ou interdits d'y entrer, l'EAPPI a pu agir librement.

La **Nonviolent Peaceforce** (NP) (Force Non-violente de Paix) a émergé de la vision récurrente d'avoir une « armée de la paix » à grande échelle qui interviendrait dans des conflits violents. Formé en 1999 durant l'appel pour la paix de La Haye et inauguré en 2002 à Delhi, en Inde, sa mission telle qu'elle est décrite est de faciliter la création d'une force de la paix civile non-violente, formée et internationale. Lors de son premier projet pilote au Sri Lanka, la NP avait entre quinze et vingt-cinq membres répartis dans le pays pour protéger les droits de l'homme, prévenir la violence, et permettre de résoudre un conflit de façon pacifique. La NP fournit des accompagnements protectifs à des leaders en danger et à des négociateurs dans les zones de conflit, assure une présence internationale de ses membres dans des villages en danger, aux frontières ainsi que dans les zones de conflit, procure un témoignage en contrôlant et en documentant les violations des droits de l'homme, et s'interpose entre des groupes opposés pour permettre un retour au calme sur le lieux du conflit. La NP est unique dans le sens où il s'agit de haut en bas d'une organisation vraiment internationale. La Force Non-violente de Paix a des bureaux dans plusieurs régions du monde et

26 Jonsson, Bernt. "International Presence in the Holy Land." Transnational Foundation for Peace and Future Research. 7 novembre 2000

un conseil d'administration international composé de quinze membres avec des représentants originaires de chaque continent. La NP cherche à créer dans les années à venir une armée de la paix à grande échelle, permanente et professionnelle.

Un grand nombre de groupes sont actifs dans des régions ayant connu la violence dans un passé récent et où des événements violents peuvent encore se produire. Des groupes de développement à long terme, tels que Oxfam, le Mennonite Central Committee, CARE, la Croix Rouge Internationale, et Médecins sans Frontières remplissent, souvent de façon involontaire, beaucoup d'activités identiques à celles des volontaires civils. Tout simplement parce qu'ils se trouvent dans les zones de conflit et qu'ils travaillent avec des civils, ils assurent un élément de présence internationale et d'accompagnement pour empêcher des violences contre les civils, documentent les violations des droits de l'homme, développent des relations de confiance avec les habitants des régions où de violents conflits se déroulent, et vivent solidairement avec eux dans les périodes de crises.

Projets de maintien de la paix civil à court terme

Une multitude de coalitions et de groupes ad-hoc à court terme sont également intervenus dans des conflits violents. Si beaucoup de ces projets ont cherché au départ à réduire la violence, ils ont en pratique davantage montré des gestes de solidarité symboliques avec des citoyens locaux ou leur opposition à la guerre plutôt qu'entrepris des actions concrètes pour réduire immédiatement un conflit violent. Cette liste n'est pas exhaustive. Elle donne plutôt un échantillon de différentes approches de maintien de la paix civil.

Le **Gulf Peace Team** (GPT) (Équipe de Paix dans le Golfe) a été organisée durant la première guerre du Golfe pour s'interposer entre l'Irak et le Koweït en maintenant deux camps neutres à la frontière des belligérants. Le GPT espérait que cette présence civile et non-violente servirait de bouclier protecteur et préserverait la paix dans la région. L'équipe britannique s'est décrite comme une « une équipe internationale et multiculturelle travaillant pour la paix et s'opposant à toute forme d'agression armée, passée, présente ou future, par qui que ce soit, dans le golfe ». ²⁷ Seul l'Irak donna son accord pour l'établissement des camps, offrant au GPT un campement bédouin à la frontière entre l'Irak et l'Arabie Saoudite.

Quelque 250 personnes ont participé à ce projet pour une certaine durée, le nombre de personnes engagées en même temps n'excédant pas 75. L'équipe fut évacuée par les autorités irakiennes et emmenée à Bagdad après dix jours de bombardements américains et alliés. Un groupe plus restreint a créé un projet de convoi pour rassembler du matériel de santé dont on avait besoin à Bagdad et accompagner le transport du matériel par voie de terre le long de la route Amman-Bagdad, qui était violemment bombardée par les Américains et les forces alliées.

27 Communiqué de Presse du bureau de l'Équipe de Paix dans le Golfe

Le projet de convoi a permis de faire rentrer plusieurs chargements de matériel en Irak. Les équipes ont documenté les conditions en Irak et les effets de la guerre et des sanctions sur la population civile.²⁸

Les trois projets suivants avaient pour objet l'interposition en ex-Yougoslavie. Le premier projet, **Solidarity for Peace** (Solidarité pour la paix) était organisé par un groupe catholique italien, **Beati i Costruttori di Pace** (Bénis les faiseurs de paix) en décembre 1992. Il a été conçu pour permettre à ses membres d'exercer leur droit international, en tant que sujets politiques, de favoriser une solution pacifique au conflit, démontrer que la recherche de la paix n'est pas une activité exclusivement réservée aux gouvernements, mais appartient à chaque individu et à tous les peuples, ... [et] témoigner des violations des droits de l'homme, des conditions d'existence, et de la volonté de paix des peuples touchés par la guerre.²⁹ Les 500 personnes participant à ce projet amenèrent des cadeaux et de la nourriture au peuple de Sarajevo et visitèrent différents sites dans la ville.

Durant l'été 1993, le projet **Mir Sada/We Share One Peace** fut organisé en ex-Yougoslavie par Beati i Costruttori di Pace et par un groupe d'assistance français, **Équilibre**. Ce projet cherchait à contribuer d'une part à une solution pacifique au conflit armé en Bosnie-Herzégovine et d'autre part à la reconnaissance et au respect des droits de l'homme de tous les peuples impliqués. L'objectif était de mettre en place trois camps de paix dans chaque région ethnique de Bosnie avec des groupes de 60-80 personnes. Chaque groupe devait rester pour une période de une à deux semaines, de manière à assurer une présence permanente sur le territoire de Sarajevo du 25 juin au 21 septembre. Les objectifs étaient d'agir comme « observateurs permanents » des droits de l'homme, et d'entreprendre des actions pour défendre des cibles civiles (hôpitaux, centres d'accueil, aqueducs, etc.) de façon à assurer que ceux-ci continuent à fonctionner, et facilitent la communication entre les groupes en conflit.

Les 2 500 personnes participant à ce projet ne remplirent pas tous les objectifs ou les activités planifiées. Le projet rencontra de nombreux obstacles imprévus, éprouva des difficultés à prendre des décisions de groupe, et fut finalement ajourné. Équilibre, ainsi que de nombreux autres groupes, se retirèrent du projet quand les décisions s'avèrent impossibles à prendre.

On poursuivit le projet sous le nom de **We Share One Peace**. Les 2 000 membres du groupe toujours en place procurèrent réellement une présence internationale dans la région. En outre, et en dépit de nombreux obstacles, quelques personnes se rendirent à Sarajevo. Elles y remplirent quelques-unes des activités planifiées, y célébrèrent la Journée Internationale de la Femme, et mirent en place un service postal suivi pour les réfugiés et leurs familles à Sarajevo.³⁰

28 Interview avec Peggy Preston, membre britannique de l'Équipe de Paix dans le Golfe

29 Communiqué de presse de Solidarité pour la paix dans le projet de Sarajevo

30 Interview avec Lisa Clark et Don Albino Bizotto, membres de Beati i Costruttori di Pace

Sjema Mira était un autre projet entrepris en ex-Yougoslavie. Les organisateurs espéraient qu'un groupe de 200 à 500 personnes venues de l'étranger visiterait et écouterait toutes les parties. Un dépliant expliquait leur présence au peuple : « Nous venons de nombreux pays et sommes ici parce que nous ne pouvions rester dans la paix de nos foyers à regarder la vôtre être détruite ... Nous vous demandons d'adopter la résistance non-violente pour votre lutte. »³¹

À la fin de novembre et en décembre 1993, le groupe se déplaça en Croatie et en Bosnie, distribua presque 3 000 brochures, assura une présence à Mostar, donna du matériel médical à des hôpitaux croates et musulmans à Mostar, et rencontra des centaines de personnes, y compris des civils, des soldats, des religieux, des docteurs, du personnel des Nations-Unies, etc., pour écouter leurs récits sur la guerre.³²

La campagne du **Cry for Justice : Nonviolent Presence in Haiti** (CFJ) (Cri pour la justice : Présence non-violente à Haïti) fut mise en place par une coalition de groupes en 1993. Les objectifs du CFJ étaient d'assurer une présence non-violente d'étrangers dans des lieux à Haïti où les violations des droits de l'homme étaient les plus brutales de manière à rapporter et à protester contre des violations supplémentaires.

La coalition forma et plaça 75 personnes dans des équipes de 20 à 25 à Haïti durant l'automne 1993 pour protéger les individus et les groupes faisant partie du mouvement démocratique, se montrer solidaire avec le peuple haïtien et présenter à des personnes aux États-Unis la situation à Haïti.³³

Dans certain pays tels que le Nicaragua, le Salvador et l'Afrique du Sud, les élections ont été supervisées à la fois par des contrôleurs officiels des Nations-Unies et par des contrôleurs civils. Le projet **Peace Monitoring in South Africa** (PEMSA) (Contrôle de la Paix en Afrique du Sud), une coalition de 17 organisations non-gouvernementales suédoises et de trois organisations sud-africaines, avait pour objectif premier d'empêcher des violences pendant les élections en servant de présence de contrôle dans le pays.³⁴ Les autres activités des superviseurs incluait le rassemblement d'informations sur la violence, l'analyse du cours des événements et la documentation de ces informations, le rapport et la diffusion d'informations à différentes organisations en Afrique du Sud, ainsi que la création et le développement d'une alternative publique à la violence.³⁵

La plupart de ces superviseurs de la paix ont déclaré « avoir apporté une contribution significative et, dans de nombreuses occasions, avoir pu aider à réduire la violence.³⁶ Les évaluateurs du projet PEMSА affirment que la simple présence

31 Dépliant préparé par Bradford Lyttle et les organisateurs de Sjema Mira, et distribué en Croatie et en Bosnie

32 Interview avec Scott Schaefer-Duffy et "Peacemaking in Bosnia", brochure sur le projet Sjema Mira écrite par Scott Schaefer-Duffy, janvier 1994

33 Interview avec Liam Mahony, formateur et chercheur PBI

34 Ewald, Jonas et Thorn, Håkan. *Peace Monitoring in South Africa*. Sweden: Swedish UN Association, 1995

35 Ewald et Thorn, p. 18

36 Ewald et Thorn, p. 8

des superviseurs dans le contexte local des bureaux de vote, ainsi que dans des manifestations, des funérailles et d'autres événements liés aux élections avaient « un effet stabilisant sur les relations entre les différents groupes formant la société sud-africaine ». Leur supervision comporte des éléments de présence mais aussi d'interpositionnement.³⁷

Les casques blancs : CIVPOL, volontaires des Nations-Unies, missions d'observation des Nations-Unies et services civils de paix

Un nombre d'acteurs officiels et gouvernementaux s'engagent dans des projets de maintien de la paix civil et sans armes. Dans le cadre du système des Nations-Unies, des volontaires civils remplissent des tâches liées pour la plupart à la réconciliation et à la réhabilitation des institutions politiques.³⁸ La présence civile n'est pas utilisée de façon intentionnelle pour réduire les degrés de violence. Des représentants militaires et gouvernementaux demandent que davantage de formations et de ressources soient allouées à ces efforts d'intervention civile.³⁹

Les CIVPOL (Policiers civils) sont l'élément de police civile internationale dans les opérations de paix, et sont de plus en plus inclus dans toutes les missions de maintien de la paix des Nations-Unies. Si les éléments militaires des opérations de maintien de la paix sont déployés en unités et sont autorisés à faire un usage important de la force dans leurs missions, les CIVPOL sont déployés en tant qu'individus qui vivent dans et avec les communautés qu'ils surveillent. De nombreux CIVPOL sont sans armes, même si certains CIVPOL des Nations-Unies, tels que ceux placés au Kosovo et au Timor-est, ont eu le droit de se servir d'armes dans des circonstances strictement contrôlées. L'Union Européenne a une « force de police civile pour maintenir la paix » de 5 000 personnes.

Presque 90 pour cent des **United Nations Volunteers (UNVs)** (Volontaires des Nations-Unies) sont actifs dans l'assistance humanitaire dans des zones de conflit ou des situations liées à des conflits. L'engagement des UNV consiste à soutenir des processus électoraux (enregistrement, observation, vérification, et.), ainsi que l'aide humanitaire et le travail de développement. Si le maintien de la paix n'est pas un objectif exprimé, leur présence officielle dans les zones de conflit et les activités qu'ils remplissent comportent souvent des éléments similaires à d'autres interventions civiles dans des conflits. Plus de 4 000 volontaires des Nations-Unies ont servi dans 19 opérations de maintien de la paix différentes depuis 1992. Ils ont pris des emplois dans plus de 175 catégories professionnelles pour soutenir les

37 Ewald et Thorn, p. 17

38 Hansen, Wibke, Ramsbotham, Oliver, et Woodhouse, Tom. "Hawks and Doves: Peacekeeping and Conflict Resolution." *Berghof Handbook for Conflict Transformation*. March 30, 2001

39 Hayden, William. "American Civilian Police in UN Peace Operations." Washington, DC: U.S. Institute of Peace. 6 juillet 2001

activités du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Plus de 1 500 volontaires des Nations-Unies ont été assignés à de nouvelles missions de paix au Timor-est, au Kosovo et au Sierra Leone depuis 2003.⁴⁰

La **Temporary International Presence in the City of Hebron** (TIPH) (Présence internationale temporaire dans la ville d'Hébron) dont le personnel vient du Danemark, d'Italie, de Norvège, de Suède et de Turquie, fut acceptée en 1997 comme mission d'observation civile à Hébron, en Cisjordanie. Le travail principal du TIPH est de contrôler et de rapporter les inconduites des deux parties du conflit. Le TIPH n'a pas le droit d'intervenir directement et n'a aucune fonction militaire ou policière.

Presque la moitié des membres de la mission sont des observateurs. Ces derniers maintiennent une présence permanente dans l'Aire de Responsabilité de jour à l'abri de leur jeep blindée, de leurs voitures, ou à pied. À l'aide de rapports écrits, de caméras numériques et d'équipement vidéo, les observateurs documentent et signalent les conflits et les violations des droits de l'homme ayant lieu dans l'Aire de Responsabilité, mais ils n'interviennent pas. Pour pouvoir assurer, dans un environnement volatile et quelquefois hostile, ses fonctions principales dans le cadre du mandat TIPH, chaque patrouille est composée d'un observateur ayant des connaissances en arabe ou en hébreu et d'un autre ayant une formation policière ou militaire. La TIPH envoie toutes les deux semaines des rapports sur les activités dans son Aire de Responsabilité aux gouvernements des pays participants.⁴¹

La **Kosovo Verification Mission** (Mission de Vérification au Kosovo) était composée de superviseurs civils sans armes de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération (OSCE), qui contrôlait le repli des troupes serbes et le retour des réfugiés kosovars dans leurs foyers. Depuis 2000, les contrôleurs civils de l'OSCE surveillent la frontière entre la Géorgie et la Tchétchénie.⁴² Le **Bougainville Peace Monitoring Group** et la **Sri Lanka Monitoring Mission** sont d'autres exemples de missions civiles de maintien de la paix des Nations-Unies.

Historiquement, certains ont réclamé la création d'un **Civil Peace Service** (CPS) (Service Civil de Paix). Au début des années 1950, les stratèges militaires et politiques britanniques se joignirent aux leaders religieux pour demander la création d'une force de la paix non-violente et agréée au niveau gouvernemental ou d'une Brigade Mondiale de la Paix comportant de 5 000 à 15 000 volontaires, civils et sans armes, entraînés à la résistance passive gandhienne, pour patrouiller la zone démilitarisée sur la frontière égypto-israélienne, large de deux kilomètres. La force de la paix, bien que jamais actualisée, attira une grande attention et fournit la vision d'une armée de la « paix » sans armes et permanente, apte à se rendre rapidement et

40 <http://www.unv.org/>. 21 février 2005

41 <http://www.tiph.org/>. 20 février 2005

42 Wallis, Tim et Samayoa, Claudia. "Civilian Peacekeepers: Creating a safe environment for peacebuilding." *People Building Peace II*. Colorado: Lynn Rienner, 2005

stratégiquement dans des territoires de violence potentielle. Pendant les cinquante années suivantes, cette vision est souvent revenue et a gagné des partisans dans le monde entier.⁴³

Durant les dix dernières années, un nombre toujours plus important de civils a été déployé aux côtés des soldats de la paix dans les missions des Nations-Unies. Étant donné que les besoins de maintien de la paix continuent à augmenter autour du monde, des leaders gouvernementaux, militaires, et civils se sont joints pour réclamer davantage de « casques blancs » et une plus grande capacité dans les missions civiles de maintien de la paix.⁴⁴

Aujourd'hui, la Force non-violente de la paix et un grand nombre de ses membres de par le monde encouragent les Services civils de paix financés par les gouvernements. Plusieurs pays d'Europe ont des services civils comme unités actives de civils formés qui remplissent des missions de maintien et d'établissement de la paix. Le concept CPS a été adopté en Allemagne par la coalition gouvernementale sociale-démocrate et verte, ainsi que par le gouvernement italien, et il existe aussi un réseau de service civil de paix européen. Au Royaume-Uni, l'ONG Peaceworkers, basée à Londres, et le Scottish Centre for Nonviolence travaillent l'un comme l'autre pour établir des connexions avec l'armée, développer des listes de civils formés et prêts à intégrer le CPS, ainsi que procurer des formations et d'autres séminaires de travail à des civils afin de les préparer à ces tâches.⁴⁵

Aux Pays-Bas, une coalition d'ONG hollandaises a créé le Dutch Civilian Peace Team (Équipe Civile de Paix Hollandaise), qui a envoyé une équipe de maintien de la paix en Palestine pour y rester avec des ONG locales. L'objectif de la mission était de se montrer solidaire avec les Palestiniens en vivant avec eux, d'essayer d'influencer l'opinion publique en fournissant des informations claires et précises par l'intermédiaire des médias, et d'inciter les gouvernements à pousser les Nations-Unies à entreprendre des actions au Moyen-Orient.⁴⁶

L'idée d'un service civil de paix est issue du travail de groupes tels que l'Équipe de Paix dans les Balkans et des Brigades de Paix Internationales, mais les partisans de l'idée d'un Service Civil de Paix cherchent à mener une série d'activités allant au-delà de l'intervention civile, incluant la réconciliation et la reconstruction ou un travail de développement dans des régions en conflit.

Si l'idée de volontaires pour la paix civils, agréés et financés par des gouvernements, est un phénomène récent, ce chapitre montre que l'idée a une longue histoire pleine de succès. Les organisations civiles ont une histoire riche en interventions pour réduire

43 Weber, 1996. p. 15

44 Martinelli, Marta. "Developing a Civilian Peace Corps: Does Italy Offer a Model for the EU?" United Kingdom: University of Bradford, 2002 <http://www.peacestudiesjournal.org.uk/docs/DevelopingCivilianPeaceCorpsDevelopmentsinEurope.pdf>. 24 février 2005

45 <http://www.peaceworkers.org.uk/news.html> 20 février 2005

46 <http://www.en.cps.org/reports/BVTN06.html> 20 février 2005

la violence immédiate contre des communautés opprimées et des activistes des droits de l'homme. Beaucoup d'efforts des sociétés civiles sont faits par des « outsiders » ou un « tiers-parti impartial » devant intervenir dans une situation de conflit dans un autre pays. Si beaucoup de ces entreprises d'intervention civile internationale sont relativement récentes, il est important de se rappeler que l'intervention civile n'est pas une idée nouvelle, et n'implique pas non plus une intervention étrangère dans un conflit. Les récits au début du chapitre exposent en détail comment l'idée de l'intervention civile est, à la base, issue de la volonté du peuple d'arrêter la violence dans sa propre région. Espérons que les prochaines décennies nous apporteront encore plus de variétés de maintien de la paix local ou indigène, sans armes, pouvant être documentées dans de prochains livres sur ce sujet !

3. Formes d'intervention civile

Après avoir lu les divers récits d'intervention civile dans le chapitre précédent, il peut s'avérer difficile de déterminer ce qui réunit ces différents projets. Il y a en réalité beaucoup de différences. Certains tiennent à être impartial, tandis que d'autres défendent activement les perspectives d'un côté du conflit.

Il y a plusieurs formes d'intervention civile. Le choix et le modèle de maintien de la paix civil dépend de la nature du conflit. L'intervention civile est utile dans les situations de violence potentielle suivantes :

- Procurer un bouclier humain ou un effet de dissuasion contre une guerre civile ou internationale ;
- Renforcer les cessez-le-feu en procurant une présence dissuasive et un contrôle des violations ;
- Contrôler et réduire les éventualités de violence durant des élections ;
- L'accompagnement d'activistes des droits de l'homme ou de personnes pouvant être la cible de forces armées du fait de leurs activités pour un changement social pacifique ;
- L'accompagnement de personnes déplacées, de réfugiés ou de communautés menacés pour leur identité ethnique ou religieuse ou parce qu'ils refusent de coopérer avec des groupes armés ;
- Prévenir le terrorisme non étatique comme celui d'Al Qaida ;
- Empêcher la violence durant des transitions de pouvoir ;
- Prévenir le pillage lors de crises ou après des catastrophes naturelles.

Différentes formes de conflit violent nécessitent des formes différentes de maintien de la paix. Quand des combats se déroulent le long d'une ligne de front, telle qu'une frontière internationale ou au travers d'une rivière ou d'une rue, l'utilisation de zones-tampon ou d'interpositionnement peut s'avérer efficace. Quand un conflit violent est dispersé à travers une région ou un pays, il est difficile, voire impossible, d'établir des zones-tampon ou de se positionner entre les belligérants. Toutefois, les zones de paix et les projets d'accompagnement répondent à cette forme de conflit. Ce chapitre décrit différentes formes de maintien de la paix.

Zones-tampon

Une zone-tampon est une zone démilitarisée qui peut être ou ne pas être patrouillée par des soldats de la paix pour séparer des groupes opposés, afin qu'ils ne puissent pas avoir de contacts physiques. Certaines règles ayant pour objectif la prévention d'une escalade du conflit sont établies dans les zones-tampon. Les cessez-le-feu et autres accords incluent souvent des zones-tampon, si les belligérants sont clairement séparés. Les zones-tampon peuvent procurer un asile à des personnes fuyant un

conflit armé, elles peuvent être une zone neutre permettant de superviser et de contrôler un conflit, et peuvent réduire les tensions en séparant les groupes armés.

La force de maintien de la paix des Nations-Unies à Chypre (UNFICYP) a été établie en 1964. La tâche de l'UNFICYP a consisté à maintenir la paix et la stabilité dans la zone tampon et d'empêcher toute altération du statu quo le long des deux lignes du cessez-le-feu tracées le 16 août 1974.

L'interpositionnement pour maintenir la paix

Le maintien de la paix traditionnel est basé sur l'idée d'interpositionnement, c'est-à-dire que des soldats de la paix se placent eux-mêmes entre des groupes engagés dans un conflit armé en maintenant une position impartiale envers tous les opposants, créant ainsi un espace physique entre les groupes. Faisant référence au maintien de la paix, le chercheur Paul Diehl théorise et signale que « le maintien de la paix est plus efficace pour les conflits interétatiques » que pour les conflits intraétatiques.⁴⁷ Sa recherche suggère que cette corrélation entre conflit interne et échec du maintien de la paix est due au fait que plus de deux groupes identifiables sont impliqués dans le conflit, et qu'il est plus facile de séparer géographiquement les belligérants dans des conflits interétatiques.⁴⁸

On espère que l'interpositionnement entre les protagonistes préviendra la violence, étant donné qu'ils ne sont pas en contact direct. Les soldats de la paix procurent une barrière morale qui oblige les forces en conflit à d'abord risquer la vie des soldats de la paix, provoquant ainsi une condamnation internationale, et l'espace procuré aux deux groupes pour « calmer le jeu » peut s'avérer être une atmosphère propice à des négociations.⁴⁹ Les personnes interpositionnées peuvent également contrôler la communication entre les groupes.

Il y a plusieurs exemples d'interpositionnement civil. Gandhi disait que l'interpositionnement consistait à créer un mur vivant entre des groupes en conflit.⁵⁰ Le premier projet des Brigades Internationales de la Paix eut lieu au Nicaragua le long de la frontière avec le Honduras en 1981. Une équipe des PBI, et plus tard du personnel de Témoins pour la Paix, se positionnèrent entre des civils nicaraguayens et les Contras basés au Honduras. Ce *bouclier humain* était destiné à empêcher une invasion imminente des États-Unis et des forces contras et à contrôler les événements dans la région. Les personnes interpositionnées changèrent ensuite de stratégie quand les combats se déplacèrent au hasard dans les campagnes du Nicaragua plutôt que sur des frontières clairement visibles entre les opposants.

Il y a beaucoup d'exemples d'interpositionnement à petite échelle. Aux Philippines, un groupe international de fidèles réussirent à se positionner entre des escadrons de

47 Diehl, p. 77

48 Diehl, p. 78

49 Diehl, p. 37

50 Weber, Thomas. "From Maude Royden's Peace Army to the Gulf Peace Team: An Assessment of Unarmed Interpositional Peace Forces." *Journal of Peace Research*. Vol. 30, no.1, 1993, pp. 45-64

la mort et une église pleine de Philippins, qui étaient menacés de mort s'ils refusaient de sortir de l'église. Les fidèles internationaux annoncèrent alors aux militaires qu'ils devraient également les tuer si les personnes se trouvant dans l'église étaient attaquées. Ces fidèles représentaient un témoin symbolique montrant que, en effet, le monde regardait ce qui se passait et l'interpositionnement réussit à empêcher une effusion de sang.⁵¹

En 1986 au Guatemala, les Brigades Internationales de la Paix se placèrent entre le Grupo de Apoyo Mutuo, une organisation féminine œuvrant pour la justice sociale qui manifestait devant le Palais National, et la police anti-émeute qui tabassait les manifestants.

Zones de paix

Les zones de paix sont des villes ou des régions qui se trouvent à l'intérieur d'un territoire de conflit armé mais où aucun combat ne se déroule. Également appelées zones de sécurité, zones neutralisées, démilitarisées, zones d'exclusion d'armes, de mise en confiance, ou zones de négociation, zones protégées par les Nations-Unies ou zones de sécurité des Nations-Unies, les zones de paix sont destinées à protéger les civils.⁵² Ayant une taille allant d'un quartier à une région géographique plus importante, les zones de paix peuvent être patrouillées ou non par des soldats de la paix. La reconnaissance de la zone par des forces armées est souhaitable, mais pas obligatoire. À l'intérieur les civils peuvent la déclarer de façon unilatérale comme une zone de paix. Les zones de paix peuvent être réalisées avec ou sans la présence de soldats de la paix les contrôlant.

À l'intérieur de ces zones de paix, les armes sont interdites, assistance et asile sont donnés aux blessés des deux côtés, les milices privées et les unités paramilitaires peuvent être démantelées, les combattants désarmés des deux côtés peuvent s'y reposer, le pluralisme et les affaires publiques sont encouragées, et l'on y défend le dialogue et la négociation plutôt que les règles de guerre, les cessez-le-feu durant les vacances ou lors de catastrophes, les prisonniers de guerre et les otages, les enfants, les infrastructures et les projets de développement, etc.⁵³ La figure ci-dessous montre comment une zone de paix peut être séparée d'autres parties dans un conflit armé.

Les résidents de la communauté peuvent être organisés en groupes comme des « conseils de paix », qui contrôlent et documentent les initiatives de paix, font pression pour obtenir des cessez-le-feu, et s'occupent d'autres problèmes de communauté, tels que l'immunisation, l'éducation de la paix, et les programmes pour l'environnement.

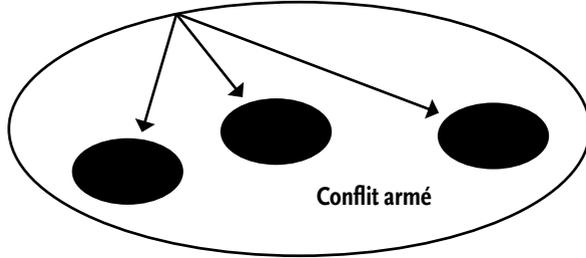
51 Interview avec David Hartsough, Directeur de Peaceworks

52 Santos, Soliman M. Jr. "Forms of Peace Zones" *Peace by Piece: Seven Pieces on Peace Zones*. Philippines: Peace Studies Institute Discussion Paper Series Vol. 1 No. 3, September 1991

53 Soliman

En Colombie, les zones de paix ont de très bons résultats dans la prévention de la violence. Quand les guérillas locales annoncèrent une attaque sur la ville de Pensilvania, les citoyens locaux apparurent sur la place de la ville habillés de blanc et agitant des drapeaux blancs. Ils dirent aux guérilleros qu'ils n'approuvaient pas cette attaque et réussirent à les empêcher d'attaquer.⁵⁴

Figure 2 : Zones de paix



En Bosnie, cependant, les zones de paix eurent moins de succès. Les zones protégées par les Nations-Unies ne suffirent pas à empêcher les violences interethniques entre majorité et minorités dans leurs enceintes.⁵⁵

Aux Philippines, les civils ont réussi à créer des zones de paix comme espaces démilitarisés pour aller vers un développement différent et établir un consensus dans plusieurs communautés.⁵⁶ Des problèmes survinrent toutefois dans les zones de paix, quand les deux côtés affirmèrent que 1) l'autre côté n'était pas digne de confiance, et 2) la proposition pour les zones de paix était d'une certaine manière destinée à favoriser l'autre partie. Certains affirmaient que les zones de paix étaient destinées à affaiblir et isoler les forces révolutionnaires de leurs communautés de base. « Les zones de paix séparent le poisson de l'eau » et « ...ne sont rien d'autre qu'un nouvel emballage du fameux concept des hameaux stratégiques. »⁵⁷

Toutefois, d'autres affirmèrent que les zones de paix étaient la volonté du peuple, et contribuaient à apporter la paix entre les groupes en conflit. L'appel pour une paix cimentée à la base était fort, et l'établissement de zones de paix dans l'intérêt du peuple. La première zone de paix, à Negros, était contrôlée par un groupe composé de représentants de l'armée, du gouvernement, ainsi que de résidents de la communauté. Nombreux furent ceux qui considérèrent cela comme un succès.⁵⁸

54 Rojas, Catalina. *The People's Peace Process in Colombia: A Preliminary Review of Zones of Peace*. <http://www.gmu.edu/departement/icar/zopscolumbia.pdf> 23 février 2005

55 Mitchell, Christopher. "The Failure of Peace Zones" <http://www.gmu.edu/departement/icar/ZOPSYUGO.002.pdf> 23 février 2005

56 *Peace Zone Primer*. Ateneo de Manila University: Gaston Ortigas Peace Institute

57 Montana, Jason. "Tried and found wanting: Why the peace zones in Sagada failed." *Liberation*. September-October, 1990, pp. 11-13

58 Suluerta, Lito. "Peace Zone declared in Negros." *National News*. February 18, 1990. p. 4

Accompagnement et présence

Quand les groupes en conflit ne sont pas facilement séparés et/ou que la violence est essentiellement à sens unique, et qu'un groupe attaque des civils sans armes, il peut être impossible ou inapproprié de se placer entre les groupes. Par exemple, les terroristes frappent souvent au hasard pour mettre les populations civiles dans l'angoisse, ou ils frappent des lieux symboliques tels que le World Trade Center à un moment imprévisible. De la même manière, les menaces dirigées vers les réfugiés de retour, la disparition ou l'enlèvement d'activistes des droits de l'homme, et les attaques lancées contre organisations œuvrant pour un changement structurel arrivent au hasard, à un moment et à un endroit imprévisibles.

L'accompagnement et la présence sont deux tactiques utilisées par les volontaires pour la paix pour réduire ces formes de violences qui, arrivant au hasard, cherchent à créer la peur et restreindre le sentiment de sécurité et la liberté de mouvement du peuple. Considérant que l'usage de la violence impose à son auteur un coût politique et économique de la part de la communauté internationale, les soldats de la paix espèrent empêcher la violence en accompagnant certains individus ou groupes en danger ou en étant présent dans la communauté menacée.

Les soldats de la paix des Nations-Unies maintiennent une présence quand ils patrouillent ou occupent certains territoires, bâtiments ou installations pour empêcher qu'ils ne tombent entre les mains de l'une ou l'autre partie en violation des lois ou de clauses particulières. Ils peuvent par exemple, patrouiller une ligne de démarcation, maintenir l'accès à certains territoires ou certaines routes, ou bloquer l'accès à certaines zones, bâtiments ou installations.⁵⁹

Des groupes de civils assurent une présence en vivant et en travaillant avec des individus ou des communautés en danger. Les volontaires civils procurent un accompagnement physique sans armes, ainsi qu'une présence de maintien de la paix à une variété de personnes et de groupes vulnérables à la violence, comprenant :

- des personnes, des journalistes, ou des organisations engagées dans les droits de l'homme, l'environnement, le syndicalisme ou d'autres activités visant à un changement social ;
- des membres de familles d'activistes ou les personnes accusées d'activisme ;
- des personnes procurant aide et assistance humanitaire ;
- des réfugiés et les communautés menacées de violence à cause de leur identité ethnique ou religieuse ou de leur prise de position contre la violence ou des groupes armés ; et
- des jeunes courant le risque d'être enlevés et embrigadés de force dans les mouvements rebelles armés.

Les projets d'accompagnement et de présence pour maintenir la paix fonctionnent de la même façon.

⁵⁹ Walker, p. 19

Les volontaires pour la paix protègent des personnes et des groupes en danger en les accompagnants et en étant constamment présents à leurs côtés. Le terme « accompagnement » est le plus souvent utilisé pour décrire le travail des volontaires pour protéger des activistes des droits de l'homme. Le terme « présence » est plus souvent employé pour décrire le travail d'un ou plusieurs volontaires civils vivant au milieu de groupes ou de communautés pour les protéger.

Les membres de ces corps d'intervention civile agissent comme des « gardes du corps sans armes » pour les groupes ou les individus en danger. Ils peuvent passer leur temps à vivre ou à voyager avec une personne ou un groupe menacé. Par exemple, quand des volontaires pour la paix internationaux sont présents sur les points de contrôle israéliens en Cisjordanie, les Palestiniens sont mieux traités, souffrent de moins d'humiliations et sont moins retardés aux points de contrôle.

Durant les jours et les semaines suivant les attaques sur New York et Washington du 11 septembre 2001, des leaders civils et religieux de communautés aux États-Unis tendirent la main aux communautés musulmanes et à leurs leaders, leur offrant d'accompagner des musulmans sur leurs lieux de travail, dans les centres commerciaux, et d'accompagner des enfants à l'école dans l'espoir d'empêcher des réactions violentes de vengeance contre des musulmans de la part d'autres Américains les accusant des attaques. Certaines églises chrétiennes offrirent d'assurer une présence protectrice aux mosquées pour prévenir également des attaques contre ces lieux.

Plutôt que de promouvoir directement le travail d'individus ou de groupes, l'accompagnement cherche à aider la création et la protection d'espaces où ces personnes ou groupes pourront œuvrer pour un changement social non violent. Les Brigades Internationales de la Paix utilisent l'accompagnement pour créer des espaces pour que les activistes locaux puissent travailler pour la justice sociale et les droits de l'homme. Les personnes qui rapportent des violations des droits de l'homme ou dénoncent des injustices travaillent souvent « sans filet ». Les membres de ces corps d'intervention civile qui les accompagnent essaient de leur procurer ce filet de sécurité nécessaire pour qu'ils puissent prendre des risques, travailler ainsi plus efficacement, et produire des résultats plus spectaculaires.

L'accompagnement comprend un certain nombre de fonctions :

1. Empêcher la violence par la menace d'une réponse internationale à un acte violent.
2. Enhardir et encourager les organisations et les personnes locales de poursuivre des stratégies pacifiques pour traiter les droits de l'homme et les sujets de conflit.
3. Réagir à la violence en alertant la communauté internationale. Il existe de nombreux cas où l'accompagnement n'a pas empêché l'enlèvement de quelqu'un. Toutefois, dans ces cas, l'accompagnateur put immédiatement faire pression sur les kidnappeurs par l'intermédiaire d'un réseau d'alerte internationale.

Les Brigades Internationales de la Paix furent la première organisation à utiliser l'accompagnement à grande échelle. Selon Liam Mahony et Luis Enrique Eguren, chercheurs des PBI, « le travail d'un volontaire PBI consiste à être aussi présent et visible que possible pour le monde extérieur, tout en étant pourtant aussi discret que possible dans les vies et les activités des personnes accompagnées ». ⁶⁰ Les PBI accompagnent aussi bien des activistes des droits de l'homme renommés que d'autres communautés et personnes vulnérables.

L'Équipe de Paix dans les Balkans accompagnait et escortait des groupes ou des individus menacés dans l'ex-Yougoslavie. L'Équipe de Paix dans les Balkans cherchait à prévenir des menaces et d'autres actes de violence contre des activistes pour la paix et les droits de l'homme en ayant des contacts réguliers avec ces activistes, en empêchant qu'ils soient harcelés lors d'événements ou de réunions publiques pour la paix, et en étant une présence lors de procès et dans les camps de réfugiés. ⁶¹ Durant la guerre du Golfe, l'Équipe de paix dans le Golfe accompagnait des convois de produits d'assistance en Irak. Le groupe fut informé que la route prise par les convois ne serait pas bombardée au moment où les autorités américaines et britanniques pensaient que l'Équipe de paix dans le Golfe pourrait s'y trouver. ⁶²

En Amérique centrale, nombreux sont ceux qui chantent les louanges des programmes d'accompagnement et de présence dans leur région. Au Nicaragua, comme cela sera détaillé dans le dernier chapitre, les Témoins pour la Paix se rendirent compte qu'ils ne pouvaient pas simplement servir de bouclier entre les contras et le peuple nicaraguayen le long de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras. La guerre se répandait dans les campagnes. Ils commencèrent à envoyer des membres pour assurer une présence protectrice à travers le Nicaragua. Des membres des Témoins pour la Paix à court ou long terme s'installèrent alors chez des familles nicaraguayennes pour empêcher des attaques contras dans des zones où ces derniers étaient actifs. ⁶³ Beaucoup de Nicaraguayens disent que la présence de membres des Témoins pour la Paix dans leurs villes a eu des effets protecteurs. ⁶⁴

La réputation de l'efficacité de la présence nord-américaine semble s'être répandue dans une grande partie de la région. David Hartsough raconte que quand il était au Salvador, une personne lui demanda de venir dans sa ville juste pour une heure ou deux et de simplement marcher dans les rues pour que sa présence soit connue. Cette personne pensait que même cette présence internationale symbolique serait efficace pour prévenir ou réduire la violence dans cette ville. ⁶⁵

À Haïti, les CPT et la coalition Cri pour la Justice assurèrent une présence internationale non-violente dans différents lieux à Haïti, où les violations des droits

60 Mahony, Liam, and Eguren, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards: International Accompaniment for the Protection of Human Rights*. Connecticut: Kumarian Press, 1997

61 Balkan Peace Teams Guidelines, février 1994

62 Lettre de Kathy Kelly, membre de plusieurs équipes pour la paix

63 Griffin-Nolan, Ed. *Witness for Peace: A Story of Resistance*. Louisville: Westminster/John Knox Press, 1991. p. 225

64 Interview avec Douglas Schirch, ancien volontaire à long terme des Témoins pour la Paix

65 Interview avec David Hartsough, directeur de Nonviolent Peaceforce and Peaceworks

de l'homme étaient les plus dures, pour rapporter et protester contre des violations supplémentaires. Kathy Kelly, membre des CPT, suggère qu'une présence plus importante composée de quinze ou vingt groupes internationaux dispersés à Haïti auraient pu considérablement réduire la terreur durant les 34 mois qui suivirent le coup d'État.⁶⁶

Dans l'ex-Yougoslavie, où de nombreux villages ont une population mixte de Serbes, Croates et Musulmans, se placer entre les groupes se serait avéré difficile.⁶⁷ Certains ont proposé que des groupes de 10 à 15 volontaires placés dans de nombreuses villes en ex-Yougoslavie aurait pu être un moyen efficace de réduire la violence.⁶⁸

Des groupes écologistes mènent de plus en plus d'activités d'interpositionnement pour protéger l'environnement. Greenpeace accompagne les baleines pour les protéger des chasseurs. D'autres maintiennent une présence dans les forêts pour les préserver des bûcherons.

En plus des aspects clairement dissociatifs de maintien de la paix indiqués plus haut, les soldats de la paix, civils ou militaires, remplissent souvent d'autres activités.

Observer et contrôler

Les soldats de la paix de l'ONU observent, contrôlent, enquêtent, supervisent et documentent de nombreux types d'activités liées à des conflits, tels que les actions militaires, les violations d'accords ou des lignes de cessez-le-feu, les attaques contre des civils, la liberté de mouvement des civils, l'échange de civils et/ou de prisonniers de guerre, les mouvements de troupes et d'armes d'un côté à l'autre des frontières, les accords sur le contrôle des armements, le déminage,⁶⁹ l'obstruction de services essentiels, le redéploiement de troupes, l'avancement de positions ou autres activités militaires,⁷⁰ les prises d'otages et la disparition de personnes, les vols, les camps de réfugiés, les élections et les plébiscites, ainsi que l'agriculture et d'autres travaux dans des zones spécifiques. En outre, ils recueillent des informations et des renseignements sur les positions militaires et les forces en présence, les changements dans le style de vie ou dans les mouvements des populations civiles, ainsi que les relations entre les soldats de la paix, les groupes armés et les civils dans le contexte en vigueur.⁷¹ Les Nations-Unies comme les corps d'intervention civile remplissent un grand nombre de ces activités.

Les Brigades Internationales de la Paix, les Témoins pour la Paix, les Équipes Chrétiennes d'action pour la Paix et l'Équipe de Paix dans les Balkans documentent toutes les violations des droits de l'homme et d'autres activités liées aux conflits.

66 Lettre de Kathy Kelly, membre de plusieurs équipes pour la paix

67 Clark, Howard. "Models for Civilian Intervention." *Peace News Educational Offprints*. January, 1994. p. 13

68 Interview avec David Hartsough, directeur de Peaceworks

69 International Peace Academy, *Peacekeeper's Handbook*. New York: Pergamon Press, 1984

70 Ibid., p. 89

71 Ibid., pp. 114-121

Ces rapports sont parfois canalisés par des réseaux de réponse immédiate, qui sont composés de milliers de personnes prêtes à envoyer des télécopies, des télexes, des lettres ou à donner des coups de téléphone pour protester contre les violations commises et faire pression pour un changement.

Les Témoins pour la Paix commencèrent à documenter les violations des droits de l'homme au Nicaragua pour montrer comment la stratégie militaire de « conflit de faible intensité » des États-Unis, qui consistait à soutenir les Contras en menant une campagne de terreur dans tout le pays, frappait les civils nicaraguayens.

Les membres de l'Équipe de Paix dans les Balkans agissent comme les observateurs d'un tiers-parti sur les lieux d'incidents ou dans les endroits où des explosions de violence pourraient avoir lieu, ce qui apparaissait dans l'information documentée distribuée par l'intermédiaire de leur réseau.⁷² Le projet de l'organisation Solidarité pour la Paix à Sarajevo témoigna et documenta les violations des droits de l'homme, les conditions de vie et la volonté de paix des peuples frappés par la guerre.⁷³ Les membres de l'Équipe pour la paix dans le Golfe ont documenté les conditions de vie en Irak et les effets de la guerre et des sanctions sur la population civile.⁷⁴

L'intérêt international pour les volontaires pour la paix et pour les informations qu'ils rassemblent aident à instruire le monde sur les conflits violents et les violations des droits de l'homme. Les groupes d'intervention civile expriment explicitement et intentionnellement leur désir d'avoir une attention internationale en encourageant les réseaux d'alerte internationale, décrits davantage dans les chapitres suivants, afin de mettre une pression internationale sur les violateurs des droits de l'homme et les groupes violant les lois humanitaires internationales en temps de guerre. Ces réseaux d'alerte, composés de milliers de personnes engagées de partout dans le monde, reçoivent des informations sur de récentes violations des droits de l'homme ou sur les développements dans de violents conflits. Pour augmenter le nombre de personnes actives dans ces réseaux d'alerte dans leurs pays d'origine, les volontaires pour la paix tiennent souvent des séminaires éducatifs sur leurs observations quand ils rentrent chez eux. En éduquant des individus et des fonctionnaires gouvernementaux dans le monde entier sur les violations des droits de l'homme, les réseaux d'alerte aident à prévenir la violence par la menace d'une humiliation internationale.

Par exemple, la documentation et les observations du personnel de Témoins pour la Paix a permis d'instruire et d'organiser des personnes pour changer la politique des États-Unis à l'encontre de l'Amérique Centrale. Les WFP (Témoins pour la Paix) ont à l'heure actuelle un réseau de plus de 40 000 personnes qui sont formées à la fois aux activités des WFP au Nicaragua et à la situation dans le pays en général. La

72 Interview avec David Arwood, ancien directeur de International Fellowship of Reconciliation (Camaraderie de la réconciliation)

73 Interview avec Kathy Kelly, membre de plusieurs équipes pour la paix

74 Interview avec Peggy Preston sur son rapport intitulé « Visit of Assessment by Two Members of Middle East Action Network and One Member of the Gulf Peace Team to Alwiya and Saddam Hussein Paediatric Hospitals », Baghdad, 24th of April, 1991

documentation fut également utilisée par le siège national des WFP, qui s'en servit pour faire pression sur le Congrès et l'inciter à cesser de financer les Contras.⁷⁵

Faciliter la communication

Idéalement, les Nations-Unies associent des équipes diplomatiques à leurs projets de maintien de la paix. Toutefois, les activités sont maintenues séparées, sauf quand des négociations ou une médiation par rapport au projet de maintien de la paix sont impliquées. Les soldats de la paix peuvent mener une médiation ou des négociations avec un ou tous les groupes en conflit pour remplir une de leurs tâches ou assurer leur sécurité.

Parfois, les soldats de la paix se trouvent dans la position unique d'aller plus loin et de pouvoir amener les groupes en conflit à un processus de résolution, tel que la médiation ou la coopération, qui leur permet d'établir, de traiter, de transformer ou de résoudre leur conflit. Les forces d'intervention civile peuvent aider à faciliter la communication entre les groupes engagés dans un conflit violent, quand les canaux de communication entre ces groupes se sont rompus.

L'Équipe de Paix dans les Balkans était doublement engagée, d'une part en tant que présence internationale de maintien de la paix dans la région en conflit, et d'autre part en facilitant activement le rapprochement des groupes. Ses activités consistaient à chercher à identifier des possibilités de dialogue entre différents groupes, à servir de canal d'informations indépendant et non partisan des régions, à contribuer à travers des contacts et des réseaux à promouvoir la communication, le dialogue et la compréhension mutuelle entre différents groupes ethniques ou mouvements pour la paix et le peuple croate et la communauté internationale. L'Équipe de Paix dans les Balkans a également contribué, de par les compétences de ses membres, au bénéfice de tous les citoyens, en offrant par exemple des ateliers de travail sur la médiation ou sur la résolution non-violente de conflits, ou en donnant des cours de langues. Les Équipes Chrétiennes d'action pour la Paix ont également essayé de combiner des efforts de médiation et de réconciliation avec son travail d'accompagnement et de présence de maintien de la paix. À Haïti, les CPT ont essayé de mettre en contact du personnel militaire avec des leaders des communautés pour s'occuper des tensions entre les groupes.⁷⁶

D'autres groupes insistent pour que la même organisation ne puisse pas être engagée à la fois dans la réconciliation et le travail de maintien de la paix. Par exemple, au Sri Lanka dans les années 1990, les Quakers s'occupaient du travail de réconciliation, tandis que les Brigades Internationales de la Paix étaient chargées du travail d'accompagnement et de maintien de la paix. Dans ce contexte, et du fait de la situation politique, il serait très difficile pour une organisation de mener à bien les deux projets. Si les deux organisations communiquent à propos de leur travail au Sri Lanka, elles gardent leurs distances quand elles sont dans le pays.⁷⁷

75 Interview avec Douglas Schirch, ancien volontaire à long terme des Témoins pour la Paix

76 Interview avec Gene Stolfus, Coordinateur des CPT

77 Interview avec Bob Siedle-Kahn, ancien directeur des PBI

Construire un mouvement mondial pour les droits de l'homme

Les activités des forces d'intervention civile aident à construire un mouvement mondial pour les droits de l'homme. L'un des objectifs des délégations de Témoins pour la paix est de créer un malaise public à propos de la politique étrangère des États-Unis au Nicaragua. Il est plus que certain que cela change tous ceux qui vont au Nicaragua en temps que personnel de Témoins pour la paix et ceux qui sont en contact avec eux quand ils en reviennent. Les WFP ont été décrits par leurs délégués comme « une expérience politique radicale, une expérience religieuse transformant une vie, un exercice de courage moral, un avertissement aux planificateurs de sécurité nationale, ainsi qu'une expérience d'action non-violente ». ⁷⁸ Un grand nombre de membres des WFP ont consacré beaucoup de temps à éduquer le grand public aux États-Unis sur la situation au Nicaragua.

D'autres interventions civiles ont aussi aidé à construire un mouvement pour les droits de l'homme avec leurs activités. L'Équipe pour la Paix dans le Golfe s'est servie de sa documentation sur les souffrances des civils irakiens pour aider à éduquer l'Occident sur les effets de la guerre. ⁷⁹ Les deux projets des Équipes Chrétiennes pour la Paix et de Cri pour la Justice à Haïti ont servi à véhiculer des informations sur les expériences et les espoirs du peuple haïtien. Les projets d'intervention civile en ex-Yougoslavie ont augmenté la compréhension de nombreuses personnes sur la complexité des questions concernant le conflit. ⁸⁰

Outre la création d'un mouvement global pour les droits de l'homme, de nombreux groupes d'intervention civile utilisent l'activisme et plaident en faveur de tactiques pour promouvoir également les droits de l'homme dans le contexte du conflit. Dans ce sens, il existe une relation étroite entre l'intervention civile et les formes d'activisme pour la création de la paix, visant à une conduite non violente d'un conflit comme cela est décrit dans les quatre catégories de création de la paix dans le premier chapitre. La complexité de cette relation entre intervention civile et activisme est discutée plus avant dans le chapitre 5.

Droits de l'homme et enseignement de la paix

Dans les endroits où travaillent des volontaires civils, il y a souvent une conscience très faible des droits de l'homme et des stratégies non-violentes de changement social. Certaines organisations d'intervention civile, telles que les Brigades Internationales de la Paix, animent des ateliers de travail sur ces thèmes en complément à leur travail d'accompagnement et de présence. Cela permet à des membres de ces équipes d'utiliser leur temps de façon plus efficace, du fait qu'ils peuvent travailler à la planification de ces programmes, assis dans le bureau de la ou des personnes qu'ils

78 Griffin-Nolan, p. 225

79 Interview avec Kathy Kelly et rapport obtenu à partir de son étude intitulée "Harvard Study Team Report : Public health in Iraq After the Gulf War." Mai 1991

80 Interview avec David Atwood, ancien directeur du Mouvement International de Réconciliation

protègent, ou qu'ils peuvent diriger un atelier de travail à des moments où ils n'ont pas d'accompagnement à assurer.⁸¹ Les ateliers de travail sur ces sujets représentent des processus importants de formation de la paix pour mettre en place la capacité à long terme des communautés à pratiquer la démocratie et à garantir les droits de l'homme.

Assistance humanitaire et développement

Étant donné qu'il y a une corrélation très nette entre niveau de pauvreté, manque de développement et les probabilités de conflit violent, il n'est pas surprenant que les soldats de la paix opèrent souvent dans des zones de conflit qui ont énormément besoin d'assistance humanitaire et d'aide au développement. Les soldats de la paix des Nations-Unies ont parfois mené des activités d'assistance humanitaire. Par exemple, l'UNTAET, opération de maintien de la paix des Nations-Unies au Timor Est en 1999, incluait dans sa mission le développement de services sociaux et civils ainsi que la coordination et la livraison d'assistance humanitaire, de réhabilitation et d'aide au développement.⁸²

Il existe des arguments pour et contre le fait de combiner aide au développement ou assistance humanitaire avec des activités de maintien de la paix. Certains groupes estiment que ces activités procurent une *entrée* dans une situation et peuvent augmenter la crédibilité des soldats de la paix.

Certains groupes invitent les mouvements pour la paix civils à participer à la fois à des activités de maintien de la paix et de développement. Les Communautés Guatémaltèques de Résistance Populaire ont demandé des compétences techniques dans le secteur de la santé, du développement et de l'éducation, en plus des activités d'accompagnement.⁸³

Shanti Sena, un groupe en Inde qui suit les préceptes de Gandhi, défend l'idée que les groupes d'intervention civile devraient remplir un travail « constructif » pour aider à donner une *base morale concrète* à leur intervention.⁸⁴ Des groupes indiens tels que le Shanti Sena font une distinction entre « travail constructif », consistant en projets développés et implémentés par des groupes locaux pour le changement social, et « développement », qui est perçu comme une notion occidentale qui a peu à faire avec les transformations sociales et politiques.⁸⁵

Les groupes de société civile qui s'engagent dans l'intervention civile internationale dépendent pour une grande part du soutien des gouvernements et d'autres groupes

81 Brigades Internationales de la Paix. "Evaluation of Field Projects in Colombia, Guatemala, Indonesia and Mexico." Octobre 2004

82 <http://www.un.org/peace/etimor/etimor.htm>. 21 février 2005

83 "Sowing the Seeds of a New Guatemala." Pamphlet sur les CPR de Guatemala News and Information Bureau, P.O. Box 28594, Oakland, CA 94604

84 Transcription de l'interview de Narayan Desai, praticien de la paix indien. Document obtenu par Hagan Berndt, formateur de non-violence

85 Interview avec Hagan Berndt, formateur de non-violence

étrangers. Si les gouvernements peuvent interdire des activités d'assistance et de développement quand ils n'approuvent pas le groupe intervenant, ils peuvent aussi inviter des groupes d'intervention civile, du fait de l'aide qu'ils apportent. Lisa Clark et Don Albino Bizotto, du groupe italien pour la paix *Beati i Costruttori di Pace*, se rendirent compte que le travail de développement était une façon *de maintenir et de développer des contacts* à Sarajevo. Tandis que leur groupe commençait avec un programme d'interposition entre les groupes armés, l'assistance qu'ils apportaient à la population déchirée par la guerre leur procurait une entrée pour leur travail d'intervention civile.⁸⁶

L'engagement dans des activités d'assistance humanitaire peut également aider à trouver des fonds pour l'intervention civile. En rassemblant des soutiens et en recommandant l'intervention civile à leurs financiers et à leurs volontaires potentiels, David Radcliffe, de la Church of the Brethren, s'est aperçu que les aspects d'aide et de développement de leur travail d'accompagnement au Soudan étaient moins contestés et recevaient plus facilement le soutien de leur paroisse que les activités plus politiques d'accompagnement et d'éducation publique sur le conflit.⁸⁷

Gene Stolfus, Coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix, indique qu'il reçoit des questions des groupes en conflit telles que, « comment pouvons-nous savoir que vous êtes sérieux, si vous ne nous aidez pas [en apportant une aide matérielle et des projets de développement] ? » Stolfus estime que si le développement représente une porte d'entrée, il devrait être séparé d'autres rôles remplis par un tiers-parti. Il pense qu'il s'agit d'une façon plus prudente de s'engager : Qui voudrait s'opposer à une assistance matérielle ou à la construction de toilettes ? Toutefois, il ne réduit pas directement la violence ou défie « les pouvoirs en place ». ⁸⁸

D'autres groupes d'intervention civile, tels que l'Équipe de Paix dans les Balkans et les Brigades Internationales pour la Paix, ont également exprimé des inquiétudes à propos de certaines formes d'assistance humanitaire et d'activités pour développer la création de la paix. Les organisateurs ont peur que cela fasse double emploi avec le travail de nombreuses autres organisations qui ont la capacité et les compétences pour le faire de façon plus efficace. Ils craignent également que cela prenne trop de temps aux équipes de paix, qui devraient plutôt le consacrer à des efforts pour réduire la violence. Finalement, certains des groupes interviewés voient ce type de travail comme une nouvelle forme de colonialisme, dans lequel ce sont surtout des étrangers occidentaux qui envahissent la région avec leurs idées sur ce que les indigènes devraient faire pour « progresser » ou « se développer ». Si beaucoup de volontaires des PBI perçoivent l'accompagnement comme une forme de travail de développement, ils prennent grand soin d'éviter tous sous-entendus ou implications impérialistes de leur travail. Tim Wallis, ancien directeur des PBI, affirme que les PBI se sont développées plus comme une agence de développement culturellement

86 Interview avec Lisa Clark et Don Albino Bizotto

87 Interview avec Daniel Radcliffe, Directeur de l'équipe pour la paix de la Church of the Brethren

88 Interview avec Gene Stolfus, coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix

sensible que comme une agence pour la paix. « Nous n'avons pas pensé 'nous allons aller là-bas et arrêter cette horrible guerre' mais 'nous allons leur permettre d'être davantage autosuffisants.' »⁸⁹

Beaucoup de membres des forces de maintien de la paix des Nations-Unies expriment le désir de s'engager dans des activités de développement.⁹⁰ Toutefois, les Nations-Unies ont dû faire face à des difficultés en combinant ces fonctions. Par exemple, Frank O'Donnell, ancien directeur des volontaires de l'ONU, maintient que les différents rôles des Nations-Unies en Somalie ont fait que la population locale a eu du mal à faire une distinction entre ses différentes activités. Plus spécifiquement, le personnel de l'ONU engagé dans l'assistance et le développement était assimilé aux casques bleus, qui avaient une mauvaise réputation dans un grand nombre de communautés locales.⁹¹

Conception d'une intervention civile

Si l'ONU est capable de mener un grand nombre d'interventions diverses pour établir la paix, il s'agit d'une très vaste organisation et chaque activité dépend d'un département séparé. Il y a un nombre de besoins dans les situations de conflit violent, et ceux qui répondent à l'appel de « faire quelque chose » peuvent être tentés de jouer un grand nombre des rôles décrits dans le cadre de l'établissement de la paix au chapitre 1. Tous les rôles, de l'activisme au maintien de la paix et au développement, sont nécessaires. Mais chaque rôle requiert un éventail particulier de compétences. Pour une organisation, il est généralement difficile, sinon impossible, de faire face à tous les besoins de la population dans un conflit violent. Au lieu de cela, les organisations doivent choisir, selon leurs propres ressources et moyens, comment elles contribueront à construire la paix dans un contexte violent. Les leaders locaux et les organisations se trouvant dans le contexte peuvent servir de guides et aider les organisations externes à prendre des décisions sur la nature de leurs interventions.

Dans leur rapport de 2004, les évaluateurs des PBI suggèrent qu'il est nécessaire de faire de plus grands efforts pour analyser de façon suivie le contexte, avec un ensemble de différentes personnes au niveau local. Une analyse de ce genre pourrait guider les groupes d'intervention civile dans leurs prises de décisions sur les personnes à accompagner et sur les différentes tâches de maintien de la paix à remplir. En Colombie, cette analyse a permis de montrer que les PBI accompagnaient des activistes pour les droits de l'homme connus, alors qu'ils étaient déjà protégés par la prise de conscience et la reconnaissance internationale de leurs travaux, plutôt que des organisations plus petites et moins connues qui avaient peut-être un plus grand besoin de la présence protectrice des PBI.⁹²

89 Interview avec Tim Wallis, ancien directeur des PBI

90 Galtung, Johan. "Participants in Peacekeeping Forces.", p. 279

91 Interview avec Frank O'Donnell, ancien directeur du personnel de l'ONU

92 Brigades Internationales de Paix. "Evaluation of Field Projects in Colombia, Guatemala, Indonesia, and Mexico."

Les équipes de reconnaissance des PBI en Colombie et au Tchad, par exemple, ont rencontré des douzaines d'individus et de groupes dans le but de découvrir les objectifs les plus appropriés d'une intervention. Les équipes ont essayé d'analyser la situation politique, de déterminer où les membres des PBI pourraient travailler, et quel serait leur niveau de sécurité, ainsi que l'importance de l'invitation de groupes locaux. Après l'établissement de ces analyses, le comité d'organisation internationale des PBI a pu discuter les propositions.⁹³

Dans la plupart des conflits violents, une variété d'acteurs et d'attitudes impliqués dans l'établissement de la paix prennent place simultanément. Des interventions à court terme peuvent remplir des objectifs spécifiques et être des tremplins pour obtenir des transformations durables. Le maintien de la paix est une intervention de crise en ce que l'objectif est de faire cesser la violence, de manière à ce que des processus d'établissement de la paix à long terme puissent prendre place. Étant donné qu'un établissement durable de la paix requiert des stratégies coordonnées à plusieurs niveaux, les soldats de la paix ont besoin d'établir des relations solides avec d'autres acteurs de l'établissement de la paix. En développant ces relations, les groupes d'intervention civile ont besoin de savoir comment exprimer et expliquer leur travail à d'autres. Les deux chapitres suivants aideront les lecteurs à comprendre le mode de fonctionnement d'une intervention civile.

93 Interview avec Bob Siedle-Kahn, membre des Brigades Internationales de Paix.

4. Le fonctionnement de l'intervention civile

Les modèles militaires de maintien de la paix reposent sur l'utilisation d'armes pour empêcher la violence. Le message sous-entendu du soldat de la paix est « Ne nous fais pas de mal, sinon nous t'en ferons », ou, dans des formes plus dures de maintien de la paix, le message peut même aller jusqu'à « cessez de vous battre, ou nous vous tuons ». Si la présence de soldats de la paix mandatés implique aussi d'autres conséquences s'ils sont blessés, comme des procès en justice ou des pressions internationales faites, au niveau diplomatique ou économique, sur les auteurs de violences, le pouvoir des casques bleus relève surtout de leurs armes et de leur compétence à s'en servir.

Les groupes d'intervention civile travaillent avec différentes sources de pouvoir. Au lieu d'armes, les volontaires pour la paix se servent de formes non-violentes de pouvoir, incluant autorité morale, un nombre important de personnes, une influence économique et politique, ainsi que le pouvoir investi dans différentes formes d'identité, telles que celles des leaders religieux ou de personnes détenant des passeports occidentaux. Les groupes d'intervention civile communiquent un message non verbal différent du fait de leur présence dans des situations potentiellement violentes. Ils disent en réalité : « Vous devrez nous tuer avant de tuer d'autres civils », et/ou « nous vous regardons et nous raconterons au monde ce que vous êtes en train de faire ».

Les différentes formes de pouvoir pouvant être utilisées par des groupes d'intervention civile sont contextuelles. En Amérique Centrale, par exemple, des groupes d'intervention civile comme Témoins pour la Paix ou les Brigades de Paix Internationales se servent de leurs connections nord-américaines et, dans de nombreux cas, de leurs passeports américains et de leur couleur de peau blanche comme d'une forme de pouvoir leur permettant de protéger de façon efficace les peuples et communautés assiégés par des groupes militaires ou rebelles, financés par le gouvernement américain. Au Ruanda, où les États-Unis étaient bien moins impliqués dans le conflit, la peau blanche et les passeports américains n'offrirent pas aux groupes d'intervention civile une forme de pouvoir ou la possibilité d'être efficaces en tant que volontaires. Dans certains territoires, les leaders religieux peuvent avoir le pouvoir de diriger une intervention civile, tandis que dans d'autres, le pouvoir religieux et moral est beaucoup plus faible. Une analyse approfondie du pouvoir dans chaque contexte est nécessaire pour déterminer les points d'influence à même de permettre aux groupes d'intervention civile de faire leur travail.

Ce chapitre examine la variété de sources de pouvoir permettant aux volontaires pour la paix de mener à bien leur travail de prévention et de réduction de la violence.

Autorité morale

Les groupes d'intervention civile incarnent l'intérêt international pour les droits de l'homme, procurant un témoignage vivant aux valeurs morales répandues en ce qui concerne la protection de civils désarmés, que l'on trouve dans pratiquement toutes les religions et cultures. Certains chercheurs estiment que le maintien de la

paix civil procure une autorité morale qui incite les groupes armés à chercher des solutions plus constructives à leurs problèmes.

L'existence d'un tiers-parti sur la scène des événements permet plus facilement aux groupes en conflit d'adopter une approche plus constructive en ce qui concerne le comportement et la solution de problèmes. Un renversement de l'escalade de la violence devient possible quand les groupes en conflit remettent en question leur propre comportement dans le conflit et sont soutenus dans leur recherche d'une nouvelle façon d'aborder le problème.⁹⁴

Les groupes d'intervention civile peuvent avoir le pouvoir de protéger des civils menacés de violence, s'ils peuvent rappeler de façon convaincante les valeurs morales de base de la communauté internationale ainsi que ses droits et ses normes aux forces armées. Certaines personnes sont plus à même que d'autres de symboliser une autorité morale. Par exemple, les leaders religieux pourraient servir de volontaires pour la paix dans certains contextes, étant donné qu'ils pourraient transmettre de façon plus efficace un message sur l'immoralité des violations des droits de l'homme à un auteur de violences motivé ou inspiré par des leaders ou des enseignements religieux.

Autorité légale

Les groupes d'intervention civile personnifient également les droits de l'homme et les lois humanitaires. Si le système judiciaire et légal international n'a pas encore le pouvoir nécessaire de traiter de façon efficace les violations des droits de l'homme dans toutes les régions du monde, il détient toutefois l'autorité légale de nommer et de montrer du doigt des coupables. Les volontaires civils sont les yeux et les oreilles qui rassemblent immédiatement les premières données nécessaires pour pouvoir utiliser avec succès les outils et les processus légaux internationaux. Du fait de cette autorité légale, les groupes d'intervention civile augmentent également leur propre pouvoir pour empêcher efficacement des responsables de violence de commettre des crimes qui pourraient être documentés.

L'attitude des médias envers les groupes d'intervention civile

Les médias peuvent procurer aux groupes d'intervention civile à la fois une crédibilité et un pouvoir pour jouer leur rôle. Dans de nombreuses situations, ces derniers doivent leur crédibilité et leur capacité à être des moyens de dissuasion efficaces, à la mise en évidence de leur présence et de leur rôle dans les journaux, ainsi qu'à la radio et à la télévision. L'utilisation d'un langage clair et précis pour présenter leur rôle est essentielle. Dans leurs stratégies de communication, les médias peuvent se servir d'arguments d'ordre moral liés à la nécessité de sauver des vies, et d'arguments de nature stratégique concernant l'efficacité des groupes d'intervention civile pour

94 Müller, Barbara, et Buttner, Christian. "Optimizing Peacekeeping, Peacemaking and Peacebuilding through Nonviolent Intervention/ A methodological and systematic operationalisation." Working Paper No. 6 of the Instituts für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung, Wahlenau 1998

empêcher la violence. Dans certaines situations, il serait bénéfique d'avoir une équipe cinématographique internationale aux côtés des équipes d'intervention civile pour stimuler et renforcer leur capacité à prévenir la violence, ainsi que pour communiquer plus clairement que le « monde a les yeux sur vous ».

Influence politique, sociale et matérielle des réseaux d'alerte

Les groupes pour les droits de l'homme ont comme stratégie de « nommer et montrer du doigt » ceux qui, en temps de guerre, violent un cessez-le-feu ou s'attaquent à des civils. La stratégie consistant à « nommer et faire honte » se sert des réseaux d'alerte internationaux et/ou des médias pour augmenter la prise de conscience des violations des droits de l'homme et mobiliser l'opinion afin de faire pression sur les groupes armés pour qu'ils changent et cessent d'agir illégalement. Les groupes d'intervention civile entrent dans ce système des droits de l'homme en procurant, sur le terrain, des rapports basés sur des témoignages visuels de violences à l'encontre de civils, qui permettent ensuite d'entreprendre des actions *plus rapides* et *basées sur de meilleures informations*. Les volontaires pour la paix donnent un témoignage de première main, et leurs rapports permettent au réseau d'urgence, à l'aide de coups de téléphone, de courriels et de télécopies, de mobiliser l'indignation internationale, et d'informer les leaders politiques, ainsi que les responsables des violences, que le monde est conscient de ces violations des droits de l'homme. En reliant ses membres à la communauté internationale, le réseau d'alerte montre que « le monde est attentif ». Les réseaux d'alerte sont également des canaux de communication en ce qui concerne les menaces spécifiques existant contre un « soldat » de la paix civil. La possibilité pour les groupes d'intervention civile de mobiliser rapidement l'opinion pour la mise en place de pressions internationales sur les auteurs potentiels de violences, joue un rôle central sur les possibilités de réduire la violence et de prévenir des agressions.

Les stratégies visant à nommer et à faire honte sont des outils efficaces pour aider les groupes d'intervention civile à protéger les civils, si les personnes qui décident de faire usage de la violence sont soucieuses de leur image à l'étranger, et surtout si elles sont dépendantes, d'une manière ou d'une autre, de la communauté internationale pour un soutien politique, social ou matériel. Étant donné le processus de mondialisation, rares sont les pays qui continuent d'agir comme des îlots isolés du monde. En Birmanie, par exemple, si le gouvernement est diplomatiquement isolé des autres pays, les multinationales du pétrole conservent des relations solides et des intérêts dans la structure actuelle du pouvoir. La dépendance du gouvernement birman par rapport à ces contrats sur le pétrole est un point potentiel d'influence pour des groupes cherchant à amener un changement démocratique en Birmanie.

L'accompagnement de civils augmente le coût politique, social ou matériel que les attaquer représente. Beaucoup de groupes armés sont passés experts dans l'art de se

dédouaner de violations des droits de l'homme, en en rendant responsables quelques individus indisciplinés. Ils détruisent ainsi la crédibilité des organisations témoignant de violences. Ils peuvent également mettre en place des « tampons » ou des « rideaux de fumée » en créant leur propre ministère des droits de l'homme pour condamner la violence et décharger les responsables politiques de toute responsabilité.

Les responsables qui ordonnent des attaques sur des civils peuvent inclure des acteurs non étatiques tels que des guérillas ou des groupes de rebelles, des militaires de tout grade, des membres du gouvernement, des hommes d'affaires du secteur privé, des leaders religieux, ou quiconque ayant de l'influence sur des groupes armés. Les équipes des Brigades de Paix Internationales rencontrent de façon intentionnelle des personnes à tous les niveaux de la hiérarchie, qu'il s'agisse du gouvernement, de l'armée ou de groupes rebelles, pour établir des relations, leur faire prendre conscience de la mission et des objectifs des PBI, ainsi que les responsabiliser quant aux violations se produisant sous leur autorité. Cette stratégie permet également de prévenir des auteurs potentiels sur les conséquences internationales que provoqueraient des agressions sur des individus ou des groupes accompagnés par les PBI.⁹⁵

Enrique Luis Eguren et Liam Mahony, membres des PBI qui accompagnèrent au Guatemala Rigoberta Menchu, lauréate du Prix Nobel de la Paix, souligne l'efficacité des réseaux d'alerte pour obtenir la libération de Menchu des geôles de la police guatémaltèque.

Nous étions trois à l'attendre à l'aéroport. Menchu est l'une des activistes pour les droits de l'homme en exil les plus carrés et francs. Elle ne mâche pas ses mots et son franc-parler lui vaut fréquemment des menaces de mort et des accusations de collaboration avec les rebelles, même pendant les semaines précédant sa visite. Outre l'accompagnement étranger, elle fut accueillie par des centaines de Guatémaltèques en liesse, et une force de 500 policiers qui se dépêcha de l'arrêter et de l'enlever rapidement. À ce moment, notre premier geste a été de trouver un téléphone. Nous avons déjà prévenu notre bureau de Toronto de se préparer à une urgence. Notre coup de téléphone en activa des centaines d'autres. De même, les organisations guatémaltèques et les autres membres de la délégation internationale de Menchu alertèrent immédiatement leurs propres réseaux. En quelques heures, le gouvernement reçut des centaines de télégrammes et de coups de téléphone venant de simples citoyens comme de députés. Menchu et ses assistants furent libérés avant la fin du jour, sans qu'aucune poursuite ne soit engagée à son encontre.⁹⁶

Cet exemple démontre comment les rapports de première main des groupes d'intervention civile, reliés à un réseau d'alerte internationale, mobilisèrent l'indignation publique contre la détention d'un leader indigène pour les droits de

95 Mahony, 2004, pp. 8-9

96 Extraits d'un projet de livre par Liam Mahony et Quique Eguren "The Protective Role of Nonviolent International Accompaniment" in Beer, Michael. Ed. "A Peace Team Reader"

l'homme comme Menchu, et peuvent être un moyen efficace d'influence politique et sociale. Le gouvernement guatémaltèque est fortement dépendant du soutien et de la bonne volonté des États-Unis. L'arrestation de Menchu constituait un coût politique social et politique inacceptable pour l'image internationale du Guatemala. L'accompagnement s'avéra insuffisant pour empêcher l'arrestation de Menchu, mais le réseau d'alerte empêcha que l'on fasse usage de la force à son encontre.

Dans des situations où des groupes en conflit dépendent d'une aide matérielle au développement ou de traités commerciaux favorables alloués dans les deux cas par d'autres pays, ils peuvent être sensibles à l'influence matérielle ou aux menaces de retrait de l'assistance militaire ou au développement, au cas où continueraient les violations des droits de l'homme.

Être prêt à mourir et à souffrir

Les militaires prennent l'engagement de risquer leur vie dans leur travail. Les groupes d'intervention civile prennent le même engagement. Cet engagement à ne pas fuir face au danger est une source de pouvoir, parce qu'une fois démontré à des groupes faisant usage de la violence, il leur indique qu'il est inefficace de les intimider ou de les brutaliser pour les arrêter leur mission.

Durant la guerre civile au Nicaragua, les groupes d'intervention civile travaillant avec le groupe Témoins pour la Paix furent menacés, et certains de leurs membres enlevés par les rebelles contras. La présence continue de membres de Témoins pour la Paix dans la région, en dépit de ces menaces, indiquait aux forces contras que les menaces et la violence n'arrêteraient pas les volontaires pour la paix ni leur organisation dans leur mission de protection des civils.

Formation

Les organisations d'intervention civile exigent que leurs équipes suivent un entraînement dans l'emploi efficace de tactiques de défense non violente, de résolution de conflit et de compétences communicatives les aidant à établir plus efficacement des relations avec les habitants et leur permettre de potentiellement faciliter la communication entre les groupes armés. Si de nombreuses années sont nécessaires pour développer les compétences et l'art de la diplomatie dans des processus de résolution de conflit, les groupes d'intervention civile peuvent apaiser des tensions et prévenir la violence grâce à la courte formation qu'ils reçoivent. L'aptitude à traiter des conflits de façon constructive que reçoivent les volontaires pour la paix, leur permet de mener à bien leur travail de manière plus efficace.

Puissance du nombre

Durant les trente dernières années, la plupart des missions d'intervention civile ont été réalisées sur une petite échelle avec des équipes de 5 à 25 personnes. Il n'existe que peu de récits documentés de grands groupes d'intervention civile séparant des groupes en conflit violent en se plaçant entre les protagonistes, et un grand nombre de

ces histoires ne sont pas très bien documentées. Certains affirment que les forces de la paix civiles, des Nations-Unies comme des sociétés civiles se sont avérées être un échec en ex-Yougoslavie. Pourtant, cet échec à empêcher la violence n'est probablement pas dû au fait que ces volontaires civils étaient désarmés. L'échec est plutôt imputable au fait que ces derniers étaient trop peu nombreux. Certains estiment que si des milliers de volontaires civils avaient été présents pour contrôler et documenter les droits de l'homme, ils auraient pu faire beaucoup plus pour y empêcher la violence.

Les groupes d'intervention civile auront besoin d'évaluer leur capacité à travailler dans chaque conflit violent, en fonction du nombre de personnes nécessaires. Cela pourra prendre des années avant que des calculs justes et prévisibles puissent être faits. Si le nombre de volontaires est l'une des variables pour qu'ils puissent faire du bon travail, leur identité peut avoir un impact encore plus important sur leur efficacité.

Créer des stratégies non-violentes

Les interventions civiles ont souvent été motivées par les principes de non-violence, tels qu'ils ont été exprimés par des stratégies historiques tels que Mohandas Gandhi, Martin Luther King, et Henry Thoreau. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il y a toujours une réponse non-violente à la violence : plus les circonstances sont difficiles, plus les résultats de la non-violence sont impressionnants. Si certaines personnes acceptent le risque de faire face à un conflit de manière non-violente, les stratèges de la non-violence affirment que d'autres personnes vont les suivre et dire : « Je peux le faire ».

Non-violent ne signifie pas simplement « désarmé ». Le but de la non-violence est la *transformation* créative d'un conflit – traiter les causes sous-jacentes du conflit, y compris les perceptions que chaque groupe possède sur l'humanité des autres. Les groupes d'intervention civile essaient d'appliquer un modèle ou de présenter ces principes de non-violence pour faciliter la transformation d'un conflit. Georges Lakey, activiste de la non-violence, définit cette présentation comme un langage corporel, des actes de service, ou comme le fait d'écouter les gens et de les aider à choisir une autre voie que celle des comportements violents.⁹⁷ Toute action entreprise par un intervenant civil lors d'un conflit violent peut être considérée comme un modèle.

Les stratégies non-violentes répondent de façon constructive à un conflit. En période de crise, les groupes d'intervention civile peuvent modifier le cycle de violence en « faisant quelque chose d'inattendu ». La créativité et la spontanéité sont une forme de pouvoir pour les volontaires pour la paix, et leur permet d'agir de façon imprévisible pour changer une situation et modifier les perceptions que les gens ont d'eux-mêmes et des autres, de manière à prévenir la violence.

Les volontaires civils accompagnant des réfugiés guatémaltèques revenant du Mexique ont démontré ce mécanisme. Alors qu'ils s'approchaient d'un barrage militaire, ils soupçonnaient que les militaires guatémaltèques les forceraient à

97 Lakey, George. "How to Develop Peace Teams: The Lightbulb Theory." 1995

retourner au Mexique, ou iraient même jusqu'à ouvrir le feu sur eux comme ils l'avaient fait avec d'autres réfugiés de retour. En accord avec un groupe d'intervention civile les accompagnant, ils commencèrent à jouer de la guitare, à danser, à chanter, et appelèrent les soldats à se joindre à la fête. En désamorçant une situation de violence potentielle, les réfugiés passèrent tranquillement le barrage.

L'identité des volontaires pour la paix

L'identité des membres de groupes d'intervention civile est l'un des éléments les plus importants, et pourtant sous-estimés, qui influent sur l'efficacité du maintien de la paix civil. Ils préviennent la violence en mettant en évidence certains aspects de leur identité. Des volontaires de différentes identités peuvent être plus ou moins efficaces, selon le contexte spécifique du conflit et le type d'intervention. Chaque contexte doit être évalué et analysé, afin de déterminer quelles sont les formes d'identité capables de leur procurer le plus de pouvoir et leur permettre de remplir leur mission.

Les soldats de la paix de l'ONU doivent une partie de leur pouvoir à l'autorité que leur confère leur rôle d'agents des Nations-Unies. Les groupes d'intervention civile tirent leur pouvoir d'une variété de formes d'identité. Le reste de ce chapitre est consacré à une discussion sur le rôle de l'identité dans l'efficacité du maintien civil de la paix.

Citoyens désarmés : Tout d'abord, les volontaires civils peuvent être respectés parce qu'ils s'identifient à des citoyens innocents et désarmés, dont le seul but est de protéger les vies d'autres citoyens. Là où il existe des traditions locales de protection de citoyens et d'hospitalité envers les étrangers, les groupes d'intervention civile internationaux peuvent être particulièrement efficaces.

Signes distinctifs symboliques : Les soldats de l'ONU sont identifiés par leurs casques bleus, qui représentent un symbole puissant de pouvoir institutionnel. De nombreux volontaires pour la paix portent des chemises d'une certaine couleur ou des chapeaux symbolisant leur statut. Des symboles particuliers d'organisation peuvent également être placés sur les vêtements et les véhicules. Ces signes distinctifs symboliques placent les volontaires à l'écart des autres citoyens ainsi que des acteurs gouvernementaux ou militaires dans une situation et contribuent à leur capacité à jouer un rôle de maintien de la paix.

Femmes : Dans certains contextes, des groupes spécifiques de personnes peuvent être tout aussi efficaces comme volontaires pour la paix. Par exemple, dans des pays de société traditionnelle, voire patriarcale, où les femmes sont considérées comme des stéréotypes innocents et des mères non-politiques, elles peuvent s'avérer capables de faire cesser ou de prévenir la violence par leur seule présence. Comme cela est mentionné dans le chapitre 2, les femmes ont été capables, dans de nombreux pays africains, de marcher entre des groupes armés et d'empêcher des agressions grâce au rôle attribué culturellement à leur sexe.

Les anciens et les leaders religieux et spirituels : Les leaders religieux et spirituels jouissent de beaucoup d'autorité et de respect dans certains pays. Si les leaders des groupes armés continuent de respecter les leaders religieux, ces derniers peuvent être très efficaces pour maintenir la paix. De même, dans les cultures où les anciens jouissent encore du respect et d'une autorité morale, ils peuvent également être influents pour maintenir la paix. À Philadelphie en 1970, des Quakers servirent de volontaires civils pour une conférence des Black Panthers, une organisation défendant l'autodéfense militante des minorités communautaires contre le gouvernement américain. Blancs pour la plupart, ces membres de la communauté de Philadelphie purent être efficaces et crédibles du fait de leur autorité morale en tant que représentants d'une communauté religieuse.⁹⁸

Animaux, textes ou objets symboliques : On peut imaginer le pouvoir que des animaux sacrés, comme les vaches dans certaines cultures, ou des textes religieux comme le Coran, pourraient jouer pour empêcher la violence dans une région spécifique ou pour protéger les personnes marchant à côté d'un objet sacré, comme une croix ou un drapeau, ou le portant.

Autochtones : Si de nombreux Occidentaux estiment que les étrangers sont plus crédibles que les autochtones pour maintenir la paix, la crédibilité est définie par le contexte culturel, social et politique. Définir qui est un « autochtone » et qui est « étranger » est subjectif et vague. En dépit de la popularité croissante de la politique communautaire aux États-Unis, qui encourage les communautés à employer des policiers issus de leur communauté, les Occidentaux se montrent souvent sceptiques à l'égard d'une intervention autochtone ou d'un tiers-parti partisan. D'autres cultures semblent être plus ouvertes à cette idée.

En Amérique centrale, Wehr et Lederach, qui étudient des conflits, ont observé que des « autochtones partiels », c'est-à-dire des intervenants de l'intérieur de la zone de conflit, jouissant de légitimité et de confiance et ayant des relations avec les groupes en conflit, étaient préférés aux « étrangers impartiaux », intervenants de l'extérieur de la zone de conflit, qui ne sont pas connus et n'ont aucune relation avec les groupes.⁹⁹ Les autochtones construisent leur crédibilité du fait de leur connexion avec les groupes plutôt que par la distance les séparant. Ils tissent des liens d'un parti à un autre, plutôt que d'essayer d'en tisser à partir du milieu. En Somalie, des groupes tels que les anciens, les groupes de femmes et les organisations religieuses se trouvant mêlés au conflit, se sont avérés être efficaces pour construire la paix.¹⁰⁰

98 Tatum, Lyle. "Friendly Presence: A Quaker Peacekeeping Project." Philadelphia: Friends Peace Committee, 1970

99 Wehr, Paul, and Lederach, John Paul. "Mediating Conflict in Central America." *Journal of Peace Research*, Vol 28(1), 1991

100 Lederach, John Paul. *Mennonite Central Committee Efforts in Somalia/Somaliland: A Brief Overview*. Akron, Pennsylvania: Mennonite Central Committee, November, 1993

Un grand nombre des exemples historiques d'interventions civiles ont été menées par des personnes mêlées de l'intérieur au conflit de manière plus spontanée que planifiée. Les volontaires pour la paix Shanti Sena consistaient en « autochtones », à la fois Hindous et Musulmans, jouissant d'une autorité locale, ce qui leur permettait d'être efficaces pour maintenir la paix pendant les émeutes locales. Pour les Shanti Sena, un engagement à long terme, des principes moraux clairs, ainsi que l'expérience et la sagesse que l'âge implique, apportaient la crédibilité nécessaire pour s'interposer dans des situations de conflit.¹⁰¹ Au lieu de faire pression pour la création d'un Shanti Sena international, qui aurait dirigé des projets de maintien de la paix civil de partout dans le monde, certains de ses dirigeants indiens favorisèrent l'idée de la création dans d'autres pays d'unités modèles de Shanti Sena composées « d'autochtones ».¹⁰² Certains affirment que l'idée d'équipes d'intervention civile ne pourra inspirer le respect que lorsque ces équipes seront représentées par des communautés locales étant touchées par le conflit.¹⁰³ Ainsi, en Amérique Centrale, des civils mexicains aidèrent à accompagner au Honduras des réfugiés guatémaltèques de retour de camps de réfugiés. Ces Centraméricains furent des intervenants efficaces, peut-être du fait de leur histoire commune et de leur capacité à accorder leur soutien d'un mouvement à un autre.¹⁰⁴

Les autochtones sont également utilisés par les Nations-Unies qui recrutent souvent leurs volontaires dans des régions adjacentes au conflit. Les nouveaux volontaires arrivent parfois de camps de réfugiés et d'autres lieux où d'anciens volontaires ont travaillé. Tout en continuant à fournir une présence internationale du fait de leur appartenance à une organisation internationalement parrainée, ils sont plus à même de comprendre les dynamiques culturelles et sociales des situations dans lesquelles ils travaillent. En effet, ils ont eux-mêmes l'expérience de situations semblables auxquelles ils ont souvent dû faire face.¹⁰⁵

Durant l'opération de maintien de la paix au Congo dans les années 1960, les soldats de la paix furent spécifiquement recrutés dans les pays voisins : Ghana, Libéria, Mali et Nigéria. L'inclusion de ces troupes était destinée à donner une crédibilité supérieure à la force de maintien de la paix, de manière à répondre au désir d'éviter l'apparence d'une force de maintien de la paix uniquement constituée d'hommes blancs issus des pouvoirs coloniaux.¹⁰⁶

Dans cette situation, les pays voisins étaient perçus comme moins partiaux et plus crédibles que des pays étrangers distants qui auraient pu avoir un intérêt direct dans le violent conflit.¹⁰⁷

101 Interview avec Hagan Berndt, formateur en non-violence

102 Ram, 1962, p. 499 in Weber, p. 55

103 Muste Papers. Box 41, Folder 3 in Weber, p. 53

104 Interview avec Kurt Wands, directeur du National Coordinating Office on the Refugees and Displaced

105 Interview avec Frank O'Donnell, ancien directeur du personnel des Nations-Unies

106 Diehl, p. 65

107 Diehl, p. 105

Étrangers, peau blanche, et/ou passeports occidentaux : Dans d'autres endroits, les étrangers peuvent être plus efficaces pour maintenir la paix. En Amérique Centrale, par exemple, les citoyens des États-Unis ont parfaitement réussi à empêcher la violence dans les régions où ils étaient présents. Si les volontaires eux-mêmes ou les personnes qu'ils accompagnaient étaient visées, le gouvernement américain, du fait de son soutien massif à différents groupes en combat coupables d'agressions contre des civils dans la région, pouvait être tenu responsable des violations des droits de l'homme contre des civils désarmés ayant été documentées.

Aujourd'hui, les étrangers sont souvent considérés comme plus efficaces pour maintenir la paix que les autochtones du fait du pouvoir que leur confèrent leur passeport occidental, leur peau blanche, et/ou leur capacité à être impartial. Certains prétendent que la structure raciste qui place les Caucasiens au-dessus de tous les autres peut apporter la sécurité aux autres. Les volontaires pour la paix disposant de passeports occidentaux et/ou ayant la peau blanche ne seraient ainsi pas attaqués, parce que leurs vies sont considérées comme ayant plus de valeur pour les groupes armés locaux, inquiets du pouvoir des pays occidentaux sur les protagonistes du conflit violent.¹⁰⁸

Dans des situations où le propre pays d'un volontaire pour la paix est directement impliqué dans une guerre dans un autre pays, il peut être bien plus efficace pour les citoyens de ce pays d'assumer un rôle de maintien de la paix. Par exemple, le personnel de Témoins pour la Paix au Nicaragua durant les années 1980 provenait essentiellement des États-Unis. Il se peut que les Contras aient évité d'attaquer des villes nicaraguayennes dans lesquelles des Américains étaient présents, du fait des effets immédiats que la mort de civils américains aurait pu avoir sur le financement de leur mouvement par le gouvernement américain.

Dans d'autres conflits violents, l'expérience montre que les passeports occidentaux procurent une sécurité supplémentaire pour les membres des équipes de paix et leur permet d'accéder à des fonctionnaires gouvernementaux qui ne sont en général pas disponibles pour les autochtones. Les volontaires pour la paix internationaux peuvent se servir de leurs privilèges et de leur pouvoir pour maintenir des contacts avec des fonctionnaires gouvernementaux à propos de leurs activités pour accroître la prise de conscience de leur présence.

Ainsi un membre des PBI affirme : « Nous essayons de jeter notre filet protecteur de façon aussi large que possible, ce qui inclut l'utilisation de nos contacts diplomatiques. Nous informons et, quand cela est nécessaire, nous impliquons d'autres personnes dans les cas des [droits de l'homme] sur lesquels nous travaillons. »¹⁰⁹ Un activiste pour les droits de l'homme sri-lankais qui était accompagné par un membre des PBI indiqua que : « Il n'y a pas de justice légale au Sri Lanka, mais le gouvernement et la police respectent les étrangers, en particulier ceux qui ont la peau blanche. Ce n'est pas une bonne chose ; il s'agit d'une attitude impérialiste, mais cela est vrai ici. »¹¹⁰

108 Interview avec Kurt Wands, directeur du National Coordinating Office on the Refugees and Displaced

109 Coy, Patrick. 1994. p. 12

110 Coy, 1994. pp. 15-16

Dans les années 1980, deux membres des PBI furent incarcérés par les autorités salvadoriennes à cause de leurs activités. Les deux femmes, une Canadienne et une Colombienne, furent traitées de manière différente. La Canadienne fut immédiatement relâchée, tandis que la Colombienne demeura en détention. Le réseau d'alerte des PBI fut utilisé pour les deux, et des centaines de télex et de faxes furent envoyés à l'ambassade des États-Unis et aux militaires salvadoriens pour exiger leur libération, mais le système s'avéra beaucoup plus efficace pour la Canadienne, très probablement parce qu'elle venait d'un pays puissant et avait la peau blanche, ce qui n'était pas le cas de la Colombienne. Cette dernière fut toutefois relâchée du fait de sa relation avec la volontaire canadienne et du pouvoir des PBI, une organisation internationale faisant activement pression pour sa libération.¹¹¹

D'autres prétendent que le racisme ne peut jamais être « efficace ». Si quelqu'un utilise une structure raciste comme objet de protection, certains affirment que cela revient en réalité à jouer avec un état d'esprit colonialiste.¹¹² Si le fait d'admettre qu'ils se servent d'un système raciste et de l'étiqueter ainsi peut mettre certaines personnes mal à l'aise, d'autres plaident qu'il n'est pas de notre responsabilité de changer le système en vigueur dans d'autres pays. Liam Mahony suggère que nous pouvons faire face au racisme chez nous en confrontant les institutions économiques et les politiques gouvernementales qui perpétuent le racisme à l'étranger. Toutefois, dans une autre région et une autre culture, le système peut être utilisé pour faire place à d'autres personnes en les protégeant, étant donné qu'elles font face au même système raciste.¹¹³ Le dilemme des volontaires pour la paix est de déterminer si l'utilisation d'attitudes racistes, qui peut protéger leurs vies, peut également servir indirectement à maintenir des attitudes racistes et une dépendance par rapport aux étrangers.

En dépit des avantages que représente le fait d'être un volontaire civil occidental et blanc dans certains contextes, ces mêmes identités peuvent en fait mettre en danger et empêcher les volontaires civils d'être efficaces pour prévenir la violence. Certains groupes armés sont simplement écartés de toute relation avec l'Ouest qui pourrait les faire hésiter à agresser des personnes à peau blanche ou des Occidentaux. Dans certains contextes, en particulier étant donné l'actuelle guerre au terrorisme et son impact de partout dans le monde, des Occidentaux, et des Américains en particulier, peuvent être visés par un groupe armé. Dans ces situations, l'identité des volontaires civils doit exiger prudence et créativité.

Selon Dan Dayle, ancien accompagnateur durant l'offensive du FMLN au Salvador en 1989, les accompagnateurs américains étaient visés par l'armée salvadorienne. Les volontaires accompagnateurs durent eux-mêmes se cacher, furent accompagnés par des Salvadoriens, ou quittèrent le pays jusqu'à ce que l'état

111 Interview avec Michael Beer, membre du personnel de Nonviolence International

112 Shivers, Lynn. "Controversies in Nonviolent Action Theory." Deptford, New Jersey, 1988

113 Interview avec Liam Mahony, formateur PBI et chercheur

d'urgence soit levé.¹¹⁴ À Haïti, les militaires ne tinrent pas compte de l'indignation de la communauté internationale et se rendirent ouvertement coupables d'agressions en présence d'observateurs des Nations-Unies. De la même manière, les forces serbes ont ignoré ou même visé les forces des Nations-Unies et les missions humanitaires quand ils perdirent tout intérêt à apaiser la communauté internationale. En Israël/Palestine, Rachel Corrie, activiste américaine qui appartenait au Mouvement de Solidarité Internationale, fut tuée par un bulldozer israélien alors qu'elle se tenait devant une maison palestinienne en passe d'être démolie.

Équipes diverses, mixtes : Dans une situation où un ou plusieurs groupes sont insensibles à la présence de volontaires pour la paix internationaux, des équipes diverses et mixtes d'autochtones jouissant d'autorité et d'étrangers de nationalités, de religion, de sexe, d'âge, de classe, de race et d'autres identités peuvent être efficaces. La diversité d'une équipe est perçue par de nombreuses personnes comme plus importante qu'une idée politiquement correcte : on estime que cela contribue vraiment à améliorer une équipe. Par exemple, la diversité d'âge fut mentionnée plusieurs membres des PBI comme un atout précieux pour une équipe. Maturité, expérience et engagement sont des ressources importantes, que l'on trouve souvent chez des personnes plus âgées.¹¹⁵ D'un autre côté, les¹¹⁶ jeunes personnes ont l'énergie et la résistance leur permettant d'endurer des situations difficiles et de se sortir d'activités qui sont dangereuses pour des personnes plus âgées.

La diversité des sexes a également été signalée. Dans certaines régions, les membres féminins des équipes encourent moins de risques que leurs collègues masculins. Dans certains endroits, il est plus probable que les femmes désarmées, en particulier les plus âgées, soient protégées qu'agressées par les groupes en conflit.¹¹⁷ Toutefois, ces dernières années, la tendance est allée vers une augmentation de la violence contre les femmes en périodes de guerre.

Tim Wallis affirme que les équipes d'intervention civile devraient avoir la diversité ethnique comme preuve vivante que le monde entier, et pas uniquement l'Ouest, est concerné par le conflit violent.¹¹⁸ Narayan Desai, de l'Institut pour la Révolution Totale, en Inde, argumente en faveur de l'inclusion de « personnes du sud » dans les équipes civiles au nom du respect des peuples dont les régions sont en violent conflit [en assumant que ces conflits aient lieu dans l'hémisphère sud].¹¹⁹

Rey Lopez, d'origine philippine et volontaire des Équipes Chrétiennes pour la Paix, s'aperçut qu'il était plus à même de comprendre, d'établir des rapports et de conseiller des organisateurs haïtiens que ses collègues nord-américains. Il pense

114 Interview avec Dan Dayle, membre d'une équipe d'accompagnement au Salvador.

115 Interview avec George Willoughby, l'un des membres fondateurs des PBI

116 Interview avec Yeshua Moser-Phounsuan, membre du personnel de Nonviolence International

117 Interview avec Christine Schweitzer, ancien coordinateur de Balkan Peace Team

118 Interview avec Tim Wallis, ancien directeur du PBI

119 Transcription d'une interview avec Narayan Desai obtenue de Hagan Berndt, formateur en non-violence

qu'on lui faisait davantage confiance parce qu'il venait lui aussi d'un pays du Tiers-Monde et participait au changement social non-violent dans son propre pays.¹²⁰ De même, un membre japonais des PBI travaillant au Sri Lanka s'aperçut qu'il communiquait très bien avec les Sri-lankais, en dépit du fait qu'il était incapable de parler leur langue.¹²¹

Des identités particulières peuvent ou ne peuvent pas être adaptées à un conflit particulièrement violent. Des membres des PBI au Sri Lanka ont suggéré qu'il ne serait pas efficace d'avoir des Indiens dans leurs équipes, du fait de la relation coloniale entre l'Inde et le Sri Lanka. Dans leur rapport final, les équipes de préparation PBI au Tchad signalèrent qu'il devrait y avoir au moins un membre musulman dans une équipe de paix des PBI au Tchad. Même si les autres membres de l'équipe ne se définissent pas eux-mêmes comme chrétiens, un musulman est nécessaire dans l'équipe, du fait de la relation entre Islam, politique et Christianisme au Tchad. En outre, ils dirent qu'utiliser du personnel français ne serait probablement pas acceptable du fait de la relation coloniale entre la France et le Tchad.¹²²

Dans le projet Sjema Mira, le coordinateur Scott Schaefer-Duffy note que les membres de l'équipe Vets for Peace, une association américaine de vétérans, ouvrit l'équipe sur une perspective importante : celle des soldats. Ces volontaires étaient capables d'établir des rapports avec des soldats pris dans la guerre en Bosnie.¹²³

Le contexte spécifique de chaque violent conflit a besoin d'être analysé pour déterminer la composition de l'équipe. De même, la diversité d'identités, quelle qu'elle soit, peut être un atout ou un inconvénient dans certaines situations. Pourtant, si les équipes d'intervention civile sont mixtes et incluent des membres non-blancs, les plus grands besoins des membres qui ne sont pas blancs et leurs inquiétudes demanderaient une attention particulière. Les réseaux d'urgence sont particulièrement importants pour des équipes pluralistes dont les membres ont une apparence physique qui ne reflète pas toujours le pouvoir de leur pays ou de leur organisation mécène. Des identités de groupe ou d'organisation peuvent conférer pouvoir et prestige, ce qu'une identité individuelle n'est pas à même de faire.

Ce chapitre a présenté un grand nombre de facteurs qui augmentent le pouvoir des volontaires civils pour la paix, leur permettant ainsi de remplir leur mission de réduction de la violence. Le chapitre suivant continue l'examen de la manière de travailler des équipes d'intervention civile en soulignant particulièrement l'interaction entre le maintien de la paix civil et l'activisme pour les droits de

120 Interview avec Rey Lopez, membre des Équipes Chrétiennes pour la Paix

121 Interview avec Liam Mahony, formateur PBI et chercheur

122 Buser, Lotti, Berndt, Hagan, Furger, Beat, Menozzi, et Marie Catherine. "Report of the Exploratory Team in Chad: October 5-20, 1993." December, 1993

123 Interview avec Scott Schaefer-Duffy

l'homme. Ce lien unique entre différentes approches pour (r)établir la paix a des répercussions sur la capacité de l'intervention civile à mener de façon plus efficace un changement social et structurel plus large pour soutenir les droits de l'homme et la démocratie. Pourtant, cela influe également sur la perception d'impartialité ou de « non partisanisme » des volontaires pour la paix, et joue sur la façon dont est perçue l'identité des volontaires civils.

5. Impact de l'intervention civile et relations avec l'activisme pour les droits de l'homme

Les activistes pour les droits de l'homme constituent un élément essentiel des processus d'établissement de la paix. Leur travail consiste à défier les États et les structures internationales qui violent ou ne s'occupent pas de protéger les droits de l'homme. Ils se servent de canaux légaux aussi bien que des communautés et organisent des manifestations, des pétitions, des sit-in et une grande variété d'autres tactiques pour sensibiliser le grand public sur les droits de l'homme et accroître le pouvoir des groupes qui proposent des structures démocratiques alternatives embrassant et protégeant les droits de l'homme de façon beaucoup plus complète.

Les groupes rebelles armés expriment souvent une vision similaire. Toutefois, ils se servent de méthodes violentes pour obtenir un changement social. Les gouvernements considèrent souvent de la même manière les activistes pour les droits de l'homme et les mouvements rebelles, étant donné que les uns comme les autres remettent en question et défient les structures en vigueur et la puissante élite de leur société, qui est engagée dans le maintien du statu quo dont elle bénéficie. Considérant que le statu quo ne vaut pas la peine d'être préservé ou qu'il est plus « diabolique » que le résultat direct de la violence commise par les mouvements rebelles, des activistes pour les droits de l'homme se montrent parfois bienveillants à l'égard de ceux qui prennent les armes pour transformer des structures violentes et injustes. Dans d'autres contextes, comme en Colombie, les mouvements rebelles sont de graves violateurs des droits de l'homme et se trouvent donc opposés à la fois au gouvernement et aux organisations non gouvernementales pour les droits de l'homme. Dans un conflit, quoi qu'il en soit, les organisations pour les droits de l'homme sont souvent la cible de l'un ou de plusieurs groupes armés

Les volontaires pour la paix réagissent à la vulnérabilité des organisations pour les droits de l'homme de différentes manières. Certains se joignent aux activistes pour les droits de l'homme dans les manifestations, et participent pleinement à la lutte non-violente à travers l'activisme politique. D'autres fuient toute activité politique directe et essaient plutôt d'accompagner les leaders pour les droits de l'homme qui sont en danger, afin de leur permettre de travailler pour le changement.

Mélanger maintien de la paix et activisme pour faire face à la violence structurelle

Le maintien de la paix fait habituellement référence à des tentatives de réduction du degré de violence physique et non à la violence structurelle sous-jacente de politiques et d'institutions discriminatoires – souvent appelées violence structurelle – qui a comme résultat la mort, l'incapacité ou l'invalidité pour les personnes à qui l'on a refusé l'accès à la nourriture, à la santé, à l'éducation ou au logement. La violence structurelle conduit parfois des groupes discriminés dans une société à prendre les armes et à se lancer dans un conflit violent pour essayer d'obtenir la justice sociale. En

empêchant les groupes armés d'avoir recours à la violence pour changer la situation sociale, les tentatives cherchant à arrêter la violence peuvent être perçues comme une coopération involontaire avec ceux qui sont plus intéressés par le maintien du statu quo. Certains groupes d'intervention civile associent leur travail de réduction de la violence avec des stratégies activistes visant d'une part à augmenter la connaissance sur la destructivité des structures qui donnent naissance à de violents conflits, et d'autre part à accroître le pouvoir de négociation de l'un ou de plusieurs groupes, afin qu'ils puissent atteindre une solution équitable.

Les Équipes Chrétiennes pour la Paix considèrent que l'activisme représente une partie essentielle des projets de maintien de la paix civile. En Israël/Palestine, considérant que la majeure partie de la violence est commise par les forces israéliennes contre des civils palestiniens, le personnel des CPT passe la plupart de son temps avec des Palestiniens. En outre, les CPT, ainsi que d'autres organisations pour la paix en Israël/Palestine, telles que le Mouvement Solidaire International (ISM) et le Programme d'Accompagnement Cécuménique en Palestine et Israël (EAPPI), critiquent ouvertement l'occupation de la Palestine par Israël comme une forme de violence structurelle.¹²⁴ Ils travaillent activement avec des Palestiniens et des Israéliens qui cherchent à changer la structure de la relation entre Israël et la Palestine. Plusieurs membres des CPT ont été arrêtés pour le déblocage de routes bloquées par les forces israéliennes. Les participants à la Marche pour un Futur Pacifique en Israël/Palestine firent acte de désobéissance civile en se plaçant dans une région contrôlée par l'armée israélienne où ils savaient qu'ils seraient arrêtés. En ex-Yougoslavie, plusieurs des équipes d'intervention civile manifestèrent également pour la paix dans la région.¹²⁵

D'autres groupes d'intervention civile refusent catégoriquement de participer eux-mêmes à des manifestations d'activisme pour les droits de l'homme et évitent d'exprimer des critiques sur les structures politiques. Toutefois, ils peuvent toujours accompagner et procurer une présence protectrice à des activistes autochtones pour leur permettre de faire leur travail.

Procurer un espace sécurisé à l'activisme local

Des groupes tels que les Brigade de Paix Internationales décrivent leur travail de maintien de la paix comme « la création d'un espace » pour des alternatives non-violentes afin de traiter la violence structurelle. Les volontaires pour la paix peuvent être un catalyseur pour le changement social. Ils peuvent donner la possibilité à des groupes locaux de commencer ou de poursuivre leur travail de changement social non-violent, en traitant la violence structurelle et en augmentant la poursuite démocratique de l'établissement des droits de l'homme. Liam Mahony, expert des PBI, affirme qu'une présence internationale encourage l'activisme pour les droits de l'homme d'une société civile en étant une « source d'espoir » pour des activistes

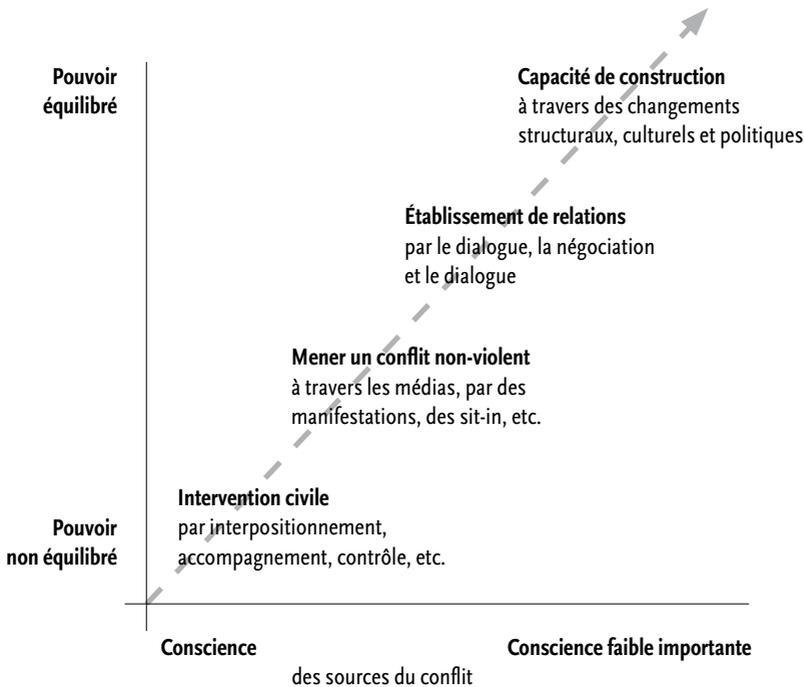
124 Åkerlund, Anna, Villanueva, Eduardo, and Berg, Kari. "A as in Accompaniment" in *New Routes*. No 2, 2002, Uppsala, Sweden: Life & Peace Institute

125 Interview avec Lisa Clark et Don Albino Bizotto

locaux et en leur assurant « qu'ils ne sont pas seuls, que leur travail est important et que leur souffrance ne passera pas inaperçue dans le monde ». ¹²⁶

D'autres experts des PBI affirment que : « la présence internationale va au-delà de la protection et a un impact pour encourager l'activisme local à surmonter le désespoir délibérément inculqué par une répression de bas niveau, bien implantée depuis longtemps. » ¹²⁷ Aucun activiste pour les droits de l'homme accompagné individuellement par un PBI n'a été tué durant les deux dernières décennies. ¹²⁸ Les volontaires pour la paix créent un espace pour un activisme non-violent et plaident pour équilibrer le pouvoir, augmenter la sensibilisation et faire mûrir le conflit, pour que le dialogue et un changement structurel deviennent possibles.

Figure 3 : **Diagramme: progression d'un conflit**



ADAPTED FROM CURLE BY SCHIRCH

126 Mahony, Liam. "Side by Side: Protecting and encouraging threatened activists with unarmed international accompaniment." *New Tactics in Human Rights*. Minneapolis, Minnesota: Center for Victims of Torture, 2004. p. 6

127 Peace Brigades International. "Evaluation of Field Projects in Colombia, Guatemala, Indonesia and Mexico." October 2004

128 Ibid., p. 7

Le diagramme ci-dessus, adapté d'un diagramme de Adam Curle, expert en consolidation de la paix, montre une progression des approches entreprises pour établir la paix et qui sont alignées par rapport à la progression d'un conflit. Dans les cas où un conflit est marqué par un déséquilibre du pouvoir et/ou une faible conscience et compréhension sur les sources du conflit de la part des personnes impliquées, activisme et promotion peuvent s'avérer nécessaire pour s'engager dans le conflit à l'aide de moyens non-violents.

Dans le Mouvement des Droits Civils aux États-Unis, par exemple, les leaders blancs refusèrent de négocier avec les Afro-Américains sur des questions de ségrégation et de droits de vote, jusqu'à ce que les Afro-Américains dramatisent la discrimination raciale à l'aide de stratégies activistes, telles que des marches de protestation, des sit-in dans les cantines, et ainsi de suite. Dans ce contexte, les volontaires pour la paix, dont un grand nombre étaient des leaders religieux blancs, accompagnèrent les activistes afro-américains dans leur lutte afin de créer un espace sécurisé pour leur travail de transformation sociale. Quand le pouvoir entre les communautés blanches et afro-américaines devint plus équilibré, et que la sensibilisation sur la situation des Afro-Américains devint plus importante, les leaders blancs des États-Unis se montrèrent plus favorables à un dialogue et à des négociations avec les leaders Afro-Américains, ce qui amena finalement des changements politiques qui mirent un terme aux lois de ségrégation et changèrent les règles d'enregistrement des électeurs.

Un grand nombre de personnes témoignent sur la manière dont les équipes d'intervention civile créent un espace pour l'activisme pour les droits de l'homme en assurant la sécurité personnelle des activistes. L'évêque luthérien Menardo Gomez, qui était accompagné par les PBI au Salvador, décrit l'effet que les PBI ont eu sur son travail.

« L'espoir peut seulement briller là où il y a solidarité. Il est plus facile de s'engager quand vous avez quelqu'un à vos côtés, qui vous protège... Je peux me jeter d'une falaise, si je sais que quelqu'un est là pour garantir que je ne serai pas détruit par la chute. [les PBI nous donnent] la force de nous jeter dans notre travail. »¹²⁹

Un groupe sri-lankais affirme que l'accompagnement des PBI « les a rendus plus tranquilles, a influencé les choix qu'ils ont pris sur la poursuite de leur travail et la façon de le faire, ainsi que renforcé leur résolution et la résolution de ceux avec qui ils travaillaient dans leurs centres ». ¹³⁰ Un membre du Sri Lankan Center for Consentization affirme :

Quand les PBI sont ici avec nous, nous avons moins peur et les personnes qui viennent au centre aussi ... Ici la violence a pénétré à l'intérieur des personnes ; elle n'est pas uniquement active à l'extérieur ... elle agit également à l'intérieur à travers la peur et tue l'esprit des gens. Mais nous voyons que

129 Moser-Puangsuwan/Weber 2000: 148

130 Coy, 1994, p. 17

nous ne sommes pas seuls dans notre lutte, et cela nous aide à surmonter cette peur ... Les gens voient que ce travail est important et que d'autres s'y intéressent également ...¹³¹

L'organisation Sri Lankan Interfaith Fellowship for Peace and Development exprime également sa reconnaissance aux PBI pour leur avoir permis de continuer leur travail :

Des membres des PBI ont rendu visite à la plupart de nos groupes. Nous avons dû les inviter pour la sécurité de nos leaders. Beaucoup de morts et de disparitions auraient pu être évitées s'ils avaient été là depuis longtemps ... au moins, maintenant beaucoup sont en sécurité et il est possible de poursuivre les activités de groupes engagés dans une action sociale.¹³²

Si la présence de membres de Témoins pour la Paix au Nicaragua a commencé dans le but d'augmenter la sécurité des communautés dans lesquelles ils vivaient, certains affirment que cela devint ensuite davantage une occasion de partage dans la douleur de la guerre. Les membres des WFP consacraient du temps avec les familles ayant fait l'expérience de la violence, simplement en les écoutant et en les réconfortant. Ils partageaient en outre les risques des Nicaraguayens en vivant avec eux dans les zones de guerre.¹³³

L'Équipe de Paix dans les Balkans fait preuve de solidarité avec plusieurs groupes en ex-Yougoslavie en soutenant et en encourageant les activistes croates pour la paix et les droits de l'homme à développer leurs propres stratégies.¹³⁴ Les projets des Équipes Chrétiennes pour la Paix et de Cri pour la Justice comprenaient l'un comme l'autre dans leurs objectifs « la démonstration de solidarité avec le peuple haïtien ».¹³⁵

À Washington, D.C., les Équipes Chrétiennes pour la Paix s'engagèrent dans un projet de Pacification Urbaine. Ce projet avait pour objectif de « procurer l'espace politique devant permettre aux fournisseurs de services sociaux de pouvoir travailler plus efficacement afin que des efforts plus importants puissent commencer sans être menacés par l'éventualité d'un violent conflit ». Arendt souligne que si les activités d'accompagnement remplissent cet objectif dans une communauté urbaine à Haïti, cela prend la forme d'une organisation communautaire. Les activités premières de cette équipe urbaine comportaient « des projets d'écoute ». Basé sur un projet pilote de même nature réalisé par une autre organisation, Rural Southern Voice for Peace, avec du personnel militaire venant de régions du sud des États-Unis, le projet mis en place à Washington, D.C., vise à donner la force à des voisins de l'équipe de parler sur des sujets les concernant.¹³⁶ La solidarité montrée envers la population locale a facilité la création de zones sans violence permettant à des résidents et à leurs

131 Coy, 1994, pp. 15-16

132 Peace Brigades International 1993 Annual Rapport and PBI pamphlet

133 Interview avec Douglas Schirch, ancien volontaire de longue durée des Témoins pour la Paix

134 Interview avec Howard Clark

135 Matériel publicitaire de ces organisations

136 Présentation intitulée « Not Looking the Other Way » et faite à plusieurs Églises Mennonites par Cole Arendt, membre des Équipes Chrétiennes pour la Paix

enfants de célébrer Halloween, et a également permis de fermer ce qui était considéré comme la maison du crack.¹³⁷

Certains « consommateurs » d'accompagnement civil ont signalé que, rétrospectivement, ils ne pensent pas que la présence des volontaires pour la paix et l'accompagnement qu'ils leur garantissent leur sauvèrent la vie, parce qu'ils réalisèrent plus tard qu'ils n'étaient pas autant en danger qu'ils l'avaient cru à l'origine. Toutefois, ils soulignèrent que la solidarité qu'ils ressentirent leur permit de continuer leur travail, indépendamment du fait qu'ils soient ou non vraiment en danger.¹³⁸

Mahony décrit comment les activistes pour les droits de l'homme tout comme les agresseurs armés raisonnent en termes d'acceptabilité ou de non acceptabilité des conséquences, selon leurs pronostics sur les répercussions de leurs actions.

Un dictateur n'aurait peut-être pas attaqué une certaine organisation s'il avait su que cela apporterait un soutien diplomatique plus important à cette organisation et augmenterait son profil international et sa crédibilité. Entre temps, les activistes commettent aussi des erreurs : une jeune ouvrière peut penser qu'il serait dangereux d'être un leader syndicaliste ne mâchant pas ses mots. Mais elle considère que les chances sont de son côté si elle est seulement un simple « homme de troupe ». Et puis elle meurt. À l'usine d'à côté, tout le monde a bien trop peur de seulement parler de syndicat. Pourtant, il n'y aura peut-être pas de répercussions du tout. Ils ne savent pas. Personne ne sait. Tout le monde apprend par expérience et erreurs, et les erreurs coûtent cher.¹³⁹

Les activistes estiment le degré d'acceptabilité des risques qu'ils se sentent capables de prendre. Mahony défend l'idée que l'accompagnement peut augmenter l'espace politique considéré comme sûr pour les activistes, leur permettant de voyager dans des endroits qui, par exemple, auraient été autrement perçus comme trop dangereux, ou de défendre une opinion sur une question liée aux droits de l'homme qu'ils n'auraient pas prise sans accompagnement. En même temps, l'accompagnement augmente les coûts estimés que représente pour des agresseurs le fait de s'en prendre à des activistes, et les incite à être plus prudents dans leur utilisation de la violence à leur rencontre. Mahony prétend que l'accompagnement limite le sens d'impunité perçu par les agresseurs, les rendant plus craintifs des répercussions par leurs supérieurs immédiats qui, bien que leur ayant peut-être ordonné de commettre l'agression, deviennent plus prudents de peur d'une augmentation des troubles locaux qui peuvent se produire après un acte d'agression à l'encontre de volontaires civils, ou sont davantage sujets à la pression de la communauté internationale, qui peut pousser à faire pression au niveau moral et économique sur des gouvernements qui font usage de tactiques terroristes contre des activistes désarmés.¹⁴⁰

137 "Nonviolent People Power Closes D.C. Crack House." *Signs of the Times*. February 1995. Pp. 1-2

138 Interview avec Liam Mahony, formateur PBI et chercheur

139 Mahony, 2004. p. 14

140 Mahony, 2004. p. 15

Le changement de perception sur l'estimation des coûts pour les activistes comme pour les agresseurs est significatif dans des sociétés où des groupes armés se servent de tactiques terroristes pour inspirer et répandre la peur de partout. Dans des lieux où l'état mène une campagne de terreur contre ses propres citoyens, les activistes pour les droits de l'homme sont largement réfrénés, étant donné que les coûts estimés sont importants.

Activisme et impartialité

L'impartialité est interprétée de différentes manières. Certains prétendent qu'impartialité implique de n'avoir de relation avec aucun groupe. On considère que les étrangers sont impartiaux parce qu'ils n'ont *aucune relation directe* avec les protagonistes et aucun intérêt dans le résultat du conflit. Il existe une présomption largement répandue que les autochtones ne peuvent pas être impartiaux. Impartialité pourrait également signifier le maintien *de relations équivalentes* avec tous les groupes. Les volontaires civils ont besoin de crédibilité de façon à obtenir un accès au conflit.

Diehl suggère que l'impartialité des soldats ou les volontaires de la paix envers tous les groupes, armés et non armés, ainsi que par rapport aux possibles résultats politiques est nécessaire pour deux raisons. Premièrement, il est probable que les forces ou groupes de maintien de la paix soient alors plus acceptables pour les groupes en conflit. Ensuite, ils seront plus efficaces pour maintenir la paix si leurs actions ne sont pas attribuées à un intérêt quelconque de leur nation d'origine.¹⁴¹ Autrement dit, l'impartialité est un moyen d'augmenter la crédibilité des soldats de la paix et des volontaires et leur possibilité de remplir leur mission. Si ces points peuvent être pertinents pour des interventions officielles ou étatiques, les interventions civiles non gouvernementales semblent être beaucoup plus souples pour définir la forme de leur impartialité.

Dans une étude sur les casques bleus menée dans les années 1970, John Galtung a observé que plus les soldats de la paix demeurent dans une situation, plus ils ont tendance à devenir partiaux. « Plus on s'approche d'une scène de conflit, et plus il est difficile de maintenir une 'attitude neutre'. »¹⁴² Les volontaires civils connaissent les mêmes difficultés. Si un ou plusieurs groupes rejettent leur proposition d'intervention, ou s'ils commencent à éprouver de la sympathie pour un parti plutôt que pour un autre, les volontaires pour la paix se retrouvent dans la position étrange d'être aux côtés de l'un des protagonistes d'un conflit violent, en même temps qu'ils essaient de conserver une position intermédiaire entre les groupes.

L'impartialité est considérée comme une exigence par de nombreux groupes d'intervention civile. Lisa Clark, organisatrice d'un groupe de maintien de la paix civil italien indique que « si vous êtes d'un côté du conflit, vous y contribuez ; vous

141 Diehl, p. 64

142 Galtung John, with Helme Hveem. "Participants in Peacekeeping Forces" in *War, Peace and Defense: Essays in Peace Research Vol. II*. Ed. Christian Ejlens. Copenhagen: International Peace Research Institute, 1976. p. 272

devez joindre tous les côtés et créer quelque chose de nouveau ». ¹⁴³ Des groupes tels que l'Équipe de Paix pour les Balkans étaient catégoriques sur le fait de ne pas « planifier, participer activement à des actions directes ou les exécuter ». Leur mission consiste à observer, en tant qu'observateurs neutres, des actions préparées par des organisations locales. Cette mission découle de leur opinion que les étrangers ne devraient pas intervenir en politique intérieure, de manière à respecter l'autonomie des autochtones à trouver leur propre façon de résoudre leurs problèmes. ¹⁴⁴ Certains groupes, tels que les PBI, défendent l'idée que le besoin d'apparaître impartial exclut la possibilité de faire usage d'action directe non-violente pour défendre un résultat particulier favorable à la partie opprimée du conflit.

Les Témoins pour la Paix luttent avec la nature de leur impartialité. L'objectif initial d'interpositionnement entre les groupes en conflit le long de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras changea quand le conflit prit la forme d'un conflit de faible intensité lancé dans la campagne nicaraguayenne. Comme les PBI, les WFP prirent le parti du plus faible : les civils nicaraguayens qui étaient la cible des contras soutenus par les États-Unis. En étant présents à leurs côtés dans leurs villes et leurs coopératives agricoles, les membres des WFP perdirent un peu de leur impartialité. Quoiqu'il en soit, ils maintinrent quelque impartialité en étant des civils étrangers sans armes conservant une distance politique par rapport au gouvernement sandiniste au pouvoir.

Si, dans un conflit, les groupes ont des niveaux et des types de pouvoir radicalement différents, ou si des actes injustes ne sont commis que par un côté, certains pensent qu'il est plus approprié pour les volontaires pour la paix de concentrer leurs efforts sur les individus et les groupes qui sont démunis de pouvoir. En outre, les lois internationales sur les droits de l'homme devraient être appliquées de façon impartiale. Mais en pratique, dans un conflit, il s'agit le plus souvent d'un groupe faisant subir à un autre des violations des droits de l'homme. Il peut sembler à des étrangers que les groupes d'intervention civile concentrent leurs efforts sur la protection d'un groupe en conflit, tels les Palestiniens ou les indigènes au Guatemala. Étant donné que les volontaires de la paix sont partiaux par rapport aux principes de la loi internationale, il peut être difficile pour eux d'apparaître impartiaux pour tous les groupes.

Au Guatemala par exemple, une série d'organisations différentes ont financé des projets pour accompagner et défendre les droits des réfugiés qui avaient souffert de la politique de la « terre brûlée » de leur gouvernement dans les années 1980 et qui rentraient de camps au Mexique dans leurs communautés. Si les fonctionnaires gouvernementaux furent également les cibles de la violence politique, ils n'étaient pas accompagnés par des volontaires, très certainement du fait des importantes structures militaires qui les protégeaient déjà.

Certains prétendent qu'une action non-violente met tous les groupes engagés dans une situation de violence au défi de s'en tenir à l'impartialité du principe chrétien consistant à « aimer ses ennemis ».

143 Interview avec Lisa Clark, membre de Blessed are the Peacemakers

144 Déclaration des objectifs et des principes de l'Équipe de Paix pour les Balkans, février 1994

D'autres groupes, tels que les Équipes Chrétiennes pour la Paix et Témoins pour la Paix perçoivent le besoin de prendre parti pour les groupes opprimés. S'ils défendent l'idée qu'une action non-violente met tous les groupes engagés dans une situation de violence au défi de s'en tenir à l'impartialité du principe chrétien « d'aimer ses ennemis », ils considèrent en même temps que faire allégeance aux principes de la non-violence les empêche de s'allier avec tout participant armé du conflit ou de le soutenir.¹⁴⁵ Les CPT expriment une prise de position non partisane en Israël/Palestine tout en vivant et en travaillant de façon solidaire avec ceux qu'ils considèrent comme des victimes – les Palestiniens vivant sous l'occupation israélienne et ceux harassés par les colons israéliens et les forces militaires israéliennes. Ils affirment qu'étant donné qu'ils défendraient toute personne menacée de cette manière, ce travail n'est pas partisan. En outre, les CPT prenaient le bus 18 à Jérusalem comme accompagnement protecteur des citoyens israéliens et autres utilisant cette cible fréquente des kamikazes. En outre, tout comme le Mouvement de Solidarité Internationale et l'EAPPI, ils travaillent étroitement avec le mouvement pour la paix israélien et soutiennent leurs activités.

Si de nombreux groupes d'intervention civile se disent partiaux par rapport à la valeur de la paix et non par rapport à un côté du conflit, leurs actions pour arrêter les auteurs de violence à travers des actions stratégiques d'activistes, telles que des protestations, des pétitions, ou l'attention des médias, peuvent mettre en danger la légitimité d'un groupe affirmant son impartialité. Certains Israéliens, ainsi que d'autres critiquent le manque d'égalité de ces groupes d'intervention civile par rapport aux besoins d'Israël en matière de sécurité.¹⁴⁶

Parfois, la crédibilité est construite à travers des relations à long terme avec de nombreux groupes dans la région en conflit. Les projets d'intervention civile sans relations bien développées ont connu de grands problèmes. Le projet We Share One Peace/Mir Sada espérait pouvoir placer des camps de la paix entre les protagonistes dans chacune des trois régions ethniques de Bosnie. Toutefois, le projet ne sortit jamais du territoire contrôlé par les Croates et ne réussit pas à présenter une position critique par rapport à ces derniers. S'il y eut des rumeurs disant que les troupes bosniaques avaient renoncé à attaquer la ville croate dans laquelle les volontaires se trouvaient, certains membres du groupe furent choqués que rien ne soit fait pour les Musulmans, qui étaient quotidiennement bombardés d'un endroit situé à trois kilomètres du camp de base du projet. Christine Schweitzer, qui participa au projet, affirme que « ce 'demi-interpositionnement' se rapproche du fait de prendre parti ». ¹⁴⁷

L'Équipe de Paix dans le Golfe, qui essaya de s'interpositionner entre l'Irak, le Koweït et l'Arabie Saoudite en plaçant des camps de paix le long de chacune de

145 Rétablir un équilibre

146 Gopin, Marc. *Between Eden and Armageddon: The Future of World Religion, Violence, and Peacemaking*. New York: Oxford University Press, 2000. p. 159

147 Schweitzer, Christine. "We Divide One Peace" in *Peace News*. September 1993. p. 8

leurs frontières, obtint seulement la permission de l'Irak pour le placement d'un camp de la paix. Certains membres de l'équipe se demandèrent jusqu'à quel point ils n'étaient pas en réalité en train de servir les intérêts de l'Irak plutôt que les intérêts de la paix, étant donné qu'ils ne faisaient en apparence qu'empêcher des violences contre les Irakiens.¹⁴⁸

Impartialité peut également simplement signifier le fait de ne pas défendre ou de ne pas soutenir activement un *résultat*. La plupart des volontaires civils ont en tête une issue favorable au conflit et cherchent activement à apporter la paix, la justice, la démocratie et d'autres valeurs. La plupart des individus et des groupes que les Brigades de la Paix Internationales accompagnent, par exemple, sont impliqués activement dans le soutien des droits de l'homme et la justice sociale. En Colombie, les PBI ont de solides relations avec des personnes issues de la société civile cherchant une troisième voie pour sortir de la violence entre les rebelles et les milices paramilitaires soutenues par le gouvernement. Toutefois, étant donné que les organisations pour la défense des droits de l'homme que les PBI accompagnent travaillent pour changer la politique du gouvernement, le gouvernement colombien accusa les PBI d'adopter une position partielle.

Si les PBI défendent résolument leur position non partisane, ils restent ouverts dans leur soutien pour permettre au peuple et aux groupes non-violents pour les droits de l'homme de mener à bien leur travail. George Willoughby, supporter de longue date des PBI, affirme que des groupes tels que les PBI devraient être « non partisans de groupes politiques, mais partisans de la justice, de la non-violence, et de la liberté de tous les peuples ». Faisant référence au besoin des PBI pour l'impartialité, Tim Wallis, ancien directeur, signale que « vous devez travailler dans le cadre des limites imparties, ou vous serez mis dehors... Vous pouvez faire davantage pour le peuple en étant discret sur votre travail ».¹⁴⁹ Si les bureaux et les membres des équipes PBI ont été attaqués pour leurs actions, les gouvernements leur ont permis de continuer, précisément parce qu'ils sont neutres.

De la même manière, en Israël/Palestine, des groupes tels que l'ISM, l'EAPPI et les CPT sont activement impliqués avec des groupes palestiniens et israéliens travaillant pour mettre un terme à l'occupation et à la violence causée par l'armée israélienne et les Palestiniens en armes. Si ces groupes d'intervention civile affirment leur impartialité à tous les groupes en contexte, ils conservent une position très partielle contre l'occupation israélienne.

Dans ce sens, les volontaires civils sont impartiaux envers les groupes en conflit (ils protègent les droits de l'homme de chaque individu), mais pas le résultat (ils soutiennent une issue amenant justice sociale et droits de l'homme à chacun). Cette compréhension de l'impartialité diffère de celles d'autres volontaires pour la paix, en particulier de ceux actifs dans le monde de l'humanitaire et du développement. Un grand nombre de ces groupes, soutiennent généralement l'idée des droits de

148 Interview avec Kathy Kelly, membre de plusieurs équipes de paix

149 Interview avec Tim Wallis, ancien directeur des PBI

l'homme et de la justice sociale, mais ont tendance à être moins politiques et à travailler beaucoup plus dur pour démontrer qu'ils entretiennent des relations égales avec tous les groupes en conflit.

Il n'y a pas de consensus parmi les organisations en ce qui concerne le fait de s'engager ou non dans l'activisme pour les droits de l'homme, ou sur la manière d'équilibrer la tâche de créer un espace pour les groupes d'activistes, tout en maintenant l'impartialité. Le niveau ou le type d'impartialité des groupes d'intervention civile peut varier selon le contexte. Le chapitre suivant examine les motivations des volontaires civils pour intervenir dans des conflits.

6. Quand il faut utiliser l'intervention civile

Qu'est-ce qui provoque le cri suivant : « Il faut faire quelque chose ! » ? Beaucoup de conflits sont destructifs. Pourquoi des intervenants choisissent-ils d'intervenir dans certains conflits et pas dans d'autres ? Comment des groupes devraient-ils évaluer s'ils doivent ou non intervenir dans un conflit avec un projet d'intervention civile ? Ce chapitre examine les complexités qu'il y a à penser, à travers les invitations de groupes, à intervenir dans un conflit, la responsabilité de protéger des civils avec des volontaires pour la paix dans des contextes de violence, dans quelle mesure un conflit est-il « mûr » ou prêt pour un projet d'intervention civile, et s'il existe des ressources suffisantes et une motivation individuelle.

Répondre à des invitations

La plupart, si ce n'est toutes les organisations de maintien civil de la paix, reconnaissent avoir besoin d'un certain type d'invitation ou de contact avec *au moins* un groupe de la région en conflit violent. Cela pourrait prendre la forme de l'appel commun de deux groupes sur le point de se combattre, ou de l'appel d'un groupe assiégé, d'une minorité opprimée ou d'un groupe sécessionniste.¹⁵⁰ Certains groupes d'intervention civile ont demandé une invitation des groupes. Un nombre de questions persistent à se rattacher à la nécessité d'avoir une invitation avant de commencer une opération. Qu'est-ce qu'une invitation authentique ? Quelles sont les implications qu'une invitation a sur l'impartialité d'une équipe dans un conflit ?

Quand des groupes à l'intérieur d'un conflit font appel à des personnes pour maintenir la paix, leur invitation est souvent considérée comme une raison légitime pour intervenir. Certaines organisations non-gouvernementales doivent faire face à la décision difficile d'accepter ou de refuser des demandes d'intervention et de déterminer la légitimité du groupe faisant la demande. Si la nature ou la franchise de l'intervention est importante, elle peut ne pas toujours venir sous une forme responsable selon les standards de l'Ouest.

Gene Stolfuz, coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix affirme que l'on peut toujours trouver quelqu'un pour dire ce que vous voulez leur faire dire. Une invitation officielle peut être obtenue par le charme ou simplement être inexacte. Dans certaines cultures, il est impoli de dire « non » à une offre ou à une demande d'un étranger.¹⁵¹ Dans le passé, de nombreuses missions d'intervention civile n'ont reçu aucune invitation de groupes en conflit. Les organisateurs, cependant, essayèrent de contacter et d'établir des relations avec certains groupes dans chacun des conflits respectifs.

Recevoir des invitations de gouvernements est particulièrement compliqué. Les Témoins pour la Paix ont demandé et reçu une invitation formelle du gouvernement sandiniste au Nicaragua. Quand les Témoins pour la Paix discernèrent quel rôle ils

¹⁵⁰ Walker, p. 13

¹⁵¹ Interview avec Gene Stolfuz, coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix

pourraient ou devraient jouer à Haïti, ils reconnurent que leur invitation à intervenir ne provenait pas du gouvernement au pouvoir. En réalité, le gouvernement était totalement opposé à leur travail.

Le projet des Équipes Chrétiennes pour la Paix à Haïti y obtint son entrée grâce à des connexions personnelles avec des groupes qui leur donnèrent le sentiment qu'ils pourraient y accomplir quelque chose d'utile pour faire progresser la paix. Le projet Cry for Justice à Haïti reçut une invitation du Révérend Antoine Adrien, ancien chef de la Commission Présidentielle à Haïti. Son invitation incluait des espoirs sur l'issue de leur présence : « Ce que nous attendons de la présence d'observateurs internationaux est de répandre des informations sur des situations de violence. Nous espérons que leur présence aidera à empêcher la violence qui menace d'atteindre des niveaux extrêmement hauts avant, pendant et après le retour [alors espéré] du Président Aristide le 30 octobre 1993. »¹⁵²

Cette invitation précise donna une certaine stabilité et une résolution supplémentaire au travail de Cry for Justice et procura de la crédibilité à leur présence.

Certaines invitations s'avèrent parfois être un obstacle à l'impartialité. Les groupes italiens et français qui organisèrent Mir Sada/We Share One Peace demandèrent et reçurent une invitation du Centre International de Paix basé à Sarajevo. Quand le Centre de Paix critiqua les plans des organisateurs qui voulaient placer des camps dans les régions croates, serbes et musulmanes, il s'avéra clairement que leur invitation avait davantage à voir avec un intérêt personnel qu'avec une réelle appréhension de la violence.

La responsabilité à protéger

Une intervention est-elle appropriée même dans les cas où tous les groupes n'y ont pas consenti ? Si aucune invitation n'est reçue, ou si le maintien de la paix n'est pas bienvenu par certains des groupes en conflit, leur capacité de fonctionnement sera certainement entravée. Des interventions officielles dans des conflits remettent de plus en plus en question la souveraineté des états, la capacité d'un pays à contrôler des activités à l'intérieur de ses frontières. La charte des Nations-Unies et tous les autres traités mettant en place des organisations régionales, protègent la souveraineté de l'État en leur interdisant d'intervenir sur des questions relevant de l'intérieur et en assurant que les États ont le droit de décider seuls de leur futur sans interférence. Pourtant, les soldats de la paix des Nations-Unies sont de plus en plus engagés dans des situations dans lesquelles un ou plusieurs groupes n'acceptent pas d'intervention : de nombreux projets de maintien de la paix des Nations-Unies, commencés depuis 1988, ont eu lieu dans des guerres civiles.¹⁵³ Dans ces cas, les idéaux d'une intervention de maintien de la paix sanctionnée et invitée par les groupes en conflit sont mis en

152 Mise à jour des Équipes Chrétiennes pour la Paix

153 Rennet, Michael. *Critical Juncture: The Future of Peacekeeping*. Washington, D.C.: Worldwatch Institute, 1993. p. 37

jugement. « La mise en vigueur de la Paix » ou un maintien de la paix non invité sont fortement critiqués par ceux cherchant des solutions non-violentes, ainsi que par ceux concernés par la protection de la souveraineté de l'État.

Un nombre de récents rapports internationaux et d'agréments appelle la communauté internationale à intervenir plus rapidement dans des situations de violent conflit et d'abus important des droits de l'homme. Par exemple, le rapport Responsibility to Protect, initié par le Canada, et souvent appelé le R2P rapport, est de plus en plus cité comme un document qui puisse servir de modèle à de futures missions de maintien de la paix des Nations-Unies, ainsi qu'aider la communauté à décider quand il faut intervenir dans un conflit pour protéger les civils et prévenir la violence.¹⁵⁴

Le rapport défend un cadre d'urgence dans lequel certains types de conflits ou de situations exigeraient une intervention, sans considérer s'il y a eu une invitation d'un groupe dans le conflit. Certains prétendent qu'un modèle d'urgence ferait d'une intervention des Nations-Unies une « véritable certitude dans des circonstances bien définies » et pourrait peut-être empêcher certains actes d'agression et de violence.¹⁵⁵ En outre, un forum formel et impartial, devant écouter les plaintes, pourrait aider à déterminer quand le maintien de la paix ou tout autre type d'intervention internationale est approprié.¹⁵⁶

Pourtant, si sauver des vies et protéger les droits de l'homme sont des raisons pour intervenir, les définitions des droits de l'homme et de la violence peuvent différer. Certains affirment que la souveraineté est injustifiable si elle autorise des violations des droits de l'homme ou permet à la violence d'avoir lieu à l'intérieur des États, alors que les mêmes crimes entre des États impliqueraient une intervention.¹⁵⁷ Dans un monde où l'interdépendance est en augmentation, les affaires internes ont souvent des ramifications internationales, c'est-à-dire des réfugiés, des tendances économiques, etc. Dans des situations comme en Somalie, des programmes télévisés d'informations montrant la famine incitent également la communauté internationale à intervenir. Dans ce sens, l'intervention est vue plus comme un « sauvetage » que comme une « invasion ».¹⁵⁸ Il semble que c'est l'humanité plutôt que la souveraineté qui doit être protégée à tout prix. Pourtant, de nombreux pays du Tiers Monde, qui sont les sujets les plus fréquents d'interventions sur des conflits non initiés par une invitation, préviennent les Nations-Unies de ne pas s'impliquer dans des missions qui n'ont pas l'assentiment de tous les groupes. Ils affirment que de récentes missions, unilatérales et rapidement montées ont échoué du fait d'un manque d'assentiment et de planification.¹⁵⁹

154 *The Responsibility to Protect*. Report of the International Commission on Intervention and State Sovereignty. Ottawa, Canada: International Development Resource Center. December 2001

155 Renner, p. 39

156 Renner, p. 42

157 Renner, p. 35

158 Renner, p. 35

159 Third World Warns UN on Intervention. *Life and Peace Review*. February, 1994, p. 7

Il n'y a pas de définition des droits de l'homme universellement acceptée, et même s'il y en avait, les hypothèses sur le type d'intervention appropriée en réponse seraient très variables selon les contextes culturels différents. Certains pays en voie de développement montrent que les motifs de nombreuses opérations officielles de maintien de la paix sont basées moins sur des principes, tels que la protection des droits de l'homme, que sur le propre intérêt des pays intervenants.¹⁶⁰ Les recherches de Julie Mertus, juriste des droits de l'homme, montrent que les États-Unis, par exemple, ignorent les violations des droits de l'homme dans des pays comme le Salvador ou Haïti, parce qu'il est commode et dans leur intérêt de le faire, mais que l'on souligne l'importance de la protection des droits de l'homme dans des pays comme l'Irak.¹⁶¹

Les Nations-Unies ne répondent pas également à toutes les situations de conflit. À Haïti, les Nations-Unies dépêchèrent puis retirèrent une mission d'observation. En 1990 en Irak, ils lancèrent une mission d'imposition de la paix pour protéger le Koweït. Une intervention pour les Kurdes irakiens fut entreprise dans l'esprit des droits de l'homme. Pourtant, les Kurdes turcs, également victimes de violations des droits de l'homme, ne reçurent que peu d'attention.

Les missions d'intervention civile sont moins susceptibles de violer les principes de souveraineté, parce qu'elles sont moins nombreuses, qu'elles ne disposent d'aucun pouvoir officiel et qu'elles sont sans armes. Dans leur livre sur le rôle protecteur de l'accompagnement international, les auteurs Liam Mahony et Quique Eguren notent qu'au Salvador, la force (sans armes) d'observation des droits de l'homme des Nations-Unies ne pouvait pas fonctionner avant que le gouvernement n'accepte sa présence officielle et étrangère. En tant qu'organisation non-gouvernementale indépendante, les Brigades Internationales pour la Paix n'étaient pas considérées comme une menace à la souveraineté salvadorienne et étaient ainsi capables de mener à bien un travail pour les droits de l'homme sur une échelle réduite dans une phase plus précoce du conflit.¹⁶² Pourtant, les PBI avaient reçu une invitation d'intervention de la part de groupes populaires.

La recherche sur l'éthique de l'intervention suggère que l'intervention est appropriée partout où il y a « un rejet inacceptable ou une violation des droits de l'homme, qu'elle soit réelle ou qu'il s'agisse de menaces ». L'objectif devrait être la « promotion impartiale du maintien du bien-être de l'homme ».¹⁶³ Certains chercheurs recommandent de poser la question suivante : Est-ce que le fait de ne rien faire est pire que les perspectives d'une intervention ? Si une tentative de limiter la violence à travers l'intervention civile n'est pas susceptible d'avoir des effets négatifs sur le conflit, ce type d'intervention peut être justifié.¹⁶⁴

160 Third World Warns UN on Intervention. *Life and Peace Review*. February, 1994, p. 7

161 Mertus, Julie A. *Bait and Switch: Human Rights and U.S. Foreign Policy*. New York: Routledge, 2004

162 Mahony and Eguren

163 Lewer, Nick, and Ramsbotham, Oliver. *Towards an Ethical Framework for Humanitarian Intervention in International Social Conflict*. England: University of Bradford, 1993. p. 98

164 Wehr, p. 50

Estimer la maturité d'une intervention civile

Le bon moment pour un projet d'intervention civile a un effet sur sa capacité à réussir à réduire la violence. Si Nagler prétend que « des groupes peuvent être éveillés par leur propre désir de paix par l'intervention »,¹⁶⁵ de nombreux autres affirment que les opérations de maintien de la paix vont « échouer ou être sévèrement mises à mal si la paix n'est pas désirée initialement par tous les groupes pertinents », si les groupes ne sont pas motivés pour résoudre le conflit, ou s'ils se tournent simplement vers un tiers parti pour arrêter de façon temporaire une « impasse douloureuse ».¹⁶⁶

Christopher Mitchell, chercheur en conflit, décrit les phases des conflits. Un conflit commence normalement par une dispute pacifique entre deux ou plusieurs groupes et peut escalader en contrainte et violence. S'il n'y a pas de net vainqueur et qu'aucune des parties n'est détruite, les groupes peuvent développer une « connaissance du coût » des pertes que subit chaque partie. Quand cette « impasse douloureuse » est atteinte, les groupes sont plus à même d'accueillir des volontaires civils et de commencer à chercher honnêtement une solution de négociation au conflit. Si un accord est atteint, les groupes ont alors besoin de construire et de se déplacer vers une résolution ou une transformation du conflit.¹⁶⁷

Le diagramme ci-dessous illustre le type d'activités d'établissement de la paix qui sont *le plus susceptibles* d'être appropriées et efficaces selon la phase du conflit actuel.¹⁶⁸ Toutes les activités d'établissement de la paix peuvent être utiles à n'importe quelle période du conflit, mais certaines activités peuvent être plus utiles que d'autres quand elles sont engagées dans le conflit à différentes périodes.

Dans les premières phases du conflit, un nombre d'activités peuvent être appropriées. Un grand nombre de groupes pour le développement travaillent dans des régions où de violents conflits peuvent se dérouler. Certains groupes de développement alertent rapidement la communauté internationale qu'un conflit violent peut exploser dans ces régions. La prévention de conflit et les stratégies de réconciliation telles que la négociation, la médiation, et le dialogue peuvent être utilisés avant que la violence ne se déclenche parallèlement à l'utilisation d'un « déploiement préventif » de troupes de maintien de la paix, qui s'interposent entre les groupes ou maintiennent « des zones démilitarisées » pour empêcher un conflit violent. Si la violence est pressentie, certains experts émettent l'hypothèse que les soldats de la paix peuvent servir de « fil de détente » pour empêcher que des conflits ne se déclenchent.¹⁶⁹

165 Commentaires écrits sur une ébauche de ce texte par Michael Nagler

166 Diehl, p. 89

167 Interview avec Christopher Mitchell, professeur à l'Institute for Conflict Analysis and Resolution, George Mason University

168 Interview avec John Paul Lederach, Directeur du International Mennonite Conciliation Services

169 Diehl, pp. 144-165

Figure 4 : Continuum de conflit

Phases du conflit \ Activités	Dispute pacifique	Coercition violente	Conscience des coûts	Négociation formelle
Défense et activisme	●	●		
Aide humanitaire		●	●	●
Négociation, médiation, dialogue	●			●
Développement	●			●
Zones-tampon	●	●	●	
Zones de paix		●	●	
Interpositionnement	●	●	●	
Accompagnement et présence	●	●	●	●
Contrôle	●	●	●	●

Les zones-tampon ou les zones de paix pourraient être utilisées tout au long des nombreuses phases du conflit pour séparer les groupes et empêcher que la violence n’atteigne les civils. Les volontaires civils agissent idéalement de manière préventive pour empêcher la violence. Ils peuvent aider à baisser les niveaux de violence en accompagnant ou en assurant une présence protectrice à des groupes en danger, qu’ils s’agissent d’individus ou de communautés, ou aider à la création d’espaces sécurisés, pour que des processus de résolution de conflit, comme le dialogue, puissent prendre place. L’utilisation de la plaidoirie et de l’activisme durant différentes phases de pré-règlement peuvent également augmenter le pouvoir de négociation de l’un des groupes et aider le règlement du conflit à être plus durable à long terme, du fait que davantage de questions et d’intérêts d’un groupe sans défense seront traités.

Les Brigades Internationales de la Paix, tout comme les Témoins pour la Paix, ont commencé leurs interventions au Nicaragua à proximité du début des violentes confrontations entre les Sandinistes et les forces contras soutenues par les États-Unis. À ce stade du conflit, leur premier objectif était d’empêcher ou d’arrêter la violence. Au fur et à mesure que le temps a passé, et que les groupes armés en conflit ont commencé à prendre conscience du coût de la guerre, les Témoins pour la Paix ont concentré leur attention sur le contrôle et la documentation des atrocités contras, tout en cherchant à sensibiliser davantage l’opinion publique américaine sur le conflit nicaraguayen. Ces activités étaient destinées à faire pression sur les États-Unis pour qu’ils cessent de soutenir les contras et encouragent une résolution non

violente du conflit à la table de négociations. Ces dernières années, les Témoins pour la Paix ont surtout concentré leurs efforts pour changer la politique économique des États-Unis envers le Nicaragua, politique qui continue à stimuler parfois de violents conflits entre les différentes factions politiques nicaraguayennes.

Zartman, Kriesberg et Thorson théorisent qu'un conflit peut ne pas être prêt pour des interventions de maintien de la paix s'il n'existe pas de véritables espérances d'obtenir un règlement pacifique. Les autochtones peuvent retirer leur soutien et se joindre à d'autres groupes pour combattre un accord qui les défavorise. Si l'accord n'est conciliatoire que pour une partie, il peut causer plus tard l'agression d'autres groupes ou un retrait.¹⁷⁰ La capacité des camps modérés à conserver le contrôle sur les faucons des deux côtés peut influencer sur la façon dont les groupes de maintien de la paix sont reçus dans les conflits.

Par exemple, les colons de droite israéliens, de même que l'organisation palestinienne Hamas, sont les uns comme les autres opposés à une paix durable. Si de nombreuses personnes en Israël/Palestine désirent vivre en paix avec leurs voisins, les volontaires civils rencontreraient probablement l'opposition des groupes extrémistes.¹⁷¹ De plus, un conflit peut ne pas être mûr pour une intervention si les groupes diffèrent grandement en pouvoir ou en ressources, et qu'un règlement ne fait que renforcer les inégalités. Dans cette situation, le parti le plus faible et peut-être certains autres groupes pourraient pousser vers une escalade du conflit avant d'œuvrer pour sa désescalade.

Chacune des activités d'intervention peut s'avérer plus ou moins appropriée et efficace, selon les phases du conflit quand une intervention prend place et selon la maturité du conflit. L'analyse de conflit aide à déterminer une phase de conflit et si une intervention est appropriée. Le déroulement d'un conflit peut avoir des périodes qui sont comparativement « mûres » pour une intervention civile et d'autres où des stratégies d'établissement de la paix peuvent s'avérer plus utiles.

Estimation locale

Il y a toute une série de questions à poser sur le conflit en lui-même. Tout d'abord, il existe un besoin d'informations sur la communauté locale pour les droits de l'homme. Les activistes locaux ont-ils besoin d'une présence protectrice de façon à faire leur travail de façon plus efficace ? Ont-ils besoin d'autres moyens de protection ? Sont-ils isolés et ont-ils besoin de solidarité ?¹⁷²

Ensuite, il faut s'interroger sur les acteurs en puissance du conflit. Sont-ils susceptibles d'être dissuadés par la présence de volontaires civils pour la paix ? Les

170 Voir Kriesberg, Louis, and Thorson, Stuart, J., eds. *Timing the De-escalation of International Conflicts*. Syracuse University Press, 1991, and Zartman, William. *Ripe for Resolution: Conflict and Intervention in Africa*. New York: Oxford University Press, 1985

171 Frankel Glenn. "The Real War Between Arabs, Israelis: Moderate vs Extremists," *Washington Post*. February 26, 1994. p. A21

172 Mahony, 2004. p. 20

acteurs en puissance du conflit sont-ils influencés par la politique internationale, l'opinion sociale ou la menace de sanctions économiques ? Ce genre de questions aide les organisations à déterminer si une intervention civile a une chance de réussir dans la dissuasion de la violence.

Ressources disponibles et logistique

En estimant quand et dans quels conflits il faut intervenir, les volontaires pour la paix devraient également estimer les ressources dont ils disposent. Des groupes peuvent avoir besoin d'obtenir davantage de ressources ou des ressources différentes avant que leurs efforts pour maintenir la paix soient efficaces et satisfaisants. Ils peuvent avoir besoin de plus de temps pour planifier en avance et former des membres, ou ils peuvent avoir besoin de davantage de ressources financières pour s'assurer que leurs équipes peuvent rester là où elles ont été placées pour une période de temps suffisamment longue pour pouvoir faire avancer les choses.

Si les ressources sont limitées, les organisations doivent estimer si elles devraient se contenter d'intervenir dans une seule ville du pays, ou accompagner seulement une organisation plutôt que plusieurs. Un projet d'essai limité d'intervention civile peut être réalisable dans une zone ou une région du conflit.¹⁷³

En outre, il est important d'évaluer la logistique locale. Est-il seulement possible de faire venir des volontaires civils dans le pays ? Quelles sont les ressources disponibles pour le transport, l'alimentation et la santé des volontaires pour la paix dans la région ?

Motivations personnelles

En tant qu'individus, les volontaires civils ont leurs propres motivations pour intervenir dans des conflits violents. Les Témoins pour la Paix, tout comme les Équipes Chrétiennes pour la paix, attirent un personnel motivé par un désir spirituel de faire face de façon non-violente à la violence. De nombreux citoyens américains sentirent qu'ils avaient l'obligation morale d'empêcher leur gouvernement de faire la guerre au peuple nicaraguayen pendant les années 1980. Ce mandat non-violent visait à aborder la violence en obligeant certains à former des Témoins pour la Paix pour intervenir au Nicaragua.

Pourtant, le mandat pour intervenir *partout où* il y a de la violence semble encore être sélectif, parce que les interventions de maintien de la paix civile ne se sont pas déroulées dans tous les conflits violents. Historiquement, les organisations qui ont entrepris des interventions civiles ont montré une préférence pour travailler à l'extérieur de leur propre pays, plutôt que d'aborder la violence urbaine ou domestique se déroulant chez eux. Cole Arendt, membre des Équipes Chrétiennes pour la Paix et de retour d'Haïti, commença le projet actuel des CPT sur la pacification urbaine après avoir fait personnellement l'expérience de la violence urbaine à Washington

173 Wehr, Paul. *Conflict Regulation*. Boulder, Co.: Westview Press, 1979. p. 50

D.C. Il conclut qu'il était « ridicule que Haïti soit plus sûr que mon propre quartier et que tant d'activistes comme nous aient à enjamber des cadavres devant chez eux pour prendre un taxi, se rendre à l'aéroport et partir au loin pour 'faire' la paix pour quelqu'un d'autre ». ¹⁷⁴

Tous ces facteurs influencent la décision sur le moment où le maintien civil de la paix peut être efficace. Il y a toujours une forme d'activité d'établissement de la paix appropriée pour un conflit, mais certaines stratégies pour établir la paix sont mieux adaptées à certains types et à certaines phases de conflit que d'autres.

174 Présentation à plusieurs églises Mennonites faite par Cole Arendt, membre des Équipes Chrétiennes pour la Paix et intitulée "Not Looking the Other Way." Mars 1995

7. Structure d'organisation et de prise de décisions dans les équipes d'intervention civile

Il y a beaucoup de questions pratiques qu'une organisation doit prendre en considération lorsqu'il faut planifier une mission d'intervention civile. Les structures organisationnelles, la sélection et l'entraînement des membres, et les détails logistiques influencent de façon importante la capacité des volontaires de la paix à être efficaces dans leurs activités.

Former des coalitions

Les interventions civiles sont souvent entreprises par des coalitions entre des groupes d'ONG internationales, ainsi qu'entre des groupes internationaux et des groupes locaux impliqués dans le conflit. Les coalitions sont composées de groupes avec des philosophies et des objectifs divers. Il n'est pas étonnant, alors, que les coalitions éprouvent souvent des conflits lorsqu'elles essayent de rassembler différents objectifs et philosophies dans un projet commun. Les coalitions sont souvent des « mariages de convenance ». Quand elles ne sont pas harmonieuses, elles s'effondrent.¹⁷⁵ Le travail de coalition requiert davantage de temps pour les prises de décisions. Les coalitions peuvent également menacer les mandats de certains groupes, quand leur énergie et leur philosophie disparaissent dans les objectifs de la coalition. Les groupes en coalition ont souvent besoin de consacrer du temps à établir la confiance, comprendre les besoins, les espoirs et les philosophies de tous les groupes, de différencier ce que chaque groupe veut ou ne veut pas, et désigner des structures précises de formation d'objectifs et de prises de décisions. En dépit de ces tâches, les bénéfices et les succès de coalitions très structurées semblent, dans certains cas, rendre ces projets utiles.

Coalitions entre ONG internationales

Il y a plusieurs exemples de coalitions parmi les organisations civiles étrangères. Certains défendent l'idée que les organisations du mouvement pour la paix en général ont besoin de travailler plus souvent dans des coalitions souples les unes avec les autres, plutôt qu'avoir de multiples organisations menant des projets de types similaires avec peu de contacts entre elles. Si certains affirment que différentes manières d'établir la paix demandent des organisations différentes, la coordination entre les groupes est essentielle. Il existe plusieurs exemples montrant comment des organisations pour la paix ont déjà collaboré dans le cadre de coalitions flexibles. Certaines de ces coalitions ont éprouvé des difficultés, mais leurs expériences peuvent aider de futurs groupes à mettre au point des structures d'organisation permettant à des coalitions de fonctionner sans problèmes avant le déroulement d'une intervention.

175 Interview avec Tim Wallis, ancien directeur des PBI

Les organisations International Fellowship of Reconciliation et War Resisters International travaillèrent ensemble pour donner naissance à une idée d'organisation non politique, les Brigades Internationales de Paix, afin d'accomplir un travail exigeant plus de neutralité politique que n'en avait l'une et l'autre des anciennes organisations.¹⁷⁶ Les Brigades Internationales de Paix ont transmis de la documentation sur des violations des droits de l'homme à Amnesty International. Au Sri Lanka, les PBI et Quaker Peace and Service Committee ont partagé les tâches concernant l'accompagnement et le travail de réconciliation. En Amérique Centrale, les Témoins pour la Paix ont essayé ouvertement de changer la politique des États-Unis, tandis que les PBI travaillaient avec un faible profil politique et ne s'occupaient uniquement que de missions d'accompagnement.

Le projet Mir Sada/We Share One Peace a été organisé par une coalition formée du groupe d'assistance français Équilibre et du groupe catholique italien Beati i Costruttori di Pace. Ces deux groupes avaient des objectifs différents pour le projet. Le premier essayait d'apporter des secours en ex-Yougoslavie, alors que le second cherchait à se placer entre les factions en guerre. Il n'est pas surprenant qu'Équilibre considérait que Beati prenait trop de risques. Il y avait en outre de nombreux conflits entre différents groupes nationaux. En particulier, le groupe apparenté américain était perçu comme plus solide dans son engagement dans des actions directes non-violentes que certains des autres groupes apparentés originaires d'autres nations. La structure de prise de décision de cette coalition s'effondra rapidement dans le projet.¹⁷⁷

La coalition Cry for Justice à Haïti a connu des problèmes identiques. Les différentes organisations impliquées dans la coalition se sont rassemblées avec des expériences différentes : certaines n'avaient aucune expérience internationale, d'autres avaient beaucoup d'expériences de projets réalisés dans d'autres pays, et d'autres encore avaient déjà travaillé à Haïti. En outre, les groupes avaient des philosophies différentes sur le type d'activités à faire. Les Équipes Chrétiennes pour la Paix voulaient jouer un rôle plus activiste, avec des manifestations et des meetings. D'autres groupes considéraient que ce genre de rôle n'était pas approprié.¹⁷⁸ Si la coalition réussit à mener à bien beaucoup de ses objectifs, certains ressentirent qu'elle n'était pas adéquate pour un projet à long terme. Le coût des prises de décisions par l'intermédiaire d'audioconférences et le manque de réunions en face à face rendirent difficiles le développement de véritables relations de confiance.¹⁷⁹

La coalition de l'Équipe de Paix dans les Balkans (BPT) a également éprouvé son lot de conflit. David Atwood, représentant International Fellowship of Reconciliation dans la coalition, affirme que la coalition reconnaît l'importance de venir à bout des questions épineuses provenant des points de vue et des expériences différentes des divers groupes. Ils comprennent que leur travail de coalition est bénéfique pour

176 Interview avec Tim Wallis, Howard Clark, et Bob Seidle-Kahn

177 McCarthy, Tim. "Peace Crumble on the Way to Sarajevo" et interview avec Karthy Kelly

178 Interview avec Gene Stolzhus, Rey Lopez et Liam Mahony

179 Interview avec Liam Mahony, ancien formateur des PBI et chercheur

tous les groupes voulant répondre à la crise en ex-Yougoslavie, mais ne pouvaient pas le faire tout seul. Atwood signale que « Cette création a demandé de nombreux mois d'élaboration et souvent des négociations difficiles entre les organisations pour obtenir une forme et une base de travail qui soient acceptables pour tous. »¹⁸⁰ D'autres difficultés dans le développement des BPT proviennent de la rapidité avec laquelle le projet a été entrepris. Dans le groupe, certains voulaient envoyer des membres aussi vite que possible, tandis que d'autres voulaient aller moins vite et prendre des mesures plus préparatoires et réfléchies dans le cadre du projet.¹⁸¹

La BPT a fort bien documenté les rôles et les processus de prises de décision qu'elle veut utiliser. Les « membres du projet » de la coalition BPT étaient tenus de signer la déclaration du projet et de s'engager à participer activement au projet, à se sentir financièrement responsables du projet et chercher des dons, etc., à s'engager à assurer un soutien matériel tel que le financement de bureaux ou d'un membre du personnel, prendre en charge les frais de poste, organiser des formations, recruter du personnel, participer au réseau international d'alarme immédiate, publier des articles et faire de la publicité sur des questions liées au projet dans leurs bulletins, participer aux assemblées générales et déléguer quelqu'un pour la coordination.¹⁸²

Il y avait également un « cercle extérieur » d'organisations apportant leur soutien et qui étaient en faveur du projet, mais ne voulaient pas ou ne pouvaient pas jouer un rôle plus actif. La somme de travail, le besoin de ressources et le désir d'informer autant de personnes que possible dans le travail des équipes de maintien de la paix semblent montrer les nombreux avantages que représente le travail en coalition. Cette coalition extrêmement structurée peut servir d'exemple pour d'autres travaux de coalition.

Coalitions entre OGN locales et internationales

Les expériences de groupes internationaux travaillant avec des groupes issus de la région en conflit sont également instructives. Par exemple, la coalition entre Mir Sada, Équilibre et Beati formait une alliance avec le Peace Center International basé à Sarajevo. Cela a causé des problèmes à certains membres du projet, étant donné que le Peace Center convainquit les organisateurs d'abandonner leur plan de placement de trois camps dans les trois régions de Bosnie. En faisant cela, le projet perdit son impartialité. En outre, certains groupes pour la paix d'autres régions de Bosnie ne furent pas contactés, peut-être du fait de la force de cette relation entre les membres de la coalition.¹⁸³

180 Atwood, David. "Non-governmental Conflict Intervention: Some Observations on Two Current Experiments." Article rédigé pour la conférence Peaceful Settlement of Conflict – A Task for Civil Society II. Evangelische Akademie Loccum, 16-18 March 1994, p. 10, et interview avec David Atwood, ancien directeur de International Fellowship of Reconciliation

181 Interviews avec Christine Schweitzer, Howard Clark et Tim Wallis

182 Déclaration des objectifs et des principes de l'Équipe de Paix dans les Balkans. Février, 1994

183 Schweitzer, Christine. "Mir Sada – The Story of a Nonviolent Intervention that Failed." Rapport non publié

Cette absence de contact avec d'autres groupes de paix a causé la rédaction d'une « Lettre Ouverte aux Mouvements pour la Paix » de plus d'une demi-douzaine de groupes pour la paix en ex-Yougoslavie. Dans leur lettre, les auteurs indiquent les points suivants :

1. Nous pensons que les activistes pour la paix qui viennent chez nous ont besoin d'être bien préparés et informés sur la situation qui règne dans les pays qu'ils visitent. Pour se préparer à leur séjour, ils ont besoin de coopérer avec des activistes qui ont l'expérience de cette zone, ainsi qu'avec les organisations et les groupes autochtones opposés à la guerre qui travaillent ici. Les actions sans analyse ni préparation basées sur des hypothèses arbitraires peuvent créer des effets contraires à ceux désirés.
2. Notre position commune est que des actions massives pour visiter ces territoires ... sont inefficaces et représentent une perte d'énergie. Durant une courte période, un grand nombre de participants ne peuvent ni réellement comprendre ce qui s'est passé, ni exprimer de message politique à l'exception d'une opposition générale à la guerre, qui est ordinaire. Ceux qui viennent individuellement ou en petits groupes et qui coopèrent avec nous sur des projets concrets nous aident beaucoup plus. Un travail dur et à long-terme est reconnu. Les illusions sur de possibles solutions rapides et faciles doivent être rejetées.
3. La situation économique est mauvaise dans tous les nouveaux pays. Malgré cela, les mouvements pour la paix et les organisations pour les droits de l'homme, les groupes de femmes, etc. travaillent sur de nombreux projets. Ils ont besoin d'un soutien financier et matériel pour leurs activités, de même que des médias indépendants et novateurs ...
4. ... Nous pensons que notre combat pour les principes de tolérance et de non-violence sont importants pour l'Europe, tandis que le travail du mouvement pour la paix, et de mouvements similaires contre ce fléau en Europe, dans leurs pays et à un niveau local, représente également une aide importante pour notre lutte.
5. ... Cette expérience [de la guerre et de la non-violence en Bosnie-Herzégovine] est suffisamment instructive pour que nous puissions en conclure que plaider pour la paix n'est pas la même chose que faire la paix, que plaider pour la non-violence ne signifie pas apporter la non-violence, mais que plaider pour la paix et la non-violence peut s'avérer être un obstacle efficace à la guerre et à la violence.
6. ... Les effets de la guerre, la destruction et la souffrance sont fortement présents, causant des émotions négatives qui sont faciles à manipuler. Une action non-violente est possible et désirable dans ces circonstances. Des activistes pour la paix, ainsi que d'autres travaillant dans ces États,

ont besoin de soutien dans leurs combats politiques quotidiens et dans des programmes d'éducation pour la paix à long terme, pour des résolutions de conflit non-violentes, pour la protection des droits de l'homme, pour l'aide aux victimes de la guerre, etc. Le soutien de nos amis qui ont travaillé dans des circonstances identiques est important.

7. Dans la république de Macédoine, les groupes de paix ont travaillé pour développer un dialogue entre groupes ethniques à l'intérieur du pays tout autant qu'avec des pays voisins. Ce mouvement est extrêmement important et a besoin de soutien dans ses efforts pour prévenir la violence et la guerre. Les mouvements pour la paix du monde entier ont une occasion extraordinaire d'aider à réaliser ces activités de prévention.¹⁸⁴

Cette lettre suggère fortement que l'établissement de relations avec des organisations à l'intérieur de la région en conflit est impératif pour les équipes d'intervention civile originaires d'un pays étranger. En outre, cela prévient tout tiers-parti éventuel contre l'idée que ce sont des outsiders qui savent le mieux ce qui est bien pour les groupes en conflit.

Le projet des Équipes Chrétiennes pour la Paix sur l'établissement d'une paix urbaine a rédigé une liste des critères qu'elles utilisent pour déterminer s'ils vont entreprendre ou non un projet avec un groupe local. On trouve dans cette liste la demande d'une invitation précise d'un partenaire local considéré comme crédible par la communauté, et sa participation avec les Équipes Chrétiennes pour la Paix pour faire face à la violence par des moyens non-violents.¹⁸⁵ Il y a des dangers et des limitations conséquentes à l'objectivité et à l'indépendance quand on travaille de façon trop étroite dans des coalitions avec des groupes ou des individus dans la région du conflit.¹⁸⁶ Certains Haïtiens ont donné une direction directe au projet entrepris par la coalition de Cry for Justice (CFJ). Pourtant Liam Mahony, formateur CFJ a décrit la frustration qu'il y a à ne pas connaître l'objectivité des personnes avec qui on travaille dans une coalition. Il peut exister beaucoup de divisions internes que des outsiders ne pourront pas comprendre. D'autres membres de la coalition CFJ pensaient que « si un Haïtien le dit, cela doit être correct ».

Gene Stolfus, des Équipes Chrétiennes pour la Paix, prévient que des coalitions avec des peuples et des groupes dans la région peuvent facilement glisser à « une relation trop sociable ». Certains membres nord-américains de la coalition voulaient commencer un dialogue avec l'armée pour s'engager activement et travailler à sa transformation. Ils s'aperçurent que même les Haïtiens modérés avec qui ils travaillaient se sentaient trahis seulement par l'idée d'une tentative de dialogue avec l'armée.¹⁸⁷

184 Cuckova, T., Tomovski, M., Orascanin, V., Trifunovic, Z., and Gazmend, P. "An Open Letter to Peace Movements." Février 1993

185 Brochure "Project in Urban Peacemaking: A Project of the Christian Peacemaker Teams"

186 Interview avec Liam Mahony, formateur PBI et chercheur

187 Interview avec Gene Stolfus, coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix

De plus, Stolfus indique que des outsiders peuvent et devraient prendre une décision à propos du degré de risque qu'ils sont prêts à affronter. L'un des objectifs des membres de la coalition haïtienne était de simplement obliger les volontaires en place ou chez eux à en parler. Stolfus affirme que les Haïtiens essayèrent de « prendre soin des Nord-Américains plutôt que de les placer dans des situations où ils pourraient être en danger ». L'armée haïtienne a immédiatement essayé d'intimider les Nations-Unies en tabassant des gens devant les observateurs de l'ONU, etc.¹⁸⁸

Qu'il s'agisse de travailler en coalition avec des groupes locaux ou non, la question d'inclure des personnes du pays dans le processus de prise de décision est sujet à controverse. Certains groupes d'intervention civile sont inflexibles sur le fait qu'ils devraient demeurer aussi impartiaux que possible dans la région, et pour cette raison, aucun autochtone ne devrait pouvoir être inclus dans la structure de prise de décision. Toutefois, le désir et le besoin d'inclure les perspectives et la connaissance de personnes de la région rend cette exclusion problématique.

Établir un lien avec les Nations-Unies

Le fait de travailler en coalition avec les Nations-Unies n'a que récemment fait l'objet d'attention dans les groupes d'intervention civile. Les volontaires hésitent à répondre aux questions sur la relation la plus désirable qu'ils pourraient avoir avec les Nations-Unies. David Atwood signale que cette relation a trois positions : 1) travailler en opposition, 2) travailler sciemment en parallèle, ou 3) travailler dans une coopération délibérée. Il ajoute qu'il croit qu'il est important « pour tout acteur non-officiel, avant toute forme active d'intervention, d'exprimer consciemment comment son activité est adaptée aux efforts 'officiels' ». ¹⁸⁹ Les volontaires pour la paix qui ont été interviewés pour ce livre ont exprimé une certaine circonspection en ce qui concerne les autorités militaires de maintien de la paix. ¹⁹⁰ Si la coordination entre les efforts de maintien de la paix militaires et civils est nécessaire, un grand nombre de programmes de maintien de la paix civil non-gouvernementaux veulent conserver leur indépendance, afin de pouvoir demeurer impartiaux et maintenir leurs propres structures internes de prise de décision, que les organisations internationales telles que l'ONU décident ou non de se retirer d'une région. Pourtant, de nombreux chercheurs, comme John Paul Lederach¹⁹¹ et Michael Nagler exhortent à coopérer.¹⁹²

Nagler affirme que l'ONU devrait inclure le maintien de la paix civil dans l'éventail de ses activités pour les raisons suivantes : Premièrement, il coûte moins

188 Interview avec Gene Stolfus, coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix

189 Atwood, p. 16

190 Interview avec Gene Stolfus, coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix

191 Lederach, John Paul. "Proposal for International Nonviolent Peacekeepers." *Peaceworks* Vol. 11 (5), Nov. 1993

192 Nagler, Michael. "Peacemaking Through Nonviolence." Témoignage présenté à la commission américaine pour améliorer l'efficacité des Nations-Unies. San Francisco, Ca. Février 2, 1993

d'argent que le maintien de la paix classique, étant donné que les équipes civiles sont souvent composées de moins de douze personnes qui n'ont pas besoin d'équipement technologique. Deuxièmement, il est politiquement viable, parce qu'il ne menace pas la souveraineté nationale au même degré qu'une force armée.¹⁹³ Troisièmement, Nagler indique que le maintien de la paix civil fait usage de techniques persuasives non-violentes plutôt que de violence coercitive.

Les Volontaires des Nations-Unies (UNV) ont défendu activement l'inclusion de maintien civil de la paix et d'activités d'établissement de la paix dans leurs organisations. Frank O'Donnell, ancien directeur des UNV, s'est adressé à une assemblée de volontaires civils durant l'automne 1993 avec une série d'idées concernant la conception et la promotion d'un service global pour la paix.¹⁹⁴ En mai 1994, le personnel UNV a proposé un partenariat collaboratif, complémentaire et tourné vers la communauté pour établir la paix au Burundi. « Cette approche est une expérience unique de rassemblement de telles ressources d'ONG, et de leur application à des efforts pour la paix soutenus par les Nations-Unies, à travers le canal du programme UNV. »¹⁹⁵

Rôles dans l'équipe et structure de prise de décision

Dans sa recherche sur le maintien de la paix, Diehl a observé que le personnel de l'ONU affirmait que « le facteur individuel le plus important dans le succès ou l'échec d'une opération de maintien de la paix » sont des facteurs opérationnels ou structurels dans la prise de décision. Diehl présente l'hypothèse que les opérations de maintien de la paix qui sont sous le contrôle d'un commandant en chef, plutôt que dépendantes d'un arrangement prévoyant un partage de pouvoir décentralisé, ont plus de succès, parce que moins de procédures politiques y sont impliquées et que l'inconséquence y est moins fréquente.¹⁹⁶ Si les coalitions peuvent éprouver de plus grandes difficultés à prendre des décisions du fait du nombre de décideurs et des différentes philosophies organisationnelles, des débats relatifs à la structure d'une équipe et des processus de prises de décisions sont fréquents dans toutes les organisations et équipes de maintien de la paix civil. Si les idéaux pour atteindre un consensus et utiliser des processus démocratiques sont très estimés, l'efficacité, la rapidité d'action et la cohérence nécessaires dans des situations de stress font que certains ressentent le besoin de marques d'autorités plus claires, ainsi que de groupes plus restreints pour les prises de décision.

Une prise de décision est normalement partagée en trois parties : à la base, dans le bureau du pays où l'intervention a lieu, et au siège de l'organisation, qui est habituellement en Europe ou en Amérique du Nord. Certaines décisions requièrent

193 Nagler, p. 9

194 O'Donnell, Frank. "The Concept and Promotion of Global Peace Service: Some Casual Personal Reflections on Elements, Implications, and Agendas." Service du Personnel de L'ONU, Genève, novembre 1993

195 Documents de discussion présentés par David Hartsough, directeur de Peaceworks

196 Diehl, p. 67

que toutes les parties de l'organisation soient impliquées. D'autres décisions ont besoin d'être faites uniquement par un tiers de la structure. Le niveau de confiance et d'autorité assigné à chaque niveau varie.

La plupart des volontaires civils sont d'accord sur le fait qu'il est important pour que l'équipe fonctionne d'avoir une répartition des rôles ainsi que de décider qui doit prendre différents types de décisions et comment celles-ci doivent être mises en place par les différentes parties.

Les rôles logistiques suivants ont été identifiés :

- Responsable d'un registre quotidien pour conserver par écrit les activités du groupe ;
- Coordinateur de la logistique pour arranger les voyages, le sommeil, les repas, la santé, etc. ;
- Spécialiste technique pour s'occuper des ordinateurs, des e-mails, des télécopies, des téléphones, des voitures, etc. ;
- Coordinateur des communications pour maintenir le contact avec des organisations donatrices, d'autres OGN travaillant dans le même contexte, le gouvernement, l'armée ainsi que les représentants de l'ONU ;
- Spécialiste des relations avec les médias chargé de la rédaction des communiqués de presse et de donner des interviews, etc. ;
- Coordinateur financier responsable de l'argent ;
- Équipe préparatoire chargée de rechercher de nouvelles options d'activités pour l'équipe ; et
- Coordinateurs religieux et/ou responsables de la dynamique du groupe pour maintenir de bonnes relations au sein de l'équipe.

Ces rôles logistiques peuvent être combinés dans la description du travail d'une personne, répartis également parmi les membres de l'équipe, ou divisés entre les comités, si l'équipe est assez grande. Il y a des exemples des trois modèles. Le projet à long terme des Témoins pour la Paix au Nicaragua a un coordinateur qui remplit un grand nombre des rôles indiqués ci-dessus. Les Brigades de Paix Internationales et les Équipes Chrétiennes pour la Paix partagent normalement ces rôles entre les membres de l'équipe. Gene Stolfus, des Équipes Chrétiennes pour la Paix affirme que les gens glissent dans ces rôles de façon naturelle, lorsqu'ils prennent conscience de ce qui doit être fait.¹⁹⁷ La plupart des groupes ont, à l'extérieur du pays où se déroule l'intervention, des bureaux de coordination qui aident l'équipe à prendre des décisions et à procurer un endroit sûr pour parler et où le personnel peut se rendre en cas de déportation. Idéalement, ces bureaux devraient être placés dans un pays situé relativement prêt du pays où se déroule l'intervention.

197 Interview avec Gene Stolfus, coordinateur des Équipes Chrétiennes pour la Paix

Certaines des actions de plus grande envergure, telles que celle de Mir Sada/We Share One Peace, ont partagé les rôles en comités. Lisa Clark a décrit les quatre comités qui devaient organiser le camp de base. Le Comité de la Logistique était responsable de l'administration, de trouver des endroits où le personnel pourrait habiter, de rassembler des provisions, de s'occuper des transports (entrées/sorties/circulation des personnes et des marchandises), de coordonner tous les comités, et de s'occuper des contacts avec l'assistance locale (interprètes, chauffeurs, techniciens, etc.). Les responsabilités du Comité Diplomatique incluaient la médiation entre les groupes impliqués, y compris les forces de l'ONU, et le rassemblement d'informations sur la situation politique et militaire en collaboration avec le Comité de Liaison. Ce dernier était chargé de maintenir des contacts entre le camp et la population locale, et de faciliter la communication, si le souhait en était exprimé, entre la population civile et d'autres endroits. Le Comité d'Assistance devait coordonner et établir les priorités pour les actions de solidarité.

En plus de ces comités, les membres de l'équipe Mir Sada/We Share One Peace furent répartis en « groupes d'affinité » selon leur pays d'origine. Chacun de ces groupes de 12 à 20 personnes avait un représentant devant établir des rapports à un « conseil de responsables ». Les organisateurs du projet, Beati i Construttori di Pace et Équilibre, disposaient également de leur propre comité, et il y avait une équipe internationale de coordination distincte qui, en théorie, était constituée d'un délégué par pays en plus des organisateurs. Cette structure déroutante rendait les prises de décisions difficiles et conduisit finalement au retrait du groupe français Équilibre ainsi que de nombreux participants.¹⁹⁸

Beaucoup d'équipes de maintien de la paix civil veulent avoir des prises de décisions réellement ancrées à la base et démocratiques, à travers un processus de consensus, où chaque membre de l'équipe participe à toutes les décisions. Ce processus est un exercice en démocratie. Si ce processus de prise de décisions conduit à des décisions de meilleure qualité avec un mandat d'implémentation de chaque personne impliquée, ces décisions peuvent également être lentes et épuisantes, tirant ainsi de l'énergie d'autres activités de l'équipe.

Tim Wallis a exprimé de la frustration par rapport aux difficultés des PBI à prendre des décisions. Le lent processus que les PBI entreprennent pour prendre des décisions implique un certain nombre de coûts. Un important comité d'organisation travaille de façon consensuelle pour répondre aux invitations que les PBI reçoivent de groupes tout autour du monde. La première étape est de prendre une décision pour envoyer une équipe préparatoire pour prendre des contacts et évaluer le contexte du conflit. La structure PBI peut nécessiter jusqu'à trois ans entre le moment où une demande est reçue, où une équipe préparatoire est envoyée et rédige un rapport, et celui où le comité d'organisation international étudie le rapport et décide par consensus de la marche à suivre. Wallis pense que cela

198 Schweitzer, Christine. "Mir Sada – the Story of a Nonviolent Intervention that Failed." Cologne, Allemagne. Rapport non publié.

prend trop de temps et que la structure PBI pourrait et devrait être décentralisée pour permettre aux groupes dans le pays en question de prendre des décisions plus rapides et indépendantes.¹⁹⁹

Un conflit est un élément normal de toute relation. Il n'est donc pour cela pas surprenant que des conflits se déroulent entre les membres d'une équipe, entre des organisations en coalition, ainsi qu'entre toute autre relation impliquée dans le maintien de la paix civil. Plus les gens ont de connaissances pour traiter un conflit de façon constructive, en prenant le temps d'écouter, par la négociation et la résolution de problèmes, plus il est probable que le conflit soit une expérience positive plutôt que destructive. Quand cela est possible, les courriers électroniques devraient être évités pour aborder un conflit. En effet, ils ont tendance à exagérer un conflit parce que les protagonistes ne peuvent pas voir leurs expressions respectives ni entendre le son de leur voix. Créer des relations saines et constructives est une tâche, pas uniquement pour les volontaires de la paix dans le contexte de leur travail ; il s'agit de quelque chose qu'ils peuvent pratiquer et modeler chaque jour dans leurs interactions.

199 Interview avec Tim Wallis, ancien directeur des PBI

8. La sélection et la formation des volontaires de la paix

Passer au crible et sélectionner du personnel potentiel pour les équipes de maintien de la paix civil est un processus difficile. En dépit des difficultés qu'elles ont à recruter suffisamment de personnel, les organisations d'intervention civile déclarent rejeter de nombreuses personnes qui posent leur candidature, mais ne remplissent pas les critères imposés. En général, les organisations de maintien de la paix civil préfèrent avoir de grandes équipes pour pouvoir augmenter le nombre de personnes et de groupes qu'elles peuvent protéger. Les grandes équipes internationales permettent également d'augmenter le nombre de personnes qui, retournant ensuite chez elles, peuvent décrire et en instruire d'autres sur la situation des droits de l'homme dans le pays où l'intervention a eu lieu, de manière à pouvoir ensuite augmenter le réseau mondial d'urgence de personnes comprenant et agissant si et quand des violations des droits de l'homme ont lieu. Pourtant, le succès du projet est directement lié aux caractéristiques, aux motifs et aux compétences du personnel. Si la qualité est essentielle pour éviter des bévues et des erreurs potentiellement mortelles, la quantité est également une source d'inquiétude. De nombreux groupes luttent avec le processus difficile consistant à équilibrer ces deux points d'intérêt. Ce chapitre examine la sélection et le processus de formation des volontaires civils.²⁰⁰

Motifs personnels

Pourquoi des personnes veulent-elles participer à des missions de maintien de la paix civil ? Une étude réalisée sur des soldats de l'ONU a montré que les raisons principales pour participer à des projets de maintien de la paix étaient en premier « de voir du pays », suivi de « parce que le salaire est élevé ».²⁰¹ Si la plupart des projets de maintien de la paix civil sont réalisés par des volontaires, plusieurs groupes ont signalé que des personnes motivées à participer à des interventions civiles à cause des voyages impliqués ne sont pas adéquates pour ce genre de travail. « Touristes de guerre », « canons branlants », et « attitudes de cow-boys » furent spécifiquement mentionnées comme des motifs inappropriés et caractéristiques. Ceux qui veulent prendre des risques, aiment l'idée d'être blessé, et/ou cherchent à être martyrs dans une situation de conflit, risquent de mettre en danger non seulement eux-mêmes, mais également d'autres personnes. Étant donné que le but du maintien civil de la paix est de prévenir la violence, les personnes ayant ce genre de motifs pour y participer ne sont pas utiles aux objectifs des projets.²⁰²

200 Interview avec Arno Truger, directeur de la formation internationale pour le maintien de la paix civil et l'établissement de la paix.

201 Galtung, J. "Participants in peacekeeping forces", ed. C. Eljers, Peace, War, and Defense (PRIO: Copenhagen 1976) p. 266

202 Interview avec Dan Dayle, membre d'une équipe d'accompagnement au Salvador

De nombreux membres de Témoins pour la Paix, des Équipes Chrétiennes pour la Paix et de volontaires EAPPI, par exemple, sont motivés pour ce genre de travail par leur foi religieuse. Ces organisations sont sponsorisées par des églises chrétiennes, bien que l'on essaye d'y inclure des personnes non issues d'un milieu chrétien pratiquant. Des groupes tels que les PBI ont observé que la majorité de leur personnel était motivé par un intérêt pour une région spécifique, comme par exemple l'Amérique centrale. D'autres groupes avancent des motifs humanitaires, et le désir de venir en aide à des personnes en ayant besoin. Certains ressentaient une affinité ou une solidarité particulière avec un ou plusieurs des groupes en conflit et cherchaient à trouver un moyen de soutenir leur travail.

Lorsqu'ils sélectionnent les membres de l'équipe, les groupes examinent soigneusement les motivations personnelles de chaque individu pour déterminer s'ils sont appropriés au type de difficultés auxquelles ils devront peut-être faire face, et s'ils sont préparés à faire face au danger qu'implique le maintien de la paix. En plus de découvrir des motivations personnelles, il y a une liste de caractéristiques qui peuvent être utiles pour sélectionner du personnel approprié.

Caractéristiques personnelles

Les organisations de maintien de la paix recherchent dans leur personnel une variété de caractéristiques générales, comme l'autocritique, la conscience de leurs capacités et de leurs limites, la faculté de les évaluer, de donner du feedback à d'autres et d'être prêt à évaluer les réactions des autres. Idéalement, le personnel a une attitude professionnelle et une capacité à travailler et à penser de manière systématique et méticuleuse. Ils se mettent d'eux-mêmes au travail et font preuve d'initiative personnelle, de flexibilité et de faculté d'adaptation par rapport à des changements importants imprévus, ainsi que d'une capacité à rester motivés dans des conditions d'adversité et de stress. Les volontaires civils ont besoin d'être capables d'agir dans des situations intensives, d'être tolérants envers l'ambiguïté, de faire preuve d'expérience dans les relations humaines et les résolutions de problèmes et d'avoir le sens de l'humour. Ils doivent être capables de vivre et de travailler dans le cadre d'une équipe et, avec certaines organisations, d'être convaincus par une approche spirituelle, fondée sur la foi.

De nombreuses organisations ont exprimé le besoin d'établir une limite d'âge minimum de plus de 20 ou 25 ans, proposition qui fait l'objet de nombreux débats. Certains affirment que les jeunes n'ont pas la maturité ou l'expérience nécessaire pour ce genre de travail. D'autres pensent au contraire qu'ils y sont particulièrement appropriés, parce qu'ils n'ont pas d'engagements tels que famille ou emploi et qu'ils « s'en tirent toujours à bon compte » lorsqu'ils posent des questions difficiles que des personnes plus âgées n'oseraient pas poser.²⁰³

Les organisations de maintien de la paix civil souhaitent également que leur personnel défende certains principes. Elles veulent voir un engagement aux idéaux et à la philosophie du groupe, particulièrement aux principes de non-violence, d'impartialité, de volonté au dialogue avec tous les groupes du conflit, et de croyance que le changement peut venir du peuple à tous les niveaux de la société.

Le personnel a besoin d'avoir une certaine connaissance du pays ou de la région impliquée, la connaissance de la langue ou la volonté d'apprendre rapidement une langue, le respect des différences culturelles et de préférence une certaine expérience de l'étranger. Dans certains contextes, le sexe, l'âge ou le passé culturel des volontaires civils pourrait causer ou confiance ou gêne. Le personnel a besoin de sensibilité culturelle et de la faculté à reconnaître quand des règles culturelles pourraient, dans certaines situations, sanctionner une interaction avec des ressortissants étrangers. En outre, le personnel devrait éviter de se laisser aller à des racontars ou de diffuser de l'information ou des rumeurs qui pourraient réduire la confiance de partenaires locaux. Les volontaires civils devraient faire preuve d'humilité et garder le silence sur ce que les gens leur disent ou sur ce qu'ils entendent.

Le personnel devrait être en excellente condition physique et être prêt à vivre et à travailler dans les conditions physiquement exigeantes d'un pays en voie de développement et dans des circonstances psychologiquement stressantes, être très mobile, utiliser des refuges temporaires et affronter de difficiles voyages. Les membres du personnel doivent être psychologiquement et émotionnellement stables.

Des compétences nécessaires sont également nécessaires pour le personnel. Si certaines d'entre elles peuvent être apprises par la formation, d'autres sont développées sur une longue période de temps. Par exemple, le personnel peut avoir une expérience antérieure de l'activisme non-violent et de la défense d'une cause, ou une expérience du journalisme ou de la photographie, une faculté à traiter un conflit de façon constructive, être créatif et pouvoir improviser, savoir développer rapidement de nouvelles relations, inspirer confiance, et développer des contacts personnels et institutionnels pour améliorer l'efficacité professionnelle.

D'autres facteurs jouent également dans la sélection du personnel. Certaines organisations recherchent des personnes ayant une citoyenneté particulière, ou essayent de maintenir un équilibre entre les nationalités des membres de l'équipe. Par exemple l'équipe du Osijek Peace Team avait à la fois des membres serbes et croates. Parfois l'âge, le sexe, l'ethnicité et la diversité de classe sont également pris en considération. On demande souvent au personnel son programme de disponibilité, ainsi que de s'engager dans un projet de maintien de la paix pour une durée spécifiée (deux semaines – une année). Le personnel a besoin d'un passeport à jour, d'un permis de conduire international, de certificats de vaccinations internationaux, ainsi que d'autres papiers nécessaires. Le personnel de certaines organisations doit parfois trouver dans leur pays d'origine une communauté de supporters sensés couvrir une partie de leurs coûts et soutenir les volontaires.

Passage au crible

Le passage au crible du personnel peut avoir lieu de différentes manières. De nombreuses organisations ont des formulaires de demande standardisés. Ces formulaires contiennent des questions difficiles et exigent que les candidats écrivent ce qui les motive à participer à ce genre de travail. Deux ou trois lettres de recommandation de personnes connaissant le candidat sont également souvent demandées. Des interviews téléphoniques ou personnelles sont aussi utilisées. On demande à de nombreux membres du personnel de réfléchir et de discuter des questions lors des interviews sélectives. Les PBI ont par exemple quatre catégories de questions auxquelles les candidats et les stagiaires doivent répondre :

Préparation émotionnelle :

- Avez-vous essayé de confronter vos préjugés, votre violence et votre intolérance personnels ? Comment ?
- Quelles sont vos plus grandes craintes ?
- Comment réagissez-vous au stress ?
- Comment traitez-vous un conflit, que cela soit individuellement à un niveau personnel, ou en tant qu'outsider ou tiers-parti ?

Non-violence, résolution de conflit et autres compétences

- Comment êtes-vous préparé à négocier ouvertement sans préjugé ni violence avec des personnes avec qui vous pouvez ne pas être d'accord ? Trouvez-vous cela difficile ? De quelle manière ?
- Comment avez-vous évalué votre propre potentiel de violence ?
- Vous êtes-vous entraîné à la non-violence, la médiation ou la résolution de conflit ?
- Avez-vous déjà formé d'autres personnes ?
- Décrivez d'autres formations pertinentes que vous avez suivies ou données.
- Décrivez les actions non-violentes, les projets et les manifestations que vous avez soutenues.
- De quelles manières y avez-vous participé (organisation, publicité, encadrement, discours, etc.) ?
- Décrivez tout autre projet ou travail que vous considérez comme pertinent.
- Décrivez en une phrase ou deux ce qu'être impartial signifie pour vous.

Communauté et culture

- Quelle expérience avez-vous de vivre ou/et de travailler étroitement avec d'autres dans le cadre d'un groupe ?

- Aimez-vous vivre et/ou travailler étroitement comme membre d'un groupe ? Quel rôle avez-vous l'habitude de prendre ? Donnez des exemples.
- Discutez vos faiblesses et votre force par rapport à une vie en communauté sans beaucoup d'intimité.
- Discutez votre capacité à gérer les critiques personnelles.
- Quelles sont les compétences individuelles que vous apportez dans une communauté que vous appréciez (sens de l'humour, compétences sociales, cuisine, musique, etc.) ?
- Comment traitez-vous un conflit (à éviter, à affronter, faire des compromis, rivaliser, négocier...) ?
- Quelles autres compétences ou connaissances avez-vous ? Vous pouvez inclure des compétences pratiques (charpentier, expert-comptable, photographe, rédacteur de rapports, bibliothécaire...)
- Quelles sont les autres passe-temps ou loisirs que vous pourriez partager avec l'équipe ?
- Quelles sont vos expériences de vie ou de travail avec des personnes de culture différente ? Qu'en avez-vous appris ?

Questions spécifiques à un pays

- Pourquoi voulez-vous aujourd'hui travailler avec les PBI dans cette région ?
- Décrivez ce que vous savez de cette région ainsi que d'où provient votre intérêt.
- Dans quels domaines d'étude travaillez-vous ?
- Il y a-t-il quelque chose que vous aimeriez que nous sachions ?
- En considérant le fait qu'il y a quelques 60 conflits armés se déroulant dans diverses parties du monde, pourquoi est-il important pour vous que l'on se concentre sur le conflit ayant lieu dans ce pays ?²⁰⁴

Formation

Plusieurs groupes différents assurent la formation de volontaires civils. Le contexte de la formation varie énormément, étant donné que les volontaires civils non-gouvernementaux utilisent des techniques comme l'accompagnement, qui diffèrent de certaines méthodes utilisées par les volontaires civils de l'ONU. Dans le *Report of the Secretary-General's High-level Panel on Threats, Challenges, and Change*, des experts ont recommandé la formation commune du personnel civil et militaire et l'échange de personnel dans le cadre des opérations de paix afin d'augmenter le niveau des réseaux de coordination et de communication entre des groupes travaillant dans

204 Interview avec Kathy Kelly, membre de plusieurs équipes de paix

des opérations pour maintenir la paix et la stabilité.²⁰⁵ Si les ONG peuvent ne pas apprécier ou soutenir une présence militaire de maintien de la paix dans une région en conflit, elles devront quand même y reconnaître la présence de ces forces. Le personnel militaire et celui des ONG ont besoin de comprendre la culture organisationnelle, les styles de communication, et l'approche à leur travail dans le contexte du conflit. Une formation entre ces groupes n'est pas tant une adaptation aux méthodes de l'autre qu'une étape nécessaire dans la préparation au monde réel.

Le Centre de Maintien de la Paix Pearson au Canada et le Centre International de Formation au Maintien de la Paix Kofi Annan au Ghana ont l'un comme l'autre formé des civils pour des missions de maintien de la paix de l'ONU. Le Centre Africain pour la Résolution Constructive de Conflits propose des cours de maintien de la paix civil et d'établissement de la paix, incluant une série de sujets allant du contrôle des droits de l'homme à l'engagement dans la résolution de conflit.

Le programme de formation International de Maintien de la Paix Civil et d'Établissement de la Paix en Autriche cherche à réunir les besoins de formation de l'ONU, des organisations gouvernementales et non-gouvernementales, qui s'engagent dans des activités de maintien de la paix civil et non-violent, et d'établissement de la paix dans des situations de conflit. En partie financé par le gouvernement autrichien pour augmenter le nombre d'Autrichiens participant aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, le programme est basé sur la prémisse que « l'on aura besoin d'experts civils possédant la connaissance et les compétences nécessaires pour remplir la grande variété d'objectifs et de défis civils qui seront demandés pour garantir un monde plus pacifique dans les nouvelles conditions qui ont suivi la fin de la guerre froide ».²⁰⁶ Ces programmes d'un mois incluent à la fois la théorie et la pratique de l'analyse de conflit et des stratégies de transformation, des modèles et des activités, une compréhension interculturelle, des compétences communicatives, et des cours de spécialisation dans des fonctions spécifiques de maintien et d'établissement de la paix, comme par exemple le contrôle d'élections ou la protection des droits de l'homme, etc.²⁰⁷

Les organisations individuelles de maintien de la paix civil ont aussi leur propre formation. Les Témoins pour la Paix et les Brigades de Paix Internationales ont plusieurs types de formation, incluant une formation dans le pays d'origine, puis un programme de formation intensive de trois semaines dans le pays où l'intervention doit se dérouler, et où le personnel visite plusieurs régions du pays, rencontre des gens, habite avec des familles de la région, et rencontre chaque jour un formateur.²⁰⁸ Idéalement, des équipes qui sont formées ensemble devraient travailler ensemble sur

205 A More Secure World. P.85

206 Brochure sur le programme de formation International de Maintien de la Paix Civil et d'Établissement de la Paix, Schlaining, Autriche

207 Interview avec Arno Truger, directeur du programme de formation International de Maintien de la Paix Civil et d'Établissement de la Paix. Schlaining, Autriche

208 Interview avec Judith Weir, formateur et membre de Témoins pour la Paix

le terrain. Le lien entre les membres de l'équipe et les questions qui sont étudiées pendant les sessions de formation établissent des modèles utiles pour rapprocher les membres de l'équipe dans des situations plus stressantes. En outre, les membres de l'équipe apprennent à se connaître et à se faire confiance durant les formations.

Une partie du processus de sélection a également lieu dans la formation du personnel. Un grand nombre des questions répertoriées ci-dessus sont à nouveau posées pendant les sessions de formation. Les formateurs peuvent interviewer chaque personne individuellement ou demander à des petits groupes de discuter les questions.²⁰⁹ Nombreux sont les groupes qui se réservent le droit de renvoyer des membres du personnel après qu'ils ont terminé la formation, s'il est évident qu'ils ne sont pas préparés au projet. Selon Hagan Berndt, formateur, plus de 50% de ses stagiaires découvrent que la formation et les activités auxquelles ils sont préparés ne correspondent pas à ce à quoi ils s'attendaient.²¹⁰

La formation de volontaires civils a commencé à la demande de personnel qui avait été placé sur le terrain avec peu de préparation. Si de nombreux groupes ont établi une section formation pour leur personnel, ils sont également nombreux à percevoir le besoin d'avoir plus de formations et de discussions à propos de leur contenu et de leur durée. En 2002-2003, dans le cadre d'une coordination avec Nonviolent Peaceforce, les membres de Training for Change George Lakey et Daniel Hunter ont écrit un manuel de formation pour les volontaires civils intitulé *Opening Space for Democracy*.²¹¹ D'autres organisations de par le monde proposent également de nouvelles formations pour les volontaires civils.

Il est impossible d'enseigner à un groupe de personnes tout ce qu'ils ont besoin de savoir durant la courte période de temps consacrée à la plupart des formations. Liam Mahony, formateur PBI affirme qu'une grande partie des informations relatives à la connaissance politique de la région, ainsi qu'à l'organisation et la philosophie, peuvent être envoyées au personnel avant la formation. Des questions sur ces sujets peuvent alors être traitées sans avoir à présenter le matériel. Selon Mahony, le rôle le plus important de ces formations est que le groupe apprenne à estimer ses propres ressources.²¹²

Il y a différentes façons d'obtenir expérience et formation.²¹³ Elise Boulding suggère que des groupes devraient commencer par mener des projets de maintien civil de la paix dans leur propres pays avant d'essayer de le faire dans un pays différent.²¹⁴ Ce travail est logistiquement et culturellement moins compliqué, et procure une excellente base de formation pour le travail international.

209 Interview avec Liam Mahony, formateur PBI et chercheur

210 Présentation de Hagan Berndt à Life and Peace Consultation, Octobre 1994

211 Hunter, Daniel, and Lakey, George. *Opening Space for Democracy: Third-Party Non-violent Intervention Curriculum and Trainer's Manual*. Philadelphia, Pennsylvania: Training for Change, 2004

212 Interview avec Liam Mahony, formateur PBI et chercheur

213 Interview avec Tim Wallis, ancien directeur des PBI

214 Interview avec Elise Boulding, chercheur sur la paix

Les formations pour les volontaires civils devraient inclure les éléments suivants :²¹⁵

Motivation

Les stagiaires sont encouragés à se concentrer sur les raisons personnelles les incitant à vouloir participer à une intervention civile. Ils sont invités à partager leur approche personnelle et leur motivation, à discuter de spiritualité, à considérer la possibilité de mourir et/ou souffrir, ainsi que de discuter des dynamiques globales, telles que les questions entre Nord et Sud.

Résolution de conflit et compétences pour défendre une cause

L'art et la science concernant la façon de communiquer face à un conflit et la façon de désamorcer colère et agression sont largement enseignés dans les universités et les ateliers de formation. Ces compétences demandent une vie entière de pratique et d'apprentissage permanent. Les ateliers de formations pour les volontaires civils incluent souvent l'histoire et la théorie de l'activisme direct non-violent et la façon dont les volontaires de la paix suivent traditionnellement l'utilisation de formes de pouvoir non-violentes pour aborder la violence. Les ateliers incluent aussi des compétences concrètes, telles que la façon d'interagir avec des groupes armés, la façon de calmer une foule en colère, de désarmer un agresseur, et comment traiter le harcèlement. La théorie et la pratique de résolution et de transformation de conflit, qui inclut facilitation, médiation, négociation, dialogue, communication et aptitudes à l'écoute sont également importantes. Les compétences en résolution de conflit sont nécessaires pour aplanir les relations entre les équipes de maintien de la paix civil, ainsi que pour établir dans le contexte des relations constructives avec d'autres groupes, armés comme civils. Ces compétences aident les volontaires civils à traiter de façon constructive un conflit dans leurs équipes ainsi qu'avec d'autres groupes, à calmer des situations de crise, et à augmenter leur confiance lorsqu'ils interagissent avec des gens.

Compétences en analyse de conflit

Comprendre le conflit dans sa totalité est impératif pour choisir le type d'activités approprié. Les compétences en analyse de conflit incluent des éléments comme observation, interview, recherche et rassemblement d'informations sur les différents groupes en conflit, leurs intérêts et leurs positions politiques sur les questions en jeu, et sur les stratégies que chacun d'entre eux utilise pour atteindre leurs objectifs. Ces compétences en recherche aident les volontaires civils à évaluer les informations, à montrer une image plus objective d'un conflit, ce qui peut aider à dissiper des rumeurs, aider à clarifier les positions des groupes, identifier les véritables questions

215 Cette liste d'éléments de formation est tirée de l'article de Christopher Moore sur la formation, d'interviews avec Hagan Berndt, Kathy Kelly, Liam Mahony, Judith Weir ainsi que du matériel de formation utilisé par Témoins pour la Paix, les Brigades de Paix Internationales, les Équipes Chrétiennes de Paix et l'Équipe de Paix dans les Balkans

et les relations de pouvoir entre les groupes, et peut-être établir le travail préparatoire pour identifier des solutions au conflit.²¹⁶

En général, les volontaires civils ont besoin d'une analyse de conflit incluant une compréhension des perceptions de toutes les personnes et de tous les groupes en conflit, et comment ces perceptions forment leur compréhension du conflit et leurs objectifs ou besoins dans le cadre du conflit. Dans de nombreux conflits, tous les protagonistes se battent pour le respect, la dignité, pour une participation à des décisions qui influencent leurs vies, ainsi que pour pouvoir affirmer leur identité et pratiquer leur religion sans l'ingérence d'autres personnes.

Spécifique à un pays

Chaque formation devrait avoir un élément examinant particulièrement les connaissances et les compétences spécifiques au pays en question dont les volontaires civils ont besoin. Une manière efficace de faire cela est d'avoir des volontaires vétérans partageant leurs expériences passées dans la région pour transmettre des récits de réussites et d'échecs des projets précédents, ainsi que des informations sur la façon dont le personnel traite les chocs culturels, la répression et la vie quotidienne dans le pays.²¹⁷ D'autres sujets à discuter et de compétences à acquérir peuvent inclure le fait d'apprendre à tirer des ressources culturelles pour traiter un conflit et à discuter du degré d'assimilation.

Compétences et organisation d'une équipe

Les volontaires de la paix devraient avoir une bonne compréhension de la structure historique, du mandat de l'organisation et du projet. Chaque volontaire devrait s'entraîner à expliquer les objectifs premiers et les activités de l'organisation, de manière à apprendre comment le communiquer logiquement et efficacement à d'autres.

Unité de l'équipe

Comme dans tout projet d'équipe, la dynamique de groupe joue un rôle important dans la capacité des membres à travailler ensemble et à réaliser leurs projets. L'établissement de l'équipe et des exercices pour braver la peur et se fortifier les uns les autres, pour avoir des techniques de réduction de stress et de relaxation, pour embrasser la diversité du groupe, pour donner et recevoir des critiques sont souvent incorporés dans chaque aspect de la formation. Finalement, les équipes prennent la responsabilité d'une formation continue, de refléter chaque jour à des émotions personnelles, de vivre avec la violence directe, ainsi que de faire une autoévaluation sur leurs progrès.

216 Moore, p. 3

217 Interview avec Liam Mahony, formateur PBI et chercheur

Logistiques

Un aspect ennuyeux mais très nécessaire de la formation est de s'assurer que chaque membre de l'équipe est équipé des papiers et des compétences nécessaires pour survivre dans la situation. Ceci peut inclure les papiers requis (le passeport, une copie de passeport pour le bureau principal, des photos de passeport supplémentaires, si possible une carte de presse, les vaccinations, l'identification personnelle, l'identification de groupe, une feuille d'information sur le groupe, des cartes téléphoniques, les adresses électroniques des principaux groupes internationaux pour la paix, du papier carbone, un stylo, du papier, un dictionnaire, un badge d'identité etc.). Cela inclut aussi la façon de rédiger un communiqué de presse, le fait de connaître le fonctionnement du réseau d'alerte d'urgence, ainsi que les questions de santé.

Craintes et dangers

Considérer les risques et les dangers auxquels les membres peuvent être confrontés est un élément important dans la formation et la préparation des membres de l'équipe. Un ancien volontaire des Témoins pour la Paix signale qu'il récrivait son testament à chaque fois qu'il partait en mission au Nicaragua.²¹⁸ En préparation au projet *Solidarity for Peace in Sarajevo*, les organisateurs, les organisateurs américains présentèrent la liste de questions suivantes aux membres potentiels de l'équipe :

- Que ressentez-vous à l'idée de pouvoir être gravement blessé ou tué ?
- Comment croyez-vous réagir à la blessure ou à la mort d'un autre membre de l'équipe ?
- Pouvez-vous imaginer concrètement vos réactions dans une situation de danger mortel
- Comment communiqueriez-vous au niveau interculturel dans une situation hostile ou dangereuse ?

Ces questions abordent les réalités auxquelles le personnel est confronté en se positionnant entre des groupes en conflit. Outre ces questions, le formulaire de *Solidarity for Peace in Sarajevo* comportait également la déclaration suivante :

Il est important que les participants réalisent que le peuple de Sarajevo a pris l'habitude des bombardements. Une grande partie des habitants ont été blessés et pratiquement toute la population a fait l'expérience de bombes ou de tirs isolés dans leur proximité immédiate. Si les participants doivent respecter le courage dont les habitants peuvent faire preuve, ils doivent aussi s'attendre à être eux-mêmes terrifiés. Par conséquent, les participants devraient penser à leurs réactions et à leur façon d'appréhender la peur dans cette situation.²¹⁹

218 Interview avec David Bremer, ancien membre des Témoins pour la Paix

219 Document préparatoire de *Solidarity for Peace in Sarajevo*, décembre 1992

Scott Schaefer-Duffy, coordinateur du projet Sjema Mira, souligne que le personnel a besoin de se préparer à une situation de guerre. Il a observé que de nombreux membres de Mir Sada déguerpissaient quand ils entendaient des bombardements. Il déclare que le personnel peut se préparer à pénétrer dans des zones militaires en suivant des parades militaires, en allant sur des stands de tir, en parlant avec des militaires, en lisant des livres traitant de combats, et en se plaçant en général dans une perspective militaire avant de rentrer dans un projet.²²⁰

Les organisateurs italiens de Mir Sada/We Share One Peace ont demandé aux participants de déclarer formellement qu'ils « ne voulaient pas que la mort ou que la blessure d'un participant soit utilisée comme un prétexte à des représailles impliquant l'utilisation de la force et qu'ils assumaient une responsabilité totale pour leur présence sur les lieux ». En outre, ils demandèrent aux participants de préparer l'opinion publique dans leurs propres pays en publiant les objectifs du camp et la mise en évidence de la non-violence.²²¹

Un ensemble de lignes directrices a été développé par le comité américain lors de la préparation du projet We Share One Peace en cas de situations d'urgence :

1. Si vous entendez des balles siffler ou des bombes exploser à proximité, cherchez rapidement un abri à l'intérieur d'un bâtiment solide ;
2. Si une bombe ou un obus explose près de vous, et qu'il n'y a pas d'abri dans les environs, couchez-vous, et rampez dans un creux près de vous, comme un fossé ou un trou d'obus ;
3. Si vous vous trouvez près d'une explosion, gardez la bouche ouverte pour réduire les effets nocifs des changements soudains dans la pression de l'air ;
4. Si vous êtes avec quelqu'un, et si cette personne est abattue par un tireur isolé, ne lui venez pas en aide. Vous seriez probablement abattu aussi. Cherchez un abri, et appelez une équipe d'assistance médicale.
5. Regardez ce que les autochtones font. S'ils cherchent à s'abriter, faites-le également ! S'ils quittent leurs abris, et semblent reprendre leurs activités, il est probable que la situation est devenue plus sûre.²²²

Outre ces lignes directrices générales, il est bénéfique pour chaque groupe de considérer les critères de leur évacuation en avance. Dans quelles circonstances mettraient-ils un terme au projet ? Que se passerait-il dans le cas où un cessez-le-feu serait rompu ?

L'Équipe pour la Paix dans le Golfe en Irak dut faire face à ces questions à 4.00 du matin. Les Irakiens arrivèrent avec deux bus pour emmener le groupe. Certains membres de l'équipe refusèrent d'abord de partir. D'autres s'inquiétaient du fait que les Irakiens puissent ne pas comprendre la philosophie et la pratique de ce type

220 Interview avec Scott Schaefer-Duffy

221 Interview avec Lisa Clark et Don Albino Bizotto

222 Programme de préparation et de réflexion des membres américains de l'équipe pour le projet We Share One Peace

d'action non-violente. Si tout le groupe fut finalement évacué, le stress considérable de la situation rendit les décisions particulièrement difficiles à prendre.²²³

Lakey et d'autres instructeurs se servent de jeux de rôles pour aider les membres de l'équipe à se préparer aux situations qu'ils pourraient rencontrer. Par exemple, dans la formation de Cry for Justice, les membres potentiels de l'équipe jouèrent les situations suivantes :

- Des soldats obligeant des membres de l'équipe à avancer tout en tabassant un autochtone
- Un barrage routier où des soldats interrogent et emmènent le conducteur haïtien du véhicule de l'équipe
- Faire face au chaos à l'aéroport
- Rencontrer un organisateur haïtien incapable de donner autant d'informations que les membres de l'équipe le voudraient pour des raisons de sécurité
- Être évité par des Haïtiens du fait de leurs sentiments bien-fondés d'être abandonnés par la communauté internationale.

Certains groupes allèrent plus loin que les jeux de rôles et utilisèrent de véritables expériences dans la formation. Un groupe en formation fit l'expérience d'être sans abri pendant 24 heures dans les rues de Chicago. D'autres groupes participèrent à des actions non-violentes aux États-Unis, où ils s'entraînèrent à écrire des communiqués de presse et à acquérir des compétences en organisation.

Règles et lignes directrices

Outre la formation, la plupart des groupes donnent à leurs membres une série de règles ou de lignes directrices. L'Équipe de Paix dans les Balkans avait des règles sur le travail en groupes de deux personnes, sur l'obligation de toujours avoir une personne au camp de base, et de toujours dire aux autres membres de l'équipe où vous êtes et combien de temps vous serez absent. D'autres règles doivent guider la garantie d'impartialité, ce qui implique de ne pas passer trop de temps dans les bureaux d'autres groupes, de traduire des lettres ou de donner des coups de téléphone pour leur compte. Cela implique également de ne pas faire de déclarations politiques en public et de souligner l'indépendance.²²⁴

La longueur et le contenu de la sélection et du processus de formation pour le maintien de la paix civile repose sur une variété de facteurs, incluant l'urgence des besoins dans le cadre du conflit, la disponibilité des fonds, le niveau de compétences antérieur du personnel, et la durée du temps que le personnel va dépenser dans le contexte du conflit. En envoyant des délégations à court terme de personnes ayant moins de formation, un nombre d'organisations de maintien de la paix civile équilibre le besoin de qualité de leur personnel avec le souhait d'avoir un nombre

223 Interview avec Peggy Preston

224 Déclaration des objectifs et des principes de l'Équipe de Paix dans les Balkans, février 2004

plus élevé de personnes qui peuvent rentrer dans leur pays pour y mettre en place le réseau des droits de l'homme.

9. La logistique des équipes de maintien de la paix civil

Les équipes de maintien de la paix civile requièrent toute une série de décisions. Travailler les détails logistiques est une tâche essentielle. En particulier, trouver un soutien financier, trouver chaque jour à manger et où s'abriter, mettre en place les communications et les transports sont des processus de longue haleine. Christine Schweitzer conseille à des groupes de travailler avec la logistique et d'éventuels problèmes en avance. Les jeux de rôles et les simulations lors de formations peuvent aider le groupe à découvrir ce dont ils auront besoin. La logistique peut également être modelée selon d'autres groupes travaillant dans la région.

Décider le niveau de visibilité

Le degré de visibilité dont l'équipe a besoin est un autre facteur décisif au niveau de l'intervention. La visibilité des volontaires varie selon la nature de l'intervention. Dans des régions en conflit où le gouvernement ou des groupes au pouvoir étaient coopératifs avec les volontaires pour la paix, la visibilité s'est avérée utile. Des tentatives ont été faites pour rencontrer des représentants du gouvernement, et on a saisi des occasions pour rendre public leur présence dans la région. Dans des endroits comme Haïti ou le Kosovo, où le gouvernement en place était opposé à une intervention civile, les membres de l'équipe durent passer pour des touristes ou des missionnaires.²²⁵

Michael Beer suggère que les groupes d'intervention civile devraient faire leur possible pour avoir le minimum de visibilité nécessaire pour remplir leur mission. Une exposition trop importante peut provoquer une attaque politique ou un glissement dans la dépendance. Une absence d'exposition annule le bénéfice des volontaires civils pour un conflit²²⁶ et peut abaisser leur crédibilité.

Charles Walker affirme que crédibilité et légitimité sont obtenues à travers des signes physiques comme « insignes, mouvements, colifichets, manifestations publiques, activités uniques ainsi qu'incidents habituels et interactions positives ». ²²⁷ Par exemple, les forces de l'ONU portent des bérets ou des casques bleus. Les Shanti Sena portaient des écharpes safran. D'autres groupes ont utilisé des bracelets ou des chemises spéciales, des chapeaux, ou des boutons qui les identifient comme membres de l'équipe. Une équipe se servait d'une jeep blanche pour signaler sa présence.²²⁸

Selon Walker, la visibilité est également obtenue grâce à des mouvements répétitifs ou ritualisés, tels que des patrouilles régulières ou des activités cérémoniales. Les Shanti Sena organisaient régulièrement des processions ou des démonstrations

225 Interview avec Liam Mahony et Christine Schweitzer

226 Interview avec Michael Beer, Nonviolence International staff

227 Walker, Charles. "A World Peace Guard: An Unarmed Agency for Peacekeeping." *Academy of Gandhian Studies* Hyderabad. March 1981. p. 16

228 Walker, p. 17

publiques pour réaffirmer leur présence, la nécessité et la valeur de leur mission.²²⁹ D'autres équipes ont inclus et/ou voudraient inclure des personnalités dans leurs équipes. Par exemple, le chanteur Cat Stevens a aidé à financer le projet de l'Équipe de Paix dans le Golfe.²³⁰ Cependant, d'autres affirment que l'entrée de personnes connues comme membres peut affaiblir les autres membres de l'équipe ou diminuer le sentiment qu'un véritable changement vient de la base.²³¹

La visibilité peut être liée à des questions de diversité parmi les membres de l'équipe et des différences physiques évidentes entre l'équipe et les groupes en conflit, telles que la couleur de peau, la taille, etc. Dans certains cas, la couleur de peau est suffisante pour annoncer la présence des « soldats » de la paix. Dans d'autres cas, la couleur de peau peut indiquer une variété de rôles différents. En Somalie, par exemple, les personnes avec la peau claire auraient pu participer à toutes les opérations d'assistance ou militaires.

Mettre en place des réseaux de réponse d'urgence

L'efficacité d'une intervention civile repose pour beaucoup sur l'existence d'un réseau d'urgence efficace et fiable, rapide, et qui inclue des personnes en place au niveau gouvernemental ou autre autorité, ou inclue un grand nombre de citoyens de par le monde. Les organisations de maintien de la paix adressent de plus en plus de demandes spécifiques aux ambassades, ou forment des campagnes coordonnées avec d'autres ONG, et placent du personnel dans leurs bureaux principaux dans le pays d'accueil, de même que dans les capitales d'Amérique du Nord et d'Europe pour faire des pressions sur les autorités gouvernementales sur des situations particulières des droits de l'homme.

Les Brigades de Paix Internationales ont formé deux réseaux d'alerte. L'un est composé de milliers de simples citoyens de par le monde, tandis que l'autre est formé de parlementaires, de personnel d'ambassade et d'autres personnes dans des positions officielles. Les PBI utilisent plus souvent ce « réseau de contacts de haut-niveau », parce qu'ils ont observé qu'il fonctionne plus rapidement et plus efficacement.

Les équipes d'intervention civile suivent une série de critères quand elles décident d'utiliser les réseaux d'urgence. Ces critères incluent des attaques physiques, des arrestations, ou des menaces proférées à l'encontre de citoyens, d'activistes des droits de l'homme, ou même de volontaires civils. En Colombie, quand le gouvernement Uribe critiquait et condamnait fortement le travail des PBI, l'équipe utilisa le réseau d'urgence pour que des organisations internationales et des fonctionnaires gouvernementaux dans d'autres pays appellent le gouvernement Uribe et l'informent sur le travail important pour les droits de l'homme que les PBI accomplissaient dans le pays. Les menaces contre les PBI cessèrent peu après la mise en action du réseau d'urgence.²³²

229 Walker, p. 17

230 Interview avec Kathy Kelly, membre de plusieurs équipes de paix

231 Interview avec Rey Lopez, membre des Équipes Chrétiennes pour la Paix

232 Interview avec Barbara, directeur des PBI-USA, 18 février 2005

Pour faire face à une de ces situations, les volontaires civils prennent des mesures pour informer et demander une intervention de la part des ambassades, des gouvernements influents, des communautés internationales telles que l'Union Européenne ou l'Organisation des États Américains, des OGN telles que la Croix Rouge, des leaders et des organisations religieux, des personnes très influentes dans le pays et des citoyens d'autres pays. On demande à tout le monde d'écrire des lettres de protestation, d'envoyer des courriels ou des télécopies. Des groupes peuvent également contacter les médias et leur demander d'assurer le reportage de la situation pour en augmenter la prise de conscience. .

Il y a d'autres critères conduisant à la décision de commencer à utiliser le réseau d'urgence. Tout d'abord, il est important de savoir si d'autres organisations travaillent sur ce cas et sur ce qu'elles font. Dans la mesure du possible, il est important de coordonner des actions avec elles. Une estimation de la nature et de la gravité de la situation est également importante. Des informations sur la justesse de la situation devraient être vérifiées à partir d'au moins deux ou trois sources indépendantes et fiables. L'individu ou le groupe qui est menacé devrait si possible être consulté, pour déterminer s'il veut ou non que le réseau d'urgence soit utilisé. Des membres d'équipes hésitent souvent à utiliser le réseau pour eux-mêmes, de manière à le préserver pour d'autres. Des outsiders doivent parfois les convaincre de l'utiliser pour eux-mêmes. Il est toutefois important de déterminer si le fait d'agir peut mettre en danger d'autres personnes, ou s'il pourrait y avoir des conséquences négatives à publier la situation. De manière à être efficace, les réseaux d'urgence devraient être utilisés en dernier ressort. En effet, ils perdent de leur efficacité s'ils sont utilisés trop fréquemment.²³³

Communication

Comme cela a été mentionné plus haut, chaque membre d'équipe devrait avoir un représentant pour coordonner leurs médias. Il serait peut-être utile d'avoir un manuel ou des instructions écrites pour la communication et la diffusion de l'information, par courrier, télécopies, courriel, radioamateur, communications satellite, magnétoscope, etc. Le niveau de soutien technique et logistique dépend de la durée et des objectifs du projet. Certaines activités, telles que le contrôle et la documentation, peuvent requérir beaucoup d'équipement technique.

L'information rassemblée à travers ces activités peut être distribuée internationalement aussi vite que possible. Des rapports sur les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu plusieurs mois auparavant ne sont pas très utiles. On pourrait demander aux réseaux d'information internationaux d'envoyer leurs reporters pour assurer le reportage des activités de l'équipe et augmenter la prise de conscience sur les efforts du maintien de la paix civil et contribuer à sensibiliser l'opinion publique sur le conflit. En plus d'attirer l'attention sur le conflit et les volontaires civils, cela peut être un moyen d'empêcher la violence et de contribuer énormément à

augmenter l'efficacité de juste un petit nombre de volontaires civils.²³⁴ D'autres prétendent que les machines à écrire sont préférables à du matériel technologique plus sophistiqué dans des situations où l'électricité ou des capteurs d'énergie solaire ne sont pas disponibles, et qu'une abondance de technologie distinguerait trop l'équipe de maintien de la paix par rapport à la population locale.

Il est nécessaire d'être prudent avec toute stratégie communicative. Une mauvaise couverture médiatique peut discréditer les activités de maintien de la paix.²³⁵

Transport

Les types de transport dont disposent les équipes civiles ont d'importantes implications sur le type et la qualité de leur travail. Si les voitures, les camionnettes, les camions, les jeeps, etc. permettent aux équipes d'être mobiles et de réagir rapidement à des crises, ces véhicules sont également coûteux, requièrent de l'essence, qui est souvent rare dans des situations de guerre, et peuvent séparer l'équipe de la population.

La marche ou la bicyclette, tout en étant moins rapides, peuvent permettre une communication plus facile avec d'autres civils dans le conflit et sont en outre plus faciles à obtenir et coûtent moins que les solutions motorisées. Lorsqu'elle travaillait à Haïti avec les Équipes Chrétiennes pour la Paix, Kathy Kelly observa qu'il était important qu'elle se déplace à pied parce que cela lui permettait à la fois de se montrer solidaire des Haïtiens et de les écouter.²³⁶

Nourriture et abri

L'autosuffisance est essentielle pour la plupart des équipes de volontaires civils. Plus une équipe est dépendante de la population locale en matière d'alimentation, de médicaments, d'espace pour des bureaux ou des abris, etc., plus l'équipe sera un fardeau pour la population. Certaines équipes demandent à chaque participant de fournir ses propres provisions pour la durée de son séjour, ainsi que de la nourriture à partager avec la famille d'accueil.

Beaucoup d'équipes civiles sont composées de groupes de 3 à 15 personnes, même si les actions plus importantes en nombre et n'ayant lieu qu'une fois comme l'Équipe de Paix dans le Golfe et Mir Sada/We Share One Peace pouvaient avoir entre 75 et 2 500 membres. Dans chaque cas, une personne ou une équipe responsable de préparer le terrain s'arrangeait pour trouver des logements ou un espace où planter des tentes pour le groupe, avant que les autres membres de l'équipe n'arrivent. Il s'est avéré souvent problématique de louer des logements, parce que cela ne permettait pas à tout le monde d'y avoir accès, ou qu'ils étaient sous équipés pour le nombre de personnes qu'ils devaient accueillir (par exemple Mir Sada manquait d'installations sanitaires).

234 Présentation de John Paul Lederach lors de la conférence Consultation on Interpositioning tenue par le Life & Peace Institute, octobre, 1994

235 Wallis and Samoyoa, 2005

236 Interview avec Kathy Kelly, membre de plusieurs équipes de paix

Si l'équipe espère se placer entre deux ou plusieurs groupes, le lieu de son abri est important et devrait se trouver à une distance appropriée des groupes en conflit.²³⁷

Soutien financier

Un grand nombre de groupes d'intervention civile éprouvent des difficultés à financer leurs projets. Le financement provient normalement de fondations privées, d'autres ONG qui souhaitent travailler en coalition, des groupes de soutien individuels formés par et pour chaque membre de l'équipe, des programmes de l'ONU ou gouvernementaux, des entreprises, des églises, ou des individus qui ne peuvent pas y participer directement, mais désirent soutenir ce travail. Coordonner et encourager chacun de ces groupes à financer des projets prend du temps et de l'argent.

Soutien des membres de l'équipe

La plupart, si ce n'est toutes les équipes civiles sont composées de volontaires. Tandis que le groupe organisateur paye souvent la formation, la pension et un petit traitement, les volontaires sont responsables de payer les frais de transport et de collecter des fonds pour couvrir leurs dépenses. Des groupes d'intervention civile bien établis procurent également à leurs volontaires une assurance et un soutien psychologique quand ils rentrent dans leurs pays.²³⁸

Évaluation

Le succès ou l'échec d'un projet d'intervention civile peut seulement être analysé dans une perspective à long terme. Dans la plupart des contextes, l'établissement de la paix prend plusieurs décennies. L'évaluation d'un succès ou d'un échec est particulièrement difficile dans les projets de maintien de la paix, parce qu'il est difficile de déterminer le nombre de « vies sauvées » ou le degré auquel un conflit s'est « transformé ». Qui peut dire si la vie de quelqu'un est sauvée, quand il est impossible de savoir si cette personne aurait ou non été en danger sans la présence d'un volontaire de la paix ? Comment et à qui attribuer la transformation réussie d'un conflit quand il y a de nombreuses interventions de « soldats » de la paix, de personnes travaillant pour le développement, ou de spécialistes en résolution de conflits ? Et comment est-il possible d'estimer l'efficacité d'une intervention civile, si des acteurs externes augmentent leur financement de l'un ou de plusieurs groupes armés durant la période d'évaluation ?

Déterminer si un projet de maintien de la paix civil a été un succès ou un échec dépend fortement des critères que l'on utilise pour faire de tels jugements. Christine Schweitzer de l'Équipe de Paix dans les Balkans et de Nonviolent Peaceforce affirme que chaque action de l'Équipe de Paix dans les Balkans est un succès : chaque procès observé, chaque éviction de maison empêchée, etc.²³⁹

237 Diehl, p. 70

238 Interview avec Judith Weir, membre du personnel et formateur des Témoinés pour la Paix

239 Interview avec Christine Schweitzer, ancienne coordinatrice de l'Équipe de Paix dans les Balkans

Les critères devraient être concentrés sur des indicateurs spécifiques, tels que la réduction du nombre d'attaques sur des civils protégés par des équipes de volontaires civils, une augmentation de la somme de travail remplie par des activistes des droits de l'homme protégés par des volontaires civils, ou le nombre de personnes dans d'autres pays qui ont pris connaissance de la situation des droits de l'homme et pris des actions pour arrêter les abus après avoir lu les rapports de volontaires civils.

Si les volontaires pour la paix sont capables d'augmenter l'attention du monde sur les violations des droits de l'homme et d'en entraîner d'autres à s'engager pour résoudre le conflit, leur efficacité peut ne pas dépendre du niveau de l'existence de la violence entre les groupes. De même, même si un des groupes en conflit se sent plus sûr et plus à même d'essayer de résoudre leur conflit de façon non-violente, la présence de volontaires civils est efficace. D'autres affirment que le seul échec d'une équipe civile serait de provoquer une escalade de la violence.²⁴⁰

10. L'avenir de l'intervention civile

Les succès du maintien civil de la paix pour réduire la violence et permettre à la démocratie d'être établie offrent un cas irrésistible pour l'établissement d'un Corps Civil de Maintien de la Paix de professionnels formés et prêts à utiliser leurs corps comme force de dissuasion contre la violence. La violence en cours au Soudan, au Congo, en Tchétchénie, en Afghanistan, en Irak, en Colombie et des douzaines d'autres conflits violents faisant rage de par le monde appellent une réponse. Des situations politiques délicates au Guatemala, en Indonésie, et au Pakistan méritent également attention. Le but d'établir une « armée » permanente de volontaires civils a été une vision revenant régulièrement tout au long du siècle dernier. Aujourd'hui, la volonté politique de financer et de mettre en place une force civile de maintien de la paix à grande échelle n'est pas suffisamment forte.

Charles Walker note que « l'idée de base d'un World Peace Guard est en fait une idée durable, qui resurgit particulièrement dans les périodes de crise. Elle est ensuite laissée de côté par manque d'argent, de soutien politique et organisationnel, ou d'impulsion de la part des spécialistes en maintien de la paix. »²⁴¹ Toutefois, il y a certains mouvements poussant dans cette direction. Des tentatives d'ONG comme la Nonviolent Peaceforce et le Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict, de même que des efforts de l'ONU tels que l'expansion du CIVPOL, des Volontaires de l'ONU et d'unités de maintien de l'ordre indiquent qu'il existe une impulsion vers cette vision. Toutefois, les défis, les opportunités et les questions concernant l'utilisation répandue et à grande échelle de volontaires civils demeurent.

Intervention vs Accompagnement

Plusieurs chercheurs pensent qu'étant donné le type de guerre hautement technologique en vigueur aujourd'hui, l'interpositionnement comporte des risques importants pour les volontaires civils. Schweitzer note qu'il est douteux que des civils puissent pénétrer le front d'une zone de combat d'une guerre d'aujourd'hui. En réalité, plusieurs des organisations qui essayèrent de se positionner entre les protagonistes durant la première guerre du Golfe et la guerre en ex-Yougoslavie ne furent pas capables d'accéder jusqu'aux zones où ils espéraient se placer entre les groupes armés.²⁴² Moser-Puangsuwan et Weber concluent que « Une estimation de la viabilité du maintien de la paix non-violent, sans armes et stratégique d'interpositionnement à grande échelle, basée sur une analyse des tentatives précédentes, et mesurée en termes d'efficacité physique, semble suggérer que le concept n'est pas un concept viable. » Ils en concluent que le maintien de la paix civil devrait se concentrer sur des interventions tactiques à petite échelle à travers des initiatives de témoignage et d'accompagnement.²⁴³

241 Walker, Charles. *A World Peace Guard: An unarmed Agency for Peacekeeping*. Hyderabad (AP): Academy of Gandhian Studies, 1981. p. 54

242 Nonviolent Peaceforce Feasibility Study, p. 173

243 Moser-Puangsuwan and Weber 2000:324

Il n'y a pas d'exemples récents de l'efficacité du maintien de la paix civil dans des guerres de haute intensité, avec un armement à grande échelle, un nombre important de troupes, et des combats déployés et décentralisés. Il est dur d'imaginer comment le maintien de la paix civil aurait fonctionné une fois que la violence s'était déclarée et répandue au Ruanda par exemple. Les rares groupes internationaux qui essayèrent de maintenir une présence et d'intervenir pour mettre un terme à la violence étaient fondamentalement inefficaces, étant donné que les groupes impliqués dans la violence n'étaient que peu affectés par l'indignation internationale ou les passeports occidentaux des civils. L'influence dont disposaient les volontaires civils dans ce contexte était insuffisante.

Les succès les plus récents du maintien civil de la paix ont eu lieu dans des situations de combats sporadiques, dans des situations où il y a des violations des droits de l'homme contre des personnes ou des groupes qui peuvent être accompagnés, ou dans une situation de cessez-le-feu où la violence peut être prévenue plutôt qu'arrêtée. Certains membres de projets de maintien de la paix courants signalent que leurs petites interventions ont demandé des années à affiner et que, à moins que l'on obtienne davantage d'expérience, les projets plus importants peuvent être destinés à échouer du fait d'un pur manque d'expérience au niveau de l'organisation, de la conduite de l'intervention, et des activités stratégiques pour des groupes plus importants. Ils indiquent en outre que de nombreuses petites organisations actuellement impliquées dans le maintien civil de la paix doivent faire face à de graves difficultés financières. La première tâche semblerait être de renforcer ces organisations avec des ressources humaines et financières supplémentaires, ainsi que d'examiner, de documenter et d'évaluer les expériences de ces groupes, de manière à ce que de futurs groupes ne commettent pas les erreurs des projets de maintien de la paix précédents.

Professionnels vs volontaires

Le personnel de nombreuses organisations d'intervention civile est peu rémunéré ou est constitué de volontaires bénévoles. Ces organisations fonctionnent avec des budgets très limités, comprenant même des restrictions sur le nombre de formations qu'elles peuvent offrir à leur personnel. La Nonviolent Peaceforce cherche à créer des équipes bien formées, professionnelles, et rémunérées de centaines, voire de milliers de personnes.

Comme les groupes civils de maintien de la paix continuent à se développer, ils ont besoin de faire un certain nombre de choix. S'ils veulent s'impliquer dans d'autres activités d'établissement de la paix, telles que la médiation, le dialogue ou l'apprentissage de la paix, ils auront besoin de beaucoup plus de formation qu'ils en reçoivent actuellement. S'ils souhaitent avoir un personnel professionnel, il leur faudra trouver des financements beaucoup plus importants. Sinon, ils pourraient continuer à travailler de la même manière et s'en tenir aux objectifs limités, mais cependant importants d'accompagnement d'individus ou de groupes en danger, et procurer une présence non-violente pour empêcher la violence.

Choisir où envoyer des volontaires civils

Choisir où placer les ressources limitées des organisations d'intervention civile actuelles représente un défi. Le manque de modèle clair pour traiter un conflit et la nature ad hoc des choix d'intervention laissent des questions sans réponses sur le choix de tel ou tel conflit par rapport à un autre. Le maintien de la paix civile semble être plus efficace dans des situations où la pression internationale est influente, où les volontaires pour la paix travaillent à prévenir plutôt qu'à arrêter un violent conflit, et où les groupes armés montrent une volonté de trouver une solution politique au conflit.²⁴⁴ Le défi consistant à affronter la violence dans des zones urbaines des pays de nombreux volontaires civils indique également le besoin supplémentaire d'analyse des motifs des volontaires de la paix.

Activisme et impartialité

Le chapitre 5 de ce livre discute de la relation particulière existant entre maintien de la paix civile, activisme et le principe d'impartialité. Étant donné que les membres de nombreux groupes d'intervention civile croient en une vision du monde progressiste qui tient fermement aux droits de l'homme et à la démocratie, ils sont souvent tentés de sortir de leur rôle impartial pour assumer un rôle public, de défendre une position politique sur les questions en jeu dans un conflit de soutenir les groupes qui sont opprimés. Ce rôle activiste peut interférer avec leur aptitude à être perçu comme impartial par d'autres groupes dans le conflit et donc également leur aptitude à être accepté par le gouvernement et les groupes armés dans le pays en conflit. Les groupes d'intervention civile ont besoin de continuer à discuter ces sujets avec d'autres personnes ou groupes actifs dans l'établissement de la paix à même de donner des conseils et de réagir à la manière dont les volontaires de la paix agissent ou interagissent avec l'activisme pour les droits de l'homme.

Souveraineté et interaction avec des gouvernements

Le maintien de la paix officiel et les opérations de stabilité, comme la guerre en Irak, sont souvent critiquées pour leurs motifs égoïstes et leurs violations de la souveraineté de l'État. Bien qu'il soit possible que les volontaires civils sans armes représentent une moindre menace que leurs homologues officiels, s'opposer à des équipes de maintien de la paix civile plus importantes ou plus actives peut attirer l'attention et des critiques. Comment l'État réagit-il à une intervention civile ? De nouvelles recherches examinant les réactions d'un gouvernement et d'officiers militaires aux équipes de paix civiles peuvent donner à des volontaires civils une meilleure appréciation de leur efficacité à prévenir ou à arrêter la violence et pourrait augmenter la compréhension des fonctionnaires pour les objectifs et les activités des volontaires de la paix.

244 Schweitzer, et al. *Nonviolent Peaceforce Feasibility Study*. Hamburg, Germany: Nonviolent Peaceforce, 2001

Développer l'utilisation de l'intervention civile basée sur l'identité

Le rôle des outsiders dans un conflit est sujet à discussion. De nombreux volontaires civils sont occidentaux et estiment que leur présence en tant qu'étrangers empêche la violence du fait des conséquences qu'il pourrait y avoir à s'en prendre à un tiers-parti. Si cela peut être un motif, leur efficacité est amoindrie si les agresseurs ne craignent la condamnation internationale ou les répercussions de leurs actions. Si cela n'est pas examiné ici en détail, certaines des tentatives les plus importantes et les plus réussies d'interpositionnement entre des groupes armés ont été menées avec peu de préparatifs par des individus ayant une identité particulière dans le cadre du conflit. Des exemples en Inde, aux Philippines, en Algérie et dans d'autres conflits ont pu être documentés et étudiés étant donné que des interventions civiles à grande échelle, spontanées mais pourtant efficaces pour réduire la violence furent initiées dans leur propre pays. Les théoriciens et les volontaires civils eux-mêmes devraient continuer à développer l'idée et à tester l'utilisation de volontaires pour la paix à partir d'une base identitaire, comme par exemple envoyer des équipes de leaders religieux, de femmes, ou des équipes composées de groupes ethniques particulièrement respectés pouvant réduire les niveaux de violence de par leur présence dans un contexte particulier.

L'utilisation d'objets et de textes symboliques pour empêcher la violence peut également être essayée. Par exemple, une équipe d'intervention civile constituée de leaders religieux portant des textes sacrés comme une source de pouvoir (un symbole équivalent au pouvoir conféré par le port d'une arme à feu) pourrait être efficace dans une région comme le nord de l'Uganda, où la violente Armée de résistance du seigneur est profondément religieuse, bien qu'elle commette cependant de massives violations des droits de l'homme à l'encontre de la population civile locale.

Coordination avec d'autres acteurs de l'établissement de la paix

Les groupes de maintien de la paix civil renforcent l'efficacité de leur travail et de leurs méthodes en augmentant leur communication et leur coordination avec d'autres acteurs d'établissement de la paix. Un nombre plus important de membres de l'ONU et de fonctionnaires du gouvernement dans plusieurs pays sont intéressés par l'idée d'employer des volontaires civils dans leurs interventions dans des conflits. Il faut être prudent quand on développe un partenariat entre des soldats de la paix armés et des volontaires civils sans armes impliqués dans le même projet. Comme le signale un vétéran du personnel des volontaires civils, les principes non-violents qui guident leur travail peuvent être sacrifiés, s'ils sont inclus dans des structures militaires plus importantes. La recherche se concentrant sur la façon dont le maintien civil de la paix peut être incorporé dans des structures officielles des Nations-Unies ou sur la façon dont les forces de l'ONU peuvent apprendre et utiliser la théorie et les pratiques développées par les volontaires civils peut susciter des idées de collaboration créative entre les deux.

Une planification proactive, l'établissement de stratégies et la collaboration entre différents groupes intervenants pourraient aider à préparer un programme d'intervention plus complet composé de différents groupes conduisant diverses activités à différentes phases du conflit. Ils pourraient être impliqués dans une coordination officielle de maintien de la paix et des groupes de décisions, tels que le Partnership for Effective Peace Operations basé aux États-Unis, le bureau pour la Coordination of Humanitarian Affairs, et d'autres forums de coordination qui cherchent à augmenter la prise de conscience sur les groupes travaillant dans des zones de conflit et des opérations pour la paix.

Les organisations de maintien civil de la paix peuvent offrir des formations à CIVPOL, aux Volontaires de l'ONU, ainsi qu'à d'autres fonctionnaires civils de maintien de l'ordre et du personnel pour le maintien de la paix qui sont actuellement placés sur le terrain avec peu de formation, voire aucune, sur la manière de traiter des conflits de façon non-violente et qui pourraient grandement bénéficier d'une formation de base de résolution de conflit à même de les aider à interagir plus positivement avec les populations locales.

En même temps, les Nations-Unies, les organisations régionales et les gouvernements devraient soutenir plus activement les organisations de maintien de la paix civil non-gouvernementales, par l'intermédiaire d'une diffusion de l'information, de financements, et d'assistance technique.

*Annexe***Liste des personnes interrogées pour cette enquête :**

Cole Arendt, Christian Peacemaker Teams
David Atwood, former Director of International Fellowship of Reconciliation
Michael Beer, Nonviolence International staff
Hagan Berndt, Bildungs- und Begegnungsstätte für Gewaltfreie Aktion
Elise Boulding, peace scholar
Howard Clark, War Resisters International
Lisa Clark/Don Albino Bizotto, Coordinators of Beati i Costruttori di Pace
(Blessed are the Peacemakers)
Dan Dayle, Lutheran Accompaniment Team in El Salvador
David Hartsough, Director of Peaceworkers
Kathy Kelly, peace team participant and organizer
Joel Klassen, Christian Peacemaker Teams
George Lakey, trainer
John Paul Lederach, International Conciliation Service
Liam Mahony, Peace Brigades International
Frank O'Donnell, former Director of United Nations Volunteers
Peggy Preston, Gulf Peace Team member
David Radcliff, Church of the Brethren, Peace Coordinator
John Reuwer, Christian Peacemaker Teams
Doug Schirch, former Witness for Peace volunteer
Scott Schaefer-Duffy, Sjema Mira
Christine Schweitzer, Balkan Peace Team
Bob Siedle-Khan, Peace Brigades International
Gene Stolfus/Rey Lopez, Christian Peacemaker Teams
Arno Truger, Director of the International Civilian Peacekeeping and
Peacebuilding Training Program
Tim Wallis, former director of Peace Brigades International
Kurt Wands, National Coordinating Office on the Refugees and Displaced of
Guatemala
Barbara Wien, Director, Peace Brigades International US
Judith Weir, Witness for Peace staff and trainer

Bibliographie

Articles et livres

A More Secure World: Our Shared Responsibility. Report of the Secretary-General's High-level Panel on Threats, Challenges and Change. New York: United Nations, 2004

Åkerlund, Anna, Villanueva, Eduardo and Berg, Kari. "A as in Accompaniment" in *New Routes*, No 2, 2002. Uppsala, Sweden: Life & Peace Institute

Atwood, David. "Non-governmental Conflict Intervention: Some Observations on Two Current Experiments." A paper prepared for the conference Peaceful Settlement of Conflict - A Task for Civil Society II. Evangelische Akademie Loccum, 16-18 March 1994

Avruch, Kevin and Black, Peter W. "The Culture Question and Conflict Resolution." *Peace and Change*. Vol 16(1) January 1991

Boutros-Ghali, Boutros. *An Agenda for Peace*. New York: United Nations Press, 1992 Center for Human Rights Legal Action and the Ecumenical Program on Central American and the Caribbean. *Out of the Shadows: The Communities of Population in Resistance in Guatemala*. 1993

Clark, Howard. "Models for Civilian Intervention." *Peace News Educational Offprints*. January, 1994

Coy, Patrick G. "What's a Third Party to Do? Nonviolent Protective Accompaniment in Sri Lanka with Peace Brigades International." Paper presented at the 35th Annual Convention of the International Studies Association, Washington, D.C. March 28 - April 1, 1994

"CPT to Gaza." *Signs of the Times*. Summer 1993

Diamond, Louise and McDonald, John. *Multi-Track Diplomacy: A Systems Approach to Peace*. Revised edition. Washington, D.C.: Institute for Multi-Track Diplomacy, 1993

Diehl, Paul F. *International Peacekeeping*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1993

Ewald, Jonas and Thorn, Håkan. *Peace Monitoring in South Africa*. Sweden: Swedish UN Association, 1995

- Frankel, Glenn. "The Real War Between Arabs, Israelis: Moderates vs. Extremists." *Washington Post*. February 26, 1994. p. A21
- Galtung, Johan with Hveem, Helge. "Participants in Peacekeeping Forces" in *War, Peace and Defence: Essays in Peace Research Vol. II*. Ed. Christian Ejlert. Copenhagen: International Peace Research Institute, 1976
- Galtung, Johan. "Three Approaches to Peace: Peacekeeping, Peacemaking and Peacebuilding" in *Peace, War, and Defense: Essays in Peace Research*. Volume II. Ed. Christian Ejlert. Copenhagen: PRIO Monographs, 1976
- Griffin-Nolan, Ed. *Witness for Peace: A Story of Resistance*. Louisville: Westminster/John Knox Press, 1991
- Hansen, Wibke, Ramsbotham, Oliver and Woodhouse, Tom. "Hawks and doves: Peacekeeping and Conflict Resolution." Berghof Handbook for Conflict Transformation. March 30, 2001
- Hayden, William. "American Civilian Police in UN Peace Operations." Washington, DC: U.S. Institute of Peace. July 6, 2001
- Hunter, Daniel and Lakey, George. *Opening Space for Democracy: Third-Party Nonviolent Intervention Curriculum and Trainer's Manual*. Philadelphia, Pennsylvania: Training for Change, 2004.
- International Committee of the Red Cross. *Panorama 93*. Geneva: ICRC, 1993
- International Peace Academy. *Peacekeepers Handbook*. New York: Pergamon Press, 1984
- Keyes, Gene. "Force Without Firepower: A Doctrine of unarmed Military Service." *The Coevolution Quarterly*. Summer 1982
- Kittani, Ismat. "UN Peace Efforts in Somalia." *UN Peacekeeping at the Crossroads*. Ed. Kevin Clements and Christine Wilson. Australia: Peace Research Centre, Australian National University, 1994
- Kriesberg, Louis and Thorson, Stuart J., eds. *Timing the De-escalation of International Conflicts*. Syracuse: University Press, 1991
- Kriesberg, Louis. "Intractable Conflict." *Peace Review*. Winter 1993
- Lederach, John Paul. "Proposal for International Nonviolent Peacekeepers." *Peaceworks* Vol. 11 (5), Nov. 1993

Lederach, John Paul. *Mennonite Central Committee Efforts in Somalia/Somaliland: A Brief Overview*. Akron, Pennsylvania: Mennonite Central Committee, November, 1993

Lederach, John Paul. "Tapping the Tradition and Sustaining Reconciliation in Somalia: The Relevance of Culture in Building a Comprehensive Process." NCPCR Conference Paper, May 1993

Lederach, John Paul and Wehr, Paul. "Mediating Conflict in Central America." *Journal of Peace Research*. Vol 28(1). 1991

Lederach, John Paul. "Ethical Dilemmas of Military Intervention in Disaster Relief, the Development of Cooperative Relationships and Implications for Long Term Rehabilitation and Development." Akron, PA: Mennonite Central Committee, June 12, 1993

Lewer, Nick and Ramsbotham, Oliver. *Towards an Ethical Framework for Humanitarian Intervention in International Social Conflict*. England: University of Bradford, 1993

Liu, F.T. *United Nations Peacekeeping and the Non-Use of Force*. London: Lynne Rienner Publishers, 1992

Mahony, Liam and Eguen, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards: International Accompaniment for the Protection of Human Rights*. Connecticut: Kumarian Press, 1997

Mahony, Liam. "Side by Side: Protecting and encouraging threatened activists with unarmed international accompaniment." *New Tactics in Human Rights*. Minneapolis, Minnesota: Center for Victims of Torture, 2004

McCarthy, Tim. "Peace Crumbles on the Way to Sarajevo." *National Catholic Reporter*. August 27, 1993. P. 14-15

Mertus, Julie A. *Bait and Switch: Human Rights and U.S. Foreign Policy*. New York: Routledge, 2004

Montana, Jason. "Tried and found wanting: Why the peace zones in Sagada failed." *Liberation*. September-October, 1990

Moore, Christopher. "Training for Nonviolent Responses to Social Conflict." Paper prepared for the 1977 International Seminar on Training for Nonviolent Action held in Cuernavaca, Mexico.

- Moser-Puangsuwan, Yeshua. "From the Peace Army to the Balkan Peace Team: A short history of grassroots initiatives unarmed peacekeeping." January 1995
- Nagler, Michael. "Peacemaking Through Nonviolence." Testimony presented to the United States Commission on Improving the Effectiveness of the United Nations. San Francisco, CA, February 2, 1993
- "Nonviolent People Power Closes D.C. Crack House." *Signs of the Times*. February 1995. P. 1-2.
- O'Donnell, Frank. "The Concept and Promotion of Global Peace Service: Some Casual Personal Reflections on Elements, Implications, and Agendas." United Nations Staff, Geneva. November 1993
- Peace Zone Primer*. Ateneo de Manila University: Gaston Ortigas Peace Institute.
- Peacemaking and Peacekeeping: Implications for the United States Military*. United States Institute of Peace: Washington DC, 1993
- Renner, Michael. *Critical Juncture: The Future of Peacekeeping*. Washington, D.C.: Worldwatch Institute, 1993
- Santos, Soliman M. Jr. "Forms of Peace Zones." *Peace by Piece: Seven Pieces on Peace Zones*. Philippines: Peace Studies Institute Discussion Paper Series, Vol. 1, No. 3, September 1991
- Schirch, Lisa. *The Little Book of Strategic Peacebuilding*. Intercourse, Pennsylvania: Good Books, 2004
- Schweitzer, Christine. "Intervening in Sarajevo: hopes and realities." *Peace News Educational Offprints*. January 1993. p. 14-16.
- Schweitzer, Christine. "We Divide One Peace." *Peace News*. September 1993. p. 9
- Schweitzer, Christine, et al. *Nonviolent Peaceforce Feasibility Study*. Hamburg, Germany: Nonviolent Peaceforce, September 2001 <http://www.nonviolentpeaceforce.org/english/resources/rstudy.asp>. February 24, 2005
- Sulueta, Lito. "Peace Zone declared in Negros." *National News*. February 18, 1990
- Tatum, Lyle. "Friendly Presence: A Quaker Peacekeeping Project. 2. Philadelphia: Friends Peace Committee, 1970

The Responsibility to Protect. Report of the International Commission on Intervention and State Sovereignty. Ottawa, Canada: International Development Resource Center. December 2001

“Third World Warns UN on Interventions.” *Life and Peace Review*. February, 1994. Walker, Charles. “A World Peace Guard: An Unarmed Agency for Peacekeeping.” Academy of Gandhian Studies, Hyderabad. p. 15

Wallis, Tim and Samayoa, Claudia. “Civilian Peacekeepers: Creating a safe environment for peacebuilding.” *People Building Peace II*. Colorado: Lynn Rienner, 2005

Weaver, Paul Neufeld. “Restoring the Balance: Peace Teams and Violence Reduction in Chiapas, Mexico.” Unpublished Doctoral Dissertation. Minneapolis, Minnesota: University of St. Thomas, 2002

Weber, Thomas. “From Maude Royden’s Peace Army to the Gulf Peace Team: An Assessment of Unarmed Interpositional Peace Forces.” *Journal of Peace Research*. vol. 30, no.1, 1993

Weber, Thomas. *Gandhi’s Peace Army: The Shanti Sena and Unarmed Peacekeeping*. New York: Syracuse University Press, 1996

Wehr, Paul. *Conflict Regulation*. Boulder, Co.: Westview Press, 1979. p. 50 in Lewer and Ramsbotham

Zartman, William. *Ripe for Resolution: Conflict and Intervention in Africa*. New York: Oxford University Press, 1985

Documents et brochures non officiels, ou documents non publiés

Boulding, Elise, peace scholar and author of upcoming article on “United Nations Peacekeeping and Peoples’ Peacebuilding: Patterns of Partnership”

Brochure on the International Civilian Peace-Keeping and Peace-Building Training Program. Schlaining, Austria

Buser, Lotti, Berndt, Hagan, Furger, Beat, Menozzi and Marie Catherin. “Report of the Exploratory Team IN Chad: October 5-20, 1993.” Peace Brigades International. December, 1993

- Civilian Peace Service brochure. Minden, Germany: Federation for Social Defence, 1994
- Cry for Justice Press Release, September 23, 1993
- Cuckova, Teuta, Tomovski, Mirce, Orascanin, Vasvija, Trifunovic, Zorica and Pula, Gazmend. "An Open Letter to Peace Movements." February 1993
- Declaration of goals and principles of the Balkan Peace Team, February 1994
- Diamond, "Principles of Multi-Track Diplomacy", Institute for Multi-Track Diplomacy. Washington, D.C., 1993
- Dreze, John. "First International Walk for Peace and Justice in the Middle East: A Report." June 1991
- Excerpts from a book proposal by Liam Mahony and Quique Eguren. "The Protective Role of Nonviolent International Accompaniment"
- Federation for Social Defense. Civilian Peace Service. April 1994
- "Harvard Study Team Report: Public Health in Iraq after the Gulf War." May 1991
- Jonsson, Bernt. "International Presence in the Holy Land." Transnational Foundation for Peace and Future Research. November 7, 2000
- Lakey, George. "Core Skills of Peacekeeper." 1994
- Lakey, George. "How to Develop Peace Teams: The Lightbulb Theory." 1995
- Martinelli, Marta. "Developing a Civilian Peace Corps: Does Italy Offer a Model for the EU?" United Kingdom: University of Bradford, 2002
<http://www.peacestudiesjournal.org.uk/docs/DevelopingCivilianPeaceCorpsDevelopmentsinEurope.pdf> February 24, 2005
- Mitchell, Christopher. "The Failure of Peace Zones"
<http://www.gmu.edu/departments/icar/ZOPSYUGO.002.pdf>
February 23, 2005
- Müller, Barbara. „Ziele, Methoden und Wirkungen bisheriger Eingreifversuche.“ Unpublished report presented at the conference of the Institute for Peace Work and Nonviolence, Minden, October, 1993

Peace Brigades International 1993 Annual Report and PBI pamphlet

Peace Brigades International. "Evaluation of Field Projects in Colombia, Guatemala, Indonesia and Mexico." October 2004

Press Release from the British Gulf Peace Team office, London, England. 1991

"Project in Urban Peacemaking: A Project of the Christian Peacemaker Teams" Brochure

Report of the First Training of the Balkan Peace Team. February 21, 1994

Rojas, Catalina. The People's Peace Process in Colombia: A Preliminary Review of Zones of Peace. <http://www.gmu.edu/departments/icar/zopscolumbia.pdf>. February 23, 2005

Schweitzer, Christine. "Mir Sada - the Story of a Nonviolent Intervention that Failed." Cologne, Germany. Unpublished report

Shivers, Lynn. "Controversies in Nonviolent Action Theory." Discussion paper. 1988

"Sowing the Seeds of a New Guatemala." Pamphlet on CPR's by Guatemala News and Information Bureau, P.O. Box 28594, Oakland, CA 94604

Transcript of interview with Narayan Desai obtained from Hagan Berndt

"Visit of Assessment by Two Members of Middle East Action Network and One Member of the Gulf Peace Team to Alwiya and Saddam Hussein Paediatric Hospitals", Baghdad, 24th April 1991

We Share One Peace Preparation and Reflection Packet for U.S. team members

Witness for Peace Long Term Application Form

Written comments on a draft of this paper by Michael Nagler

LPI Publications

(sélectionnées)

Pour demander des informations ou commander une des publications se trouvant dans la liste ci-dessous, veuillez contacter :

Communications, LPI,
Syslromansgatan 7, SE-753 11 Uppsala, Sweden,
tel. +46 (0)18-16 97 71, fax +46 (0)18-69 30 59
e-mail: info@life-peace.org

Ou visitez notre site: www.life-peace.org pour obtenir une liste complète de publications, des exemplaires, et des informations.

Revues de presse

New Routes est la publication trimestrielle de LPI, et propose des analyses et des commentaires sur des questions de paix, de justice et de développement. En mettant particulièrement en évidence les questions liées à la recherche actuelle et aux programmes, *New Routes* procure également des informations sur des publications et des activités récentes de LPI.

Horn of Africa Bulletin est un bulletin électronique couvrant les pays africains suivants : Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Somalie, Somaliland et Soudan. Ce bulletin mensuel présente des enquêtes importantes sur les développements actuels dans la Corne de l'Afrique, et s'intéresse tout particulièrement aux questions de paix, de développement et de transformation de conflit à partir d'une perspective populaire.

Rapports de recherche

NGOs and Refugee Repatriation Series

Negotiating Return, Lucia Ann McSpadden, 2000. La guerre d'indépendance érythréenne, qui fut l'un des conflits armés les plus longs en Afrique, fut responsable de centaines de milliers de réfugiés. Le livre est une analyse critique des négociations ayant permis aux réfugiés érythréens de quitter le Soudan pour rentrer chez eux. 180 pp.

Risking Return: NGOs in the Guatemalan Refugee Repatriation, Liam Mahony, 1999. Le récit d'El Retorno (Le Retour) et le rôle joué par des organisations non-gouvernementales. 100 pp.

Displaced Promises: Forced migration, refuge and return in Croatia and Bosnia-Herzegovina, Paul Stubbs, 1999. En distinguant certaines tendances communes à partir d'enquêtes d'ONG, l'auteur met en évidence à la fois « les leçons apprises » et des domaines à débattre. 74 pp.

Reconciliation and Churches in the Transition to Democracy Series

Healing a Nation's Wounds, Walter Wink, (1997) 2005. Les églises sont un acteur social essentiel dans de nombreux pays où une transition démocratique prend place. Quelle qu'ait été leur position dans le système politique précédent, elles doivent redéfinir leur rôle dans le processus de transition et de réconciliation. 69 pp.
Edition française 2005 : *Guérir les blessures d'une nation*.

Hope in the Midst of Chaos

Contradictions for Peace & Reconciliation in Nicaragua. Philip E. Wheaton, (2002) 2005. L'auteur essaye de mettre en lumière la lutte et la dévastation auxquelles le peuple nicaraguayen dut faire face. Toutefois, au milieu de ce chaos, il y a l'espoir que la société civile puisse reconstruire ses communautés et obtenir un semblant de paix. 138 pp.

Forgiving or Forgetting?

Churches and the transition to democracy in the Philippines, John J. Carroll S.J. and Bernadeth Y. Paso, (1999) 2005, est un compte rendu historique de la révolution philippine non achevée et du rôle de l'église. Il s'agit d'un rapport sur le combat de l'église et les risques qu'elle prend en tant qu'agent du changement et de la réconciliation. 74 pp.

Reaching Reconciliation

Churches and the transition to democracy in Eastern and Central Europe, ed. Lucia Ann McSpadden, 2000. Le livre inclut trois manuscrits distincts : East German Churches in the aftermath of unification by Hans Baer, Reconciliation in the shadow of the Soviet past by Joan Löfgren, and The Polish Church in the reconciliation process by Halina Grzymala-Moszczyńska. 244 pp.

Iglesias Evangélicas y derechos humanos en la Argentina, Pablo R. Andíañach/Daniel Bruno, 2001 (seulement disponible en espagnol). Le livre couvre la période 1976-1998. 160 pp.

Recovering Memory: Guatemalan Churches and the Challenge of Peacemaking, Paul Jeffrey, 1998. Examine le rôle des acteurs religieux n'appartenant pas à l'état dans la transformation du conflit au Guatemala. 106 pp.

Women and Nonviolence Series

Girls and Warzones: Troubling Questions, Carolyn Nordstrom, (1997) 2004. Demande pourquoi il est si difficile de rassembler des informations sur les expériences spécifiques des filles en temps de guerre comme de paix. 50 pp.

Edition française 2005 : *Filles et zones de guerre. Questions troublantes.*

Linking Arms: Women and war in post-Yugoslav states, Maja Korac, 1998. Examine comment les femmes en ex-Yougoslavie se sont opposées à la guerre et à la violence. Un nouveau regard sur le rôle des mouvements féminins, avant, pendant et après les conflits armés entre les États de l'ex-Yougoslavie. 90 pp.

Patriarchy and Purdah: Structural and Systemic Violence against Women in Bangladesh, Habiba Zaman, 1998. Étudie la vulnérabilité légale, religieuse et familiale des femmes par rapport à la violence dans la société du Bangladesh. 46 pp.

Mothers, Widows and Guerrillas: Anonymous Conversations with Survivors of State Terror, Victoria Sanford, 1998. Dans ce livre, les histoires de Josefina, Juana, Maria et d'autres sont racontées dans une narration émouvante, illustrant les horreurs de la guerre civile guatémaltèque, mais également les défis de la réconciliation. 48 pp.

Women, Violence and Nonviolent Change, ed A. Gnanadason, M. Kanyoro and L.A. McSpadden, (1996) 2005. Essais et enquêtes examinant les contributions spécifiques des femmes à la résolution de conflit. 146 pp.

Women, War and Peace, Elizabeth Ferris, (1993) 2004. Survol des perspectives et des polémiques qui entourent les questions relatives au thème des femmes, de la guerre et de la paix. 49 pp.

Edition française 2005: *Femmes, guerre & paix.*

Horn of Africa Series

Community-based Bottom-up Peacebuilding. The development of the Life & Peace Institute's approach to peacebuilding and Lessons Learned from the Somalia experience (1990-2000), Thania Paffenholz, 2003. 90 pp.

Edition française 2007 : *Construire la paix à partir d'une Communauté.*

Queens Without Crowns. Somaliland's women's changing roles and peace building, Amina Mohamoud Warsame, (2002) 2004. Une étude qui identifie et analyse le nouveau rôle des femmes dans la reconstruction de la république du Somaliland après la guerre civile. 96 pp.

Edition française 2005 : *Des reines sans couronne. L'évolution du rôle des femmes du Somaliland et l'édification de la paix.*

Ready and Willing ... but still waiting. Eritrean refugees in Sudan and the dilemmas of return. Gaim Kibreab, 1996. Examine les dilemmes auxquels sont confrontés les quelque 400.000 réfugiés érythréens vivant au Soudan. 222 pp.

Trading Places, Alternative models of economic cooperation in the Horn of Africa. Ed. Lucia Ann McSpadden, 1996. Publié en coopération avec Pastoral Environmental Network in the Horn of Africa (PENHA). Une série d'essais, mettant en avant des propositions pratiques et progressistes pour accroître la coopération dans la Corne de l'Afrique. 142 pp.

Building the Peace: Experiences of Collaborative Peacebuilding in Somalia 1993-1995, Wolfgang Heinrich, (1997) 2006. L'histoire du programme de LPI dans la Corne de l'Afrique évalue le programme de soutien d'initiatives d'établissement de la paix au niveau des simples citoyens dans des communautés somali et offre un aperçu pour le futur, à la fois de l'établissement de la paix et d'une paix durable dans la Corne de l'Afrique. 251 pp.

Autres rapports de recherche

Civil Society and Peace Building in the Republic of Congo. Three studies, Jean Pierre Rufins Mackita, Scholastique Dianzinga, Matondo Kubu Turé, 2007. 31 pp.

Reinventer le Quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants maï-maï au Kivu, Hélène Morvan, 2005. 169 pp.

Reshaping the Everyday. The Cohabitation of Civilians and Mayi-Mayi Militias in Kivu, Hélène Morvan. English summary of *Reinventer le Quotidien*, 2006. 32 pp.

Child Soldiers. Rehabilitation and Social Reintegration in Liberia. Teferi Sendabo, 2004. Cherche à savoir pourquoi des enfants participent à des guerres et quelles méthodes on peut utiliser dans le processus de réhabilitation et d'intégration sociale. 140 pp.

Post-conflict peacebuilding and prospects for democracy with reference to Africa, Tarekegn Adebo, 2005. Cet essai défend l'idée que de bonnes institutions représentatives offrent une bonne possibilité d'introduire un système réalisable pour éviter des conflits violents dans l'avenir. 40 pp.

Being church in post-genocide Rwanda. The challenges of forgiveness and reconciliation, Anne Kubai, 2005. L'église du Ruanda, qui fut submergée par le message de haine et de mort durant le génocide, doit aujourd'hui affronter l'immense défi de nourrir et d'entretenir le pardon et la réconciliation. 34 pp.

Post-Conflict Reconciliation Programming, John Prendergast, (1997) 2004. Il y a de nombreuses façons de décrire les conditions et les objectifs faisant suite à une guerre. Dans cet essai, l'accent est mis sur les concepts psychosociaux, l'établissement de la paix et la réconciliation. 83 pp.

Civilian Peacekeeping. Preventing Violence and Making Space for Democracy, Lisa Schirch, 2006. Examine les activités des équipes civiles de paix telles que la contribution à la théorie et à la pratique des interventions civiles. 114 pp. (Remplace *Keeping the Peace. Exploring Civilian Alternatives in Conflict Prevention* by L Schirch, 1995.)

Edition française 2007 : *Intervention civile. Prévenir la violence et mettre en place une démocratie*

After the Revolutions: Democracy in East Central Europe, ed. Mark Salter, 1996. Cette collection d'articles examine les nombreuses questions soulevées par le progrès des transformations politiques dans la région depuis 1989. 104 pp.

The Redemptive Value of Truth Telling by Fr. Michael Lapsley, S.S.S., 1999.

Forgiveness and Justice in Northern Ireland after the peace agreement by Duncan Morrow, 1999. 10 pp.

Une série de six rapports a été publiée dans le cadre du projet de recherche : *Militarisation, economic penetration and human rights in the Pacific*, (1998) 2002.

À propos de l'auteur

Lisa Schirch est maître de conférences en maintien de la paix à l'Eastern Mennonite University. Elle est licenciée ès lettres de l'université de Waterloo en Sciences politiques et Relations internationales, et titulaire d'une maîtrise de sciences et d'un doctorat d'État de la George Mason University en Analyse et solution des conflits.

Ancienne "Fulbright Fellow", Schirch a travaillé pendant 15 ans dans le monde entier en qualité de chercheur, enseignante et médiatrice en matière de résolution pacifique des conflits. Elle est spécialisée dans les stratégies de rechange en matière de sécurité, l'usage des médias et des activités culturelles, le développement, les droits de la personne humaine, les femmes, les relations entre civils et militaires, et l'aide à la réconciliation dans les conflits à base identitaire. Conjointement avec ses collègues de l'Institut du maintien de la paix et du droit à l'Eastern Mennonite University, Schirch fait office d'expert-conseil auprès de tout un réseau d'organismes engagés en partenariat dans des activités stratégiques relatives au maintien de la paix aux États-Unis, en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Europe.

Lisa Schirch a publié trois études : *Strategic Peacebuilding, Ritual and Symbol in Peacebuilding*; *Civilian Peacekeeping : Reducing Violence and Making Space for Democracy* ; ainsi qu'un manuel de formation : *Women in Peacebuilding Training Manual*

Intervention civile

Prévenir la violence et mettre en place une démocratie

LISA SCHIRCH

« Il faut faire quelque chose ! » Ce cri fut poussé au début du génocide au Rwanda, de même qu'au moment où la guerre civile s'intensifiait en Colombie, que des réfugiés soudanais commençaient à affluer à Darfour, ainsi que dans d'innombrables autres moments sombres de l'histoire.

De par le monde entier, des civils répondent à ce cri en s'organisant dans des équipes de maintien de la paix civile. Ils combattent les violations des droits de l'homme et ils dissuadent le harcèlement grâce à leur présence symbolique indiquant que le monde a les yeux fixés sur ce qui se passe. Ils accompagnent les activistes pour les droits de l'homme, leur permettant de prendre le risque de se déplacer et de plaider leur cause, ce qu'ils ne pourraient sinon pas faire. Et les volontaires utilisent leur propre corps comme boucliers humains dans des villages du monde entier pour empêcher de violentes attaques contre des civils.

Tandis que les efforts de maintien de la paix militaire sont mis en place en réponse aux lois et aux accords internationaux, les volontaires civils suivent un ensemble de critères différents dans les prises de décisions. Ce livre illustre la façon dont les efforts de maintien de la paix civile sont planifiés, et examine les dilemmes et contradictions internes des différentes approches à l'intervention civile.

Lisa Schirch présente à la fois des informations importantes et une base de discussion, ce qui devrait être particulièrement intéressant pour des organisations non-gouvernementales, des groupes en situation de conflit, des gouvernements, des organisations régionales et les Nations-Unies, ainsi que des étudiants ou d'autres personnes intéressées par ces questions.

Établi à Uppsala, en Suède, le *Life & Peace Institute* (LPI) est un institut international et œcuménique de recherche et d'action dans le domaine de la paix. Fondé en 1985 par le Conseil Œcuménique Suédois, le LPI aspire à faire avancer les questions de justice, de paix et de réconciliation à travers une mosaïque de séminaires de recherche, de publications et de programmes de transformation de conflits.

Les objectifs et les programmes du LPI concernent les trois thèmes suivants :

- Transformation non violente de conflits
- Religion, conflits et paix
- Droits humains et justice économique



Cet ouvrage fait partie d'un projet intitulé *Publications for Peace Education*. Grâce à l'aide du Ministère des Affaires Étrangères de Finlande, le LPI a obtenu la possibilité de rééditer certaines de ses publications, qui traitent de différents sujets dans le domaine de la recherche sur la paix et la réconciliation. Ces livres et rapports de recherche sont gracieusement envoyés dans le monde entier à un certain nombre d'instituts universitaires clés, afin d'être utilisés dans des formations pertinentes pour la promotion de la paix et la résolution de conflits

LIFE & PEACE INSTITUTE, SYSSLOMANSGATAN 7, SE-753 11 UPPSALA, SWEDEN

ISBN 91-87748-84-3